



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

15751

O. N. U. I
+ + + + +

LES DÉVELOPPEMENTS RECENTS

DE

L'ÉCONOMIE

ET DE

L'INDUSTRIE ALGÉRIENNE

par Abdelkader SID AHMED
Chercheur à l'ORSTOM
Professeur à l'université de Paris 1

PARIS, Juin 1986

S O M M A I R E

- I Le réajustement des choix de développement
- II Les objectifs généraux du Plan quinquennal 1980-1984, du Plan annuel 1984 et du Plan 1985-1989.
- III Production, croissance, revenu et dépense intérieure
- IV L'évolution sectorielle de la production :
 - A Les hydrocarbures
 - B L'agriculture
 - la restructuration du secteur agricole
 - la production agricole
 - C L'hydraulique
 - D L'industrie
 - l'industrie lourde
 - l'industrie légère
 - les industries extractives
 - E/ La construction : B.T.P. et infrastructure
 - F/ Les zones industrielles et l'informatique
- V Prix salaires emploi
 - A/ Les prix
 - B/ Les salaires
 - C/ L'emploi
- VI Investissement, financement, échanges extérieurs et dette.
 - A/ L'investissement
 - B/ Financement du développement
- VII Les échanges extérieurs de biens et services
 - A/ Les exportations
 - B/ Les importations
 - C/ Répartition géographique des échanges
 - D/ Balance des paiements et dette extérieure.
- VIII Analyse du secteur Industriel
 - A/ Orientations, caractéristiques et nouvelles tendances d'branches industrielles
 - les nouvelles orientations
 - les caractéristiques et perspectives des branches industrielles
 - Perspectives du secteur industriel

IX Le dilemme Algérien : passer d'une croissance extensive à une croissance intensive.

1980

I / Le réajustement du choix de développement.

Après une décennie d'investissements planifiés considérables (1967-1978), l'économie algérienne pouvait se targuer de réalisations spectaculaires notamment dans le secteur industriel et dans celui des besoins sociaux. La plus grande maîtrise du secteur productif et des secteurs stratégiques de l'économie (Banques, assurances, commerce extérieur etc...) assurait en outre à l'Etat une meilleure efficacité - dans la canalisation des ressources, fortement accrues durant la période - en faveur des objectifs prioritaires planifiés.

Dès 1979, cependant - comme devait l'illustrer ensuite le bilan dressé par la commission parlementaire de l'Assemblée populaire Nationale - il apparaissait déjà que : "Certaines distorsions ont été engendrées par la stratégie (celle des années 1967-1978) visant à la construction d'un appoint de production capable de garantir le développement et de conforter l'indépendance du pays (1).

Parmi les distorsions mentionnées dans le Rapport, citons le "déséquilibre dans la structure générale des investissements." Le dynamisme de l'investissement industriel a en effet imposé des contraintes croissantes en matière de ressources et de moyens matériels et humains aux autres secteurs de l'économie. Le rapport notait en outre qu'au niveau de la production, l'analyse de l'évolution de la P.I.B. de 1967 à 1978 fait apparaître un écart sensible entre les taux de croissance nominaux et les taux de croissance réels. Les taux de croissance de la P.I.B. ont connu en effet un net fléchissement, alors que parallèlement les masses d'investissement en termes réels n'ont cessé de croître. Des écarts sensibles entre les prévisions et les réalisations de croissance de la P.I.B. ont été enregistrés. Alors que les objectifs étaient de 9 % annuellement pour le premier plan quadriennal et de 11,0 % pour le second plan, les réalisations ne furent respectivement que de 5,9 % et de 5,5 %. Par tête d'habitant la P.I.B. n'a connu que de faibles taux de croissance (entre 2 et 3 % seulement.)

La faiblesse de l'accroissement de la valeur ajoutée dans les secteurs de production de biens matériels - notent encore les parlementaires - s'est traduite par un taux d'importation élevé de biens et services (plus de 50 % de la P.I.B.).

De façon générale, conclut le rapport, les objectifs de production

(1) Rapport présenté en Octobre 1980 à l'Assemblée Populaire Nationale ; la Commission parlementaire du Plan et des Finances.

tion et de productivité, reléguées au second plan par rapport aux objectifs d'investissement, n'ont pas été atteints et ont accru la dépendance de l'Algérie envers l'extérieur.

Bref, pour les responsables Algériens à la fin des années 70, revers d'une décennie d'investissements accélérés étaient à rechercher dans les facteurs suivants : déséquilibre de l'investissement, faiblesse de la production et de la productivité, inefficacité du système productif dont l'une des conséquences était l'aggravation en terme de la dépendance de la dépendance quant à l'étranger et donc de la vulnérabilité externe de l'économie Algérienne.

Quelques mois auparavant - en juin 80 - la résolution "Bilan du congrès extraordinaire du parti F.L.N.(1)" notait que :

" Le congrès enregistre également les aspects négatifs apparus durant cette période (1967-1978) et dont les plus importants sont les graves dysfonctionnements enregistrés dans le fonctionnement de l'économie nationale et qui se traduisent par :

- les coûts élevés de développement
- la sous-utilisation des capacités de production disponibles
- la faiblesse de l'intégration économique
- la bureaucratisation croissante dans la gestion de l'économie.
- l'efficacité limitée de l'appareil économique et social.

On constate donc qu'à l'aube du plan quinquennal 1980-1984, tant le parti que la représentation populaire s'accordaient sur le diagnostic de l'économie Algérienne. Les orientations du Plan tinrent compte de ce dernier et notamment de sa conclusion centrale, à savoir, que l'évaluation de la période 1967-1978 révélait une "insuffisante maîtrise dans la conduite du développement" source de distorsions et d'une mobilisation insuffisante des ressources humaines et matérielles existantes." (2)

(1) Front de Libération Nationale.

(2) Ministère de la planification et de l'aménagement du territoire : Rapport sur l'exécution du plan quinquennal 1980-1984. page 3, juillet 1980, rapport interne non publié.

II

LES OBJECTIFS GENERAUX DU PLAN QUINQUENNAL 1980-1984, DU PLAN ANNUEL 1985-1989 ET DU PLAN 1985-1989.

Il devenait urgent pour les responsables de corriger ces distorsions et ces déséquilibres qui risquaient sinon de rendre " problématique la continuation de l'effort de développement et la consolidation de l'indépendance nationale en relation avec l'ampleur des besoins économiques et sociaux à moyen et long terme, et avec l'évolution prévisible des ressources tirées des hydrocarbures." (1)

Partant de ce constat et d'une analyse des perspectives d'évolution de l'économie nationale durant la décennie 1980, le plan 1980-1989 s'organise autour de six axes majeurs :

- La réduction de l'endettement extérieur et le renforcement de l'intégration de l'économie.
- la mobilisation efficace et judicieuse des capacités humaines et matérielles disponibles.
- l'adaptation de la structure sectorielle des investissements de manière à assurer une couverture satisfaisante des besoins sociaux fondamentaux à résorber les retards importants accumulés dans certains secteurs et réunir les conditions pour une meilleure utilisation des capacités de production et leur développement.
- une meilleure diffusion du développement économique et social sur tout le territoire national.
- l'amélioration du mode d'organisation et de fonctionnement de l'économie nationale ainsi que du système de planification,
- une meilleure responsabilisation des agents économiques et un rôle plus actif des mécanismes "d'intervention et d'encadrement" de l'Etat.
- enfin la création des conditions les plus efficaces de développement futur de l'économie.

Ces objectifs marquaient donc un tournant décisif dans la stratégie algérienne de développement et impliquaient de profonds changements dans les choix et les mécanismes économiques institutionnels. Rien d'étonnant dans ces conditions, si les mesures de réorganisation de l'économie prévues étaient prévues pour s'étendre au delà du plan quinquennal 1980-1984. En outre, la détérioration de l'environnement international

(1) voir note (2) p.2 ibid

faisait obligation aux planificateurs Algériens d'inscrire les objectifs quantitatifs du Plan dans le cadre "d'une vision dynamique de maîtrise des équilibres généraux de l'économie."

Cette vision dynamique de maîtrise des équilibres est évidente et ce qui concerne par exemple les évolutions prévues des investissements et de la consommation, censés découler des "progrès attendus en matière d'élargissement de la production Nationale" dans le cadre d'objectifs contraignants d'évolution des importations (art. 12 de la loi portant sur le Plan quinquennal 1980-1984). Ceci est également vrai de l'investissement le respect de la structure sectorielle se voit accorder la même importance que la réalisation des objectifs quantifiés (art. 15 de la même loi.)

Parmi les mesures destinées à améliorer "l'organisation de l'économie", celles débouchant sur "l'enrichissement du Plan National et son usage comme cadre unique d'élaboration et d'exécution des actions de développement et de politique économique" se voyaient accorder une priorité importante, tant aux niveaux sectoriels que régionaux. Pour les planificateurs, cette amélioration de l'organisation de l'économie conditionnait la maîtrise réelle de l'information, l'amélioration du système de gestion ainsi que la décentralisation économique, tous objectifs conditionnant une meilleure efficacité du système productif et notamment son adéquation aux besoins de l'économie.

Dès 1984, le niveau de l'investissement et le recours aux capacités de réalisation étrangère devaient satisfaire à l'objectif de maîtrise des équilibres financiers extérieurs. Bref, une meilleure maturation des projets et des conditions de leur mise en oeuvre apparaissait comme l'une des idées forces du Plan 1980-1984.

Environ 97 milliards de dinars devaient être investis en 1984 dont 42 milliards sous forme de concours définitifs (1), une croissance de 9 % était attendue pour la même année concernant les ressources brutes de ménages portées ainsi à D.A. 123 milliards. La masse salariale devait quant à elle se situer aux alentours de 88 milliards de D.A., soit une croissance de 9,2 % par rapport à 1983, croissance s'expliquant entre autres par l'application d'une législation nouvelle en matière de Sécurité Sociale. La consommation devait croître, elle, au taux de 5,5 % en termes réels.

(1) Il s'agit bien entendu de l'investissement public.

En ce qui concerne les ressources de la Nation, une croissance en valeur la P.I.B. de l'ordre de 8 % était attendue en 1984. Croissance résultant pour 48,6 % de la production matérielle hors hydrocarbures et à concurrence de 34,5 % de la production des services. De l'amélioration des conditions de fonctionnement de l'économie et des gains de productivité acquis de la restructuration des entreprises devaient venir l'élan permettant la réalisation de cette performance.

Dans le domaine des équilibres extérieurs - compte tenu de la contrainte externe anticipée - le Plan de 1984 prévoyait un programme d'importation de biens hors préfabriqués de D.A. 46 milliards, la structure restant identique à celle de 1983. Les importations de services devaient représenter 12 milliards de D.A. compte tenu du recours important aux entreprises étrangères dans l'habitat et les infrastructures générales.

Bref, avec un investissement de 97 milliards de D.A. et 46 milliards de D.A. d'importation, l'année 1984 se caractérisait par des tensions aiguës sur les comptes extérieurs, d'autant que le service de la dette - à son apogée alors - ajoutait ses effets.

Le second plan quinquennal 1985-1989 a pour objet de "satisfaire aux exigences de la construction du socialisme et de raffermir l'indépendance des choix économiques et sociaux du pays." (1) L'idée centrale du Plan est que "l'image économique et sociale de l'Algérie de la décennie 90 dépend en partie de ce qui sera réalisé durant les cinq prochaines années (2). On lit ainsi dans le préambule que " les équilibres généraux durant la période 1985-1989 tendus mais réalisables, visent en même temps à

- satisfaire les besoins essentiels de la population qui croît à un rythme très élevé (3,2 % par an) : 800 000 algériens de plus chaque année.
- maintenir une expansion soutenue de la production et des investissements garantissant les objectifs essentiels de la prochaine décennie.
- préserver notre indépendance économique et l'autonomie de décision de l'Etat, notamment par la maîtrise des équilibres financiers extérieurs.

Le préambule note encore que malgré la détérioration de l'environnement international " la position économique et financière de l'Algérie est satisfaisante à bien des égards : une croissance hors hydrocarbures de l'ordre de 7 %, un taux d'accumulation élevé, un élargissement annuel

(1) Ministère de la (p)lanification et de l'aménagement du (t)erritoire : Deuxième plan quinquennal 1985-1989 - Rapport général Alger 1984 p.7.

(2) Ibid, page 7 préambule.

de l'emploi de 180 000 personnes, une amélioration continue de la consommation et un désendettement extérieur en dépit de la réduction des prix mondiaux d'hydrocarbures." (1)

Mais l'horizon s'assombrit : ainsi les planificateurs notent-ils "notre économie doit faire face au cours de la période 1985-1989 à une conjoncture mondiale très défavorable : 98 % des recettes en devises du pays dépendent encore des hydrocarbures dont les recettes d'exportation peuvent être sujettes à de fortes fluctuations." (2) Ils notent en outre qu'à ces "contraintes" s'ajoutent celles liées à la nécessaire préservation de l'approvisionnement énergétique du pays à long-terme. Dans le domaine financier, les planificateurs observent que la dette extérieure - en diminution continue durant le premier plan doit "rester à un niveau acceptable et le poids de son service réduit." Pour ce qui concerne le financement interne, "l'ampleur et la complexité du développement", la réduction progressive à terme des recettes pétrolières et l'augmentation des dépenses définitives ne permettront plus à l'Etat - comme par le passé - de prendre en charge le "financement quasi-total du développement."

2
Dans ce cadre, le second plan quinquennal s'appuiera en priorité sur les réalisations du plan 1980-1984. Ainsi les "acquis" seront renforcés : organisation de l'économie, efficacité accrue dans la gestion des entreprises, décentralisation des activités, mise en oeuvre d'instruments souples et efficaces de régulation (prix, fiscalité, crédit, revenu ...) etc..

- Les insuffisances constatées, notamment en matière de "coût économique du fonctionnement et de développement" devront être comblées.
- Point essentiel, les planificateurs notent que "la structure actuelle des coûts ne peut absolument pas être projetée pour le moyen et long-terme" (page 8)

7
Il y a antinomie d'une part entre les perspectives défavorables d'évolution des marchés extérieurs, la nécessaire préservation des ressources non renouvelables, l'ampleur des besoins économiques et sociaux à satisfaire et, d'autre part, les conditions mêmes de poursuite de la croissance et de réduction de la dette extérieure et donc la préservation de l'indépendance de décision du pays.

Un certain nombre de conditions doivent être strictement respectées dans la mise en oeuvre du plan. Les conditions tiennent aux coûts et au

(1) Ibid page 7 préambule

(2) Ibid " "

délais de réalisation, au recours le plus réduit possible aux capacités extérieures et à la maîtrise du processus d'endettement, à une meilleure efficacité productive et la prise en charge progressive de l'investissement par les entreprises et les ménages.

A l'évidence, la préservation de l'indépendance économique du pays n'est compatible avec la poursuite de la dynamique du développement et d'amélioration du niveau de vie qu'au prix du respect strict des conditions de mise en oeuvre du Plan et, en particulier, de :

- la diminution sensible et généralisée des coûts et des délais de réalisation des investissements dans tous les secteurs.
- la limitation stricte et impérative de l'appel aux capacités extérieures de réalisation et de service.
- la surveillance stricte et permanente des conditions de mobilisation de crédits extérieurs et la recherche dans ce cadre des formules les plus favorables.
- l'amélioration substantielle de l'efficacité de l'appareil de production et la mobilisation intense de l'ensemble des potentialités humaines et matérielles disponibles.
- la répartition progressivement plus équilibrée des charges de développement entre l'Etat et les autres agents économiques (entreprises et ménages) (page 8)

Dans le domaine industriel, l'accent devait être mis sur "le développement et la diffusion des activités industrielles de transformation de moyennes dimensions orientées vers la couverture des besoins nationaux d'équipement, de production et de consommation." (page 9). Priorité sera accordée là à "l'intensification des échanges intersectoriels", à la "substitution d'importation" et au "développement d'activités économisant les matières premières et l'énergie."

- la "dynamisation des activités de sous-traitance" notamment au profit des régions déshéritées et avec le concours des firmes locales, publiques et privées.
- "la prise en charge dans la stratégie industrielle et les choix des projets de techniques et procédés qui conditionnent l'évolution future du développement des activités et la dynamique des besoins les plus massifs à prendre en charge."
- Le développement de programmes de recherche systématique et d'exploitation des richesses du sous-sol, de même que l'exploration de nouvelles sources d'énergie, en particulier des énergies renouvelables en liaison avec la r

duction à long terme des ressources d'hydrocarbures.

- enfin, sur la "promotion et le développement des investissements de structuration et de valorisation du potentiel de production" et ce, sur la base d'un recours croissant aux "capacités d'autofinancement des entreprises, la décentralisation fonctionnelle et une gestion efficace et rentable des moyens (page 9).

La réalisation de tous ces objectifs implique pour ce qui concerne les revenus, que ces derniers soient désormais "conditionnés par les progrès effectivement réalisés dans le domaine de la production et de la productivité du travail". Les planificateurs notent en outre qu'"en tout état de cause les revenus disponibles autant que la consommation des ménages devront croître à un rythme inférieur à celui de la production." (page 10)

En termes quantitatifs, les objectifs impliquent les équilibres suivants, l'hypothèse de base étant "l'accroissement soutenu de la production nationale dans les meilleures conditions de coût et d'efficacité."

La production intérieure brute augmentera dans ces conditions au rythme annuel moyen de 6,6 %. Relativement aux hydrocarbures, il a été retenu une croissance annuelle de 4 % environ, tandis que la production nationale devrait croître à un rythme annuel supérieur à 7,5 %.

Remarquable apparaît, par ailleurs, l'objectif de croissance de 4,5 % l'an retenu pour l'agriculture. Les planificateurs notent que cet objectif difficile pourra cependant être atteint pour les raisons suivantes :

- une exploitation plus rationnelle du potentiel agricole est à attendre des efforts menés ces dernières années dans le domaine de la formation, du rajeunissement de l'emploi, des incitations au retour à la terre et de la réorganisation du secteur agricole lui-même (page 129), sans oublier l'impact des actions de rénovation, de modernisation.

- cet aspect est essentiel aux planificateurs compte tenu de l'évolution attendue de la consommation qui impliquera des importations de biens alimentaires croissant à un rythme annuel voisin de 5 % (page 129). La réduction de la dépendance alimentaire constitue ainsi un des principaux enjeux du développement à moyen-terme et à long-terme.

Les industries de transformation enregistreront une croissance de leur production supérieure à 9 % par an entre 1984 et 1989 (10 % pour le secteur public. L'accent sera mis sur un meilleur approvisionnement de l'économie à partir de la production nationale et des exportations autres que les hydrocarbures et enfin, sur un taux moyen d'utilisation des capacités de l'ordre de 85 % (page 130).

Les investissements totaux s'élèveront à 828,38 milliards de dinars - prix

γ

constants 1984 - pour la période 1985-1989, dont 306,77 milliards au titre des programmes en cours de réalisation fin 1984. Le secteur industriel hors hydrocarbures bénéficiant, quant à lui d'une enveloppe de 134 milliards de dinars, soit 24,4 % du montant global des investissements.

Dans le domaine des échanges extérieurs - et notamment des importations - baisse du degré d'ouverture (importations sur production intérieure brute) sera poursuivie durant la période (en 1989 26,2 % contre 26,8 % en 1984) grâce à la "compression des importations." La croissance de ces dernières devra rester inférieure à 6 % l'an et devra "rester constamment inférieure à la croissance prévue de la P.I.B. (6,6 %).

Quant aux exportations, elles "continueront à être déterminées essentiellement par les hydrocarbures", les exportations de gaz naturel avoisineront 34 milliards de m³ en 1989. Celles des condensats et des G.P.L. seront en moyenne annuelle sur la période respectivement de 16,4 et 3 millions de tonnes (page 136). Enfin la balance biens et services en prix courants sera excédentaire de près de 22 milliards de dinars en 1985-89 auxquels il faut ajouter 11 milliards de dinars de solde net des "autres recettes et dépenses (revenus tirés du placement des réserves et transferts des émigrés (page 137). Pour éviter, enfin, des tensions inflationnistes, le budget de fonctionnement évoluera de 6,5 % par an en volume en cohérence avec les prévisions d'évolution de la masse salariale dans les administrations et les collectivités (6,9 % l'an), de la consommation des biens et services des administrations publiques (+ 7,6 % l'an) et la compression des autres dépenses de fonctionnement (+ 5,5 % par an seulement).

La couverture de ce budget par les recettes définitives non pétrolières nécessitera l'aggravation de la fiscalité ordinaire : la pression fiscale réelle passerait ainsi de 25 % de la P.I.B. hors-hydrocarbures en 1984 à 27 % en 1989. Les dépenses d'équipement seront quant à elles couvertes par les ressources de la fiscalité pétrolière.

Au niveau des ménages, les prévisions d'évolution des revenus et de la consommation permettront de dégager une épargne brute de l'ordre de 58 milliards de dinars pour la période.

Quant aux investissements en concours temporaires, ils devraient être couverts pour plus de la moitié par l'épargne institutionnelle, les remboursements nets et les dépôts à vue et à terme au trésor auxquels il faut ajouter les excédents des ménages et de l'Etat (page 138).

Les planificateurs concluent que d'une "manière générale, les conditions de mobilisation de l'épargne nationale joueront un rôle de plus en plus déte

minant dans la garantie du respect des équilibres financiers internes." Ce implique selon eux "la transformation du rôle et du fonctionnement du système financier."

III

PRODUCTION, CROISSANCE, REVENU ET DEPENSE INTERIEURE

Selon les dernières estimations, la croissance du Produit intérieur Brut en prix constants (1) a été supérieure à 4 % au cours de la période 1980-1984. D'abord faible au début de la période, cette croissance s'est accélérée en 1983 et en 1984. (Tableau 1). Contrairement au début de la période, le secteur des hydrocarbures n'a pas connu de progression différente des autres secteurs mais comme le déflateur de la valeur ajoutée dans le secteur des hydrocarbures a décliné en 1982-1984, la part des hydrocarbures dans le P.I.B. nominal a diminué régulièrement passant de 31,4 % en 1980 à 25 % en 1984. La croissance de la production d'hydrocarbures observée en 1984 de 7,1 % (tableau 1) s'explique par à la fois une reprise de la production de pétrole brut après une tendance à la baisse en 1978-1982 (2) mais aussi par la mise en valeur du gaz naturel et des condensats. On note par ailleurs une accélération de la croissance du produit intérieur brut réel hors-hydrocarbures et des services des administrations publiques passant à 7 % en 1984. Après deux années consécutives de sécheresse, la valeur ajoutée dans l'agriculture a augmenté en 1984 au taux de 4 %. Les industries manufacturières ont connu une croissance soutenue tandis que s'accélérait celle du secteur du bâtiment, une des priorités du plan. On observe une stabilisation de la part du P.I.B. affectée aux investissements - très élevée dans les années 70 avec un maximum de 53 % en 1978. Elle se maintient autour de 37 % au cours de la période (annexe II). Ceci s'explique par la stratégie de plan retenue : achèvement des grands projets, meilleure utilisation des capacités existantes. La consommation en pourcentage du P.I.B. après une sensible progression de 1980 à 1982 est restée stable ensuite autour de 60 % (annexe II), ainsi d'ailleurs que le rapport Epargne/P.I.B. à partir de 1981.

(1) L'Algérie n'ayant pas préparé de comptes nationaux en prix constants depuis 1979 (voir statistiques nationales 1984), nous reprenons ici, les calculs effectués par les services du Fonds Monétaire. ALGERIE-12 JUILLET 1984

(2) La production pétrolière est ainsi passée de 1 153 millions de barils par jour à 660, 9 millions en 1983. La production en 1984 a été de 640 mille b/j et de 631 millions en 1985. Petroleum economist - may 1986

Tableau 1. Algérie - Comptes nationaux en prix constants de 1979,
1980-84

(Variations en pourcentage)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|---|------|------|------|------|------|
| Hydrocarbures | -8,1 | -8,0 | 3,2 | 4,5 | 7,1 |
| Autres secteurs | 6,4 | 8,3 | 2,4 | 5,3 | 6,9 |
| Agriculture | 7,1 | 9,8 | -8,7 | -5,0 | 4,1 |
| Industries extractives | 21,1 | -0,7 | 9,5 | 3,9 | -0,9 |
| Eau et Energie | 42,0 | 11,7 | 15,8 | 0,6 | 8,3 |
| Industries manufacturières | 7,0 | 10,8 | 7,5 | 10,0 | 8,3 |
| Bâtiment et travaux publics | 3,2 | 4,5 | 5,4 | 6,1 | 10,9 |
| Transports, commerce et services | 4,5 | 3,3 | 4,8 | 4,0 | 4,5 |
| Taxes et droits à l'importation | 13,5 | 25,7 | -4,8 | 12,3 | 2,9 |
| Production intérieure brute | 2,1 | 3,9 | 2,6 | 5,1 | 6,9 |
| Services des administrations publiques | 13,3 | 9,1 | 10,3 | 5,7 | 0,7 |
| PIB | 3,5 | 4,6 | 3,6 | 5,2 | 6,0 |
| dont : produit hors hydrocarbures | 7,5 | 8,4 | 3,8 | 5,4 | 5,8 |
| Dépense intérieure brute | 7,7 | 8,2 | 3,6 | 3,8 | 4,7 |
| Consommation | 11,6 | 10,8 | 3,6 | 2,4 | 4,7 |
| Privée | 9,6 | 12,0 | 3,7 | 3,0 | 4,6 |
| Publique | 18,0 | 7,1 | 3,4 | 0,3 | 5,0 |
| Formation brute de capital fixe | -1,0 | 5,9 | 6,6 | 4,7 | 6,2 |
| Épargne intérieure brute | -8,2 | -6,3 | 3,7 | 11,1 | 8,6 |
| Exportations de biens et de services autres que ceux des facteurs | -1,1 | -1,7 | 3,7 | 4,9 | 5,0 |
| Importations de biens et de services autres que ceux des facteurs | 12,1 | 9,9 | 3,8 | 0,9 | 1,1 |

Source : estimations des services du Fonds sur la base du tableau I de l'appendice, des indicateurs disponibles de prix et de volumes et des taux moyens de croissance pour 1980-84 communiqués par les autorités algériennes.

Les ressources brutes des ménages ont augmenté en moyenne de 14,3 % par an de 1979 à 1984 en prix courants, tandis que la part des revenus salariaux directs dans les ressources brutes des ménages est passée de 51,1 % en 1979 à 63,3 % en 1984. Parallèlement, la part des transferts sociaux aux ménages dans la formation de leurs ressources brutes est passée de 10,5 % en 1979 à 11,1 % en 1984. Quant aux revenus des entrepreneurs privés, leur part est passée de 28,5 % en 1979 à 25,6 % en 1984. Compte tenu des prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) qui sont passés de 10,4 milliards de D.A. en 1979 à 20,7 milliards en 1984, les revenus disponibles à la consommation et à l'épargne, sont passés de 64,7 milliards de D.A. en 1979 à 126,8 milliards en 1984. De ces revenus, les ménages en ont affectés 90,1 % aux dépenses de consommation en 1979 et 93,3 % en 1984.

Ainsi, la consommation qui était de 58,3 milliards de D.A. en 1979 atteignait 118,3 milliards en 1984. A prix constant et sur la base du taux d'inflation en 1984 de 6,6 %, le taux de croissance annuel moyen de consommation fut de 6,3 %. Le chiffre global masque cependant la forte décélération intervenue dans la progression de la consommation (tableau 1). La baisse des prix du pétrole et le blocage des salaires, notamment en 1980, sont à l'origine de ce phénomène que confirme la baisse du taux d'épargne des ménages (tableau 2 a et b) malgré la stabilité du taux d'épargne global.

L'excédent des ressources constaté à partir de 1980 reste stable autour de 2 à 3 % du P.I.B. depuis 1982. Il a représenté 2,9 % du P.I.B. en 1984. Les exportations de biens et services sont bien tombées en pourcentage du P.I.B. à 27 %, mais la part des importations de biens et services a diminué encore plus vite, passant de 26,1 % en 1983 à 24,1 % en 1984. Cette évolution reflète les objectifs du plan quinquennal de réduction du degré d'ouverture de l'économie nationale mais aussi par le "blocage" des importations au niveau de 50 milliards de D.A. depuis 1981.

La réduction du degré d'ouverture n'est donc pas due seulement à une meilleure utilisation des capacités de production mais aussi à la baisse de la composante devise de l'investissement résultant des changements intervenus dans la composition sectorielle de l'investissement liée aux nouveaux objectifs du plan 1980-1984 et notamment de la "pause" intervenue dans les grands projets industriels. La baisse du degré d'ouverture s'explique aussi par le relèvement important intervenu dans les prix des hydrocarbures en 1979-1980 et donc de la production intérieure brute à prix courants.

monteur en milliards de dinars

évolution annuelle

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1980-83 | 1983-84 |
|--|------|------|-------|-------|-------|-------|---------|---------|
| <u>Rémunération des salariés</u> | 46,1 | 57,1 | 66,8 | 76,1 | 85,8 | 93,3 | 15,1 | 7,5 |
| a) non agricoles | 28,0 | 35,1 | 39,7 | 46,0 | 53,0 | 57,6 | 15,5 | 7,9 |
| b) administration | 13,0 | 16,7 | 19,7 | 23,5 | 26,6 | 28,4 | 16,9 | 6,8 |
| <u>Revenus des indépendants</u> | 21,5 | 25,0 | 29,7 | 32,5 | 34,1 | 37,8 | 12,0 | 10,8 |
| non agricoles | 15,0 | 17,4 | 19,9 | 22,6 | 23,2 | 25,4 | 10,5 | 9,5 |
| transferts | 7,9 | 10,0 | 12,3 | 13,9 | 14,3 | 16,4 | 15,7 | 14,7 |
| <u>Revenus bruts des ménages</u> | 75,5 | 92,1 | 107,8 | 122,5 | 135,2 | 147,5 | 14,3 | 9,1 |
| <u>Prélèvements obligatoires</u> | 10,8 | 12,1 | 14,2 | 16,9 | 19,0 | 20,7 | 13,9 | 9,0 |
| <u>Revenus disponibles des ménages</u> | 64,7 | 80,0 | 93,6 | 105,6 | 116,2 | 126,8 | 14,4 | 9,1 |

Source : Ministère du Plan - Alger 1985

Tableau 2 b) Utilisation des revenus disponibles des ménages 1979-1984

| | montants en milliards de D.A | | | | | | Croissance annuelle | |
|---------------------------------|------------------------------|------|------|-------|-------|-------|---------------------|---------|
| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1980-84 | 1983-84 |
| Revenus disponibles des ménages | 64,7 | 80,0 | 93,6 | 105,6 | 116,2 | 126,8 | 14,4 | 9,1 |
| Consommation | 58,3 | 69,7 | 86,6 | 96,2 | 105,5 | 118,3 | 15,2 | 12,1 |
| Épargne | 6,4 | 10,3 | 7,0 | 9,4 | 10,7 | 8,5 | | |
| Consommation / revenu | 90,1 | 87,1 | 92,5 | 91,1 | 90,8 | 93,3 | | |

Source : Ministère du Plan - Alger 1985

IV EVOLUTION SECTORIELLE DE LA PRODUCTION

A/ Les hydrocarbures

Le secteur des hydrocarbures (pétrole, produits pétroliers et gaz naturel) est le plus important de l'économie algérienne. En 1984, il représentait 25 % du P.I.B. nominal, assurait 98 % des recettes d'exportation et 43 % des recettes budgétaires. De 1980 à 1984, le champ d'intervention du secteur public a été considérablement élargi. Pour le pétrole brut - seul produit "partagé" avec les associés étrangers, la part du secteur public est aussi passée de 77,7 % en 1979 à plus de 99 % en 1984.

Si le pétrole brut continue à apporter une contribution importante, le fait majeur des dernières années est la progression considérable des autres produits : condensat, G.N.L., produits raffinés et surtout le gaz naturel sec en fin de période comme l'indique le tableau suivant :

TABLEAU 3 : production, exportations et consommation de produits pétroliers bruts et raffinés et de gaz naturel 1980-1984
(millions de tonnes) (milliards de m³ gaz)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 |
|--------------------------|-------|------|------|------|------|------|
| <u>PRODUCTION</u> | | | | | | |
| -Pétrole | 51,5 | 46,5 | 45,8 | 44,9 | 47,2 | |
| dont brut | 47,2 | 37,5 | 33,5 | 31,2 | 33,2 | 31,1 |
| Condensat | 4,3 | 8,9 | 12,3 | 13,7 | 13,9 | |
| G.P.L. | 0,9 | 1,3 | 1,5 | 1,4 | 2,8 | |
| Produits pétroliers raf. | 9,8 | 12,9 | 18,4 | 16,9 | 18,9 | |
| <u>-Gaz naturel</u> | | | | | | |
| a) prod. brute | 43,4 | 65,4 | 82,0 | 89,8 | 93,8 | |
| b) prod. nette | 29,05 | 31,3 | 34,5 | 44,7 | 45,2 | |
| Production G.N.L. | 6,7 | 7,7 | 10,5 | 16,2 | 12,5 | |
| <u>EXPORTATIONS</u> | | | | | | |
| Pétrole | 37,9 | 32,5 | 21,5 | 26,9 | 26,9 | |
| Condensat | 3,9 | 8,0 | 10,9 | 13,3 | 13,8 | |
| G.P.L. | 0,4 | 0,6 | 0,8 | 0,6 | 1,6 | |
| Produits pétroliers raf. | 6,6 | 8,0 | 17,7 | 11,4 | 12,0 | |

Handwritten marks and question marks at the bottom of the page.

L'accroissement de la production de condensats est liée à l'ouverture de nouveaux gisements de gaz dans le cadre d'une exportation accrue du gaz naturel. Matière de base de la pétrochimie, le condensat est presque entièrement exporté vers l'Europe. Comme les condensats, les G.P.L. (Gaz de pétrole liquéfiés), la production de G.P.L. est extraite des champs de gaz. La mise en service en 1984 de nouvelles unités a permis le doublement des exportations de G.P.L. à 28 millions de t/an.

Cette tendance à la substitution des produits d'hydrocarbures au pétrole brut se poursuit depuis afin de répondre d'une part à l'objectif de pénétration maximum du gaz dans la consommation nationale et le remplacement du pétrole par ces produits en tant que source de devises.

Les projections à l'horizon 2000 sont très claires à cet égard et marquent le rôle décisif à l'avenir du gaz naturel et des produits qui en sont issus (condensats et G.P.L.).

TABLEAU 4 : ALGERIE : évolution de la structure des exportations des hydrocarbures 1970 - 2000

| | 1970 | 1983 | 1990 | 2000 |
|--|------|------|------|------|
| - Volume exporté (millions de tonnes équivalents pétrole) | 52,0 | 60,9 | 75,0 | 60,0 |
| Dont % | | | | |
| - Brut et produits raffinés | 96 | 47 | 33 | 8 |
| - Condensat | 1 | 24 | 24 | 23 |
| Gaz naturel | 2 | 28 | 39 | 61 |
| G.P.L. | - | 1 | 4 | 8 |

SOURCE : Pétrole et gaz arabes 1/10/84 page 25

Dès 1990 on constate donc que le gaz et le condensat représenteront 67 % des exportations Algériennes d'hydrocarbures. Avec 30 milliard de m3 de gaz à destination de la CEE, l'Algérie assurerait 20 % de l'approvisionnement de la CEE (1).

La diversification des formes d'énergies exportées a été rendue possible par la mise en place d'un appareil de production et de transformation de l'énergie apte à permettre une modulation des exportations. C'est ainsi qu'avec le démarrage de la raffinerie de Skikda, l'Algérie est de-

(1) évaluation fournie par le président de Gasunie Pays-Bas au "Gastech 1984" d'Amsterdam. Pétrole et gaz arabes . 16/11/84. page 8

venue le principal exportateur de produits raffinés du bassin méditerranéen, le volume des exportations ayant plus que doublé entre 1980 et 1984. Le raffinage porte sur le gaz-oil, le mazout et le naphte. Le développement d'infrastructures d'extraction des condensats contenus dans le gaz de Hassi R'mel a permis également d'augmenter dans de fortes proportions les exportations de ce produit. Le gaz naturel a également contribué, malgré les obstacles et les difficultés rencontrés dans sa commercialisation, de façon significative à l'action de diversification.

A l'étape actuelle, l'effort de diversification devra porter essentiellement sur la recherche de débouchés pour les G.P.L. Compte tenu de l'augmentation de la production des G.P.L. à partir de 1984 (avec la mise en service du Jumbo G.P.L. à Arzew d'une capacité de 4 Mt/an), sa part devra passer de 2 % à 8 % à partir de 1990.

Si la production de gaz a connu un accroissement spectaculaire entre 1980 et 1982, une décélération de la croissance de la production est intervenue ensuite et notamment à partir de 1984, en raison de la situation des marchés extérieurs. En augmentation de 10 milliards de m³ en 1982 à 16 milliards de m³ en 1983, en raison de l'accroissement des ventes sur marchés européens et américains, les exportations vers ces marchés ont diminué en 1984 en raison de la suspension des livraisons à destination de certains clients (américains) et de la réduction des enlèvements notamment en Europe : régis par des contrats à long-terme, la détérioration des prix du pétrole s'est répercutée sur les prix du gaz exporté, d'autant que le prix du mètre cube de gaz exporté est indexé depuis le début des années 80 sur un panier de six bruts (bruts algériens et bruts moyen-orientaux).

Ainsi, en avril 1981, Distrigaz Belgique signalait un accord avec la Sonatrach pour d'importantes livraisons de gaz au prix de base F.O.B. de \$ 4,80 par million de BTU et l'indexation à 100 % sur un panier de bruts composés à hauteur de 50-50 % par des bruts importés par la Belgique et des bruts exportés par les fournisseurs de G.N.L. Rendu Belgique, le gaz algérien froitait la barre des \$6 soit la parité CIF avec le brut.

Un accord entre la France et l'Algérie devait suivre en février 1982. Un prix f.o.b. de 5,1 dollars par million de B.T.U. était retenu pour des livraisons annuelles de 9,1 milliards de mètres cubes. Avec un coût de regazification et de transport de l'ordre du dollar, le prix du gaz algérien CIF France atteignait 6,1 dollars par million de B.T.U. Un accord similaire avec indexation sur un panier de bruts était signé en septembre 1982 avec l'Italie (1) et ultérieurement avec l'Espagne.

(1) pour plus de détails voir : Abdelkader SID AHMED : développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières dans le 1/3 monde.

La baisse des prix du brut depuis 1981 a entraîné un effacement des prix du gaz - via l'indexation. En 1985, le prix f.o.b. du gaz algérien exporté vers la France, la Belgique et l'Espagne tournait autours de \$ 3,85 par million de B.T.U., tandis que le gaz livré par pipe-line à l'Italie tombait à \$ 3,49 à la frontière Tunisienne.

Avec les échéances de renégociation en 1986 avec les principaux clients, c'est un rabais de 18 % que demande l'Italie qui réclame en outre l'indexation du prix à l'avenir sur un échantillon de produits pétroliers dont les prix sont moins fermes que ceux du brut. Parallèlement, l'Algérie a accepté dans les négociations préliminaires avec la France et l'Espagne, l'élaboration d'une nouvelle formule. Le nouveau prix serait de \$ 3,18 par million de B.T.U. (1). Les négociations en cours cette année sont déterminantes avec, en outre, l'inauguration, fin 85, du réseau géant d'adduction de gaz dont le résultat sera de faire tomber la part de gaz brûlé de 45 % en 1976 à 5 % en 1986 (2). Il est essentiel de maintenir les volumes contractuels antérieurs à l'exportation, soit 8 milliards de m3 pour Distrigaz, 9,1 milliards pour la France, 4,8 milliards à l'Espagne (réduite de moitié déjà à la suite de l'accord intervenu en 1985 avec l'Espagne.) et 12 milliards de m3 avec l'Italie (3). Un contrat important a cependant été signé avec la Yougoslavie (4). Un milliard de m3 devrait s'ajouter aux livraisons italiennes (12 milliards de m3 à parir de 1988. Déjà en Juin 1985, l'E.N.I. avait déclaré qu'elle serait prête à porter la capacité du gazoduc de 12 milliards de m3/an à 16 milliards de m3/an par la pose d'une seconde ligne sous-marine de 20 pouces de diamètre si l'Algérie accepte de réduire en 1986, le prix des livraisons de gaz à l'Italie.

B/ L'agriculture

La période 1980-1984 a été caractérisée dans l'agriculture par de nombreuses actions de restructuration, l'accroissement des dépenses d'investissement et surtout une assistance accrue au secteur privé agricole. Les actions de réorganisation des structures ne généreront les effets

2 (1) "Prospect for the Natural gas trade" Petroleum economist - may 1985 - p. 158 et 159.

3 (2) "Trunkline will enhance gas use." Petroleum economist April 1985 - p. 15.

4 (3) "Algéria's key gas price negotiations begin." Petroleum economist February 1986 - page 61

5 (4) Pétrole et gaz arabes vol XVII - n°396 - 16.09.1985

tifs attendus qu'au cours du plan 1984-1989. En raison des retards "enregistrés dans le passé", de ces décalages et de la sécheresse 1981 - 1982 la production agricole a stagné, exception faite de la production arboricole et de la production maraîchère.

1985
03/17

LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR AGRICOLE

La restructuration du secteur agricole a abouti à la mise en place de 3 429 domaines agricoles socialistes (D.A.S.) totalisant une superficie de 2 830 000 Ha. Les exploitations ainsi restructurées ont été regroupées au sein de secteurs de développement agricole (S.D.A.) chargés de leur fournir l'appui technique nécessaire. Il restait encore, fin 1984, près de 700 000 ha qui ont fait l'objet d'attribution à titre individuel. A été ainsi constitué un "réseau d'appui à la production" comprenant aujourd'hui : des fermes pilotes, des coopératives spécialisées (arboricoles, apicoles, d'élevage, de plasticulture, de cultures industrielles, plants fruitiers, de protection des végétaux, d'irrigation et de drainage).

L'encadrement des domaines agricoles socialistes a été par ailleurs renforcé. Près de 3 000 ingénieurs et techniciens, gestionnaires, 4 300 agents comptables, 2 322 chefs de parc 12 542 mécaniciens, aide-mécaniciens et tractoristes leur ont été affectés (2). Les offices de l'agriculture ont été restructurés parallèlement dans le sens de la "spécialisation et d'un meilleur dimensionnement". La création de la BADPE (Banque agricole) a permis d'améliorer au plan financier la gestion des domaines.

Le secteur privé a pu par ailleurs être intégré à l'effort de développement agricole grâce aux concours publics accrus en matière de fonds de roulement, d'investissement et de livraisons de matériel. Ainsi en ce qui concerne le financement des exploitations privées, les plafonds de crédit ont été relevés et les crédits de campagne ont été généralisés à tous les agriculteurs. Une importante libéralisation du système de commercialisation et de fixation des prix est également intervenue : depuis 1981, tous les producteurs, y compris ceux du secteur public, sont libres de vendre leur production soit à des grossistes ou détaillants privés, soit aux organismes officiels d'achat. Seules restent réglementées les céréales, les huiles et cultures industrielles qui doivent toujours être livrées aux organismes publics de commercialisation à des prix fixés par décret chaque année.

(1) Rapport sur l'exécution du plan quinquennal 1980-1984 page 49

(2) Ibid page 49

Cette libéralisation a permis une amélioration des approvisionnements en produits agricoles et l'accroissement des surfaces cultivées surtout dans le secteur privé.

LA PRODUCTION AGRICOLE

La production céréalière a été de 17 millions de quintaux en moyenne par an pour la période 1980-1984. La production ne couvre que 1 tiers des besoins nationaux. L'accroissement des superficies affectées à légumes secs (151 000 ha en 1984 contre 121 000 ha en 1980) ne s'est pas accompagné d'un accroissement de la production. Les rendements ont été très faibles : alors que le plan prévoyait pour 1984, une production de légumes secs de 155 000 t, elle ne fut que de 47 000 t soit 30 % seulement de réalisation (1). Selon les planificateurs, ces médiocres performances s'expliquaient par le fait que les facteurs permettant l'accroissement des rendements (mécanisation, préparation des sols, lutte phyto-sanitaire et n'ont pas - entre autres - suffisamment mis en oeuvre. Meilleurs résultats pour les produits maraichers - mais inférieurs aux objectifs du plan - en raison de l'extension des superficies et surtout des cultures sous-serres (plasticultures) passées de 100 ha en 1979 à 1400 ha en 1984.

2
où est le
Vale

TABLEAU 5 : Algérie : EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE en millions de tonnes.

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Production Vegetale | | | | | |
| - cereales | 2.417 | 1.831 | 1.523 | 1.297 | 1.461 |
| - legumes secs | 52 | 52 | 33 | 36 | 47 |
| - maraichages | 1.438 | 1.297 | 1.240 | 1.375 | 1.538 |
| - dattes | 201 | 194 | 207 | 182 | 183 |
| - fourrages | 941 | 855 | 766 | 737 | 863 |
| - agrumes | 422 | 355 | 319 | 255 | 285 |
| - noyaux pepins | 98 | 130 | 125 | 155 | 165 |
| - rustiques | 95 | 99 | 39 | 56 | 43 |
| - oliviers | 104 | 213 | 143 | 135 | 102 |
| - vigne de cuve | 283 | 267 | 151 | 77 | 81 |
| - vigne de table | 62 | 66 | 62 | 187 | 139 |
| Production animale | | | | | |
| - viandes rouges | 137 | 137 | 150 | 152 | 160 |
| - viandes blanches | 96 | 111 | 118 | 137 | 144 |
| - lait (millions de L) | 737 | 748 | 743 | 658 | 708 |
| - oeufs (millions d'U) | 580 | 571 | 413 | 680 | 981 |

(1) Rapport sur l'exécution du plan quinquennal 1980-1984 page 51

Les besoins restent toujours pour l'essentiel couverts par l'importation pour le lait (plus de 60 %), tandis que le verger national vit surtout notamment pour ce qui concerne les agrumes. Seuls les résultats de l'aviculture sont en rapport avec les objectifs assignés par le plan : 100 % pour les viandes blanches et 74 % pour les oeufs. Rien d'étonnant dans ces conditions, si les inscriptions d'opérations nouvelles pour l'agriculture durant la période 1980-84 ont été de l'ordre de D.A. 15 milliards contre 18 milliards, prix 1979 prévus. Ceci s'explique pour les planificateurs par l'insuffisance des réalisations : ainsi le taux de consommation des crédits d'investissement en croissance en fin de plan se situe à 60 % environ pour la période 1980-1984. Les dépenses totales d'investissements ont été de 11,3 milliards de D.A., dont 3,1 milliards en 1984. C'est "l'insuffisance des moyens de réalisation de l'agriculture qui est incontestable." (1) Néanmoins, les dotations en petits équipements hydrauliques et en matériel agricole se sont accrues avec notamment l'accroissement des quotas livrés au secteur privé. Ainsi, pour 1980-1984, le bilan du matériel distribué par l'ONAMA s'établit comme suit :

TABLEAU 6 : Bilan du matériel livré par l'ONAMA aux exploitations agricoles 1980-84 (unités)

| <u>Matériel agricole</u> | | <u>Petite Hydraulique</u> | |
|--------------------------|----------|---------------------------|-----------|
| - Traction | : 49.691 | - Groupes motopompes | : 44.201 |
| - Récolte | : 43.524 | - Groupe électro-pompes | : 1.921 |
| - Semis épandage | : 6.273 | - Moteurs | : 16.263 |
| - Traitement | : 29.167 | - Pompes | : 5.312 |
| - Aratoire | : 67.993 | - Tubes | : 477.795 |
| - Transport | : 19.494 | | |
| - Spécial-divers | : 8.675 | | |

SOURCE : Ministère de l'Agriculture - Alger.

On constate que les performances du secteur agricole restent faibles, elles sont liées à , inter alia,

- l'insuffisance des moyens de réalisation
- l'insuffisante protection du capital productif (Terres, plantations,

(1) Rapport sur l'exécution du plan quinquennal 1980-1984, opus cit. page 54.

frastructures d'équipement.)

- L'insuffisance de l'approvisionnement en facteurs de production en provenance des secteurs avals dont l'industrie.

C/ L'hydraulique

C'est l'une des grandes priorités du plan 1980-1984 et 1985-89 avec notamment pour objectifs : la couverture rapide des déficits les plus importants, l'accroissement de l'offre disponible d'eau pour l'industrie et l'agriculture, le développement de l'irrigation, l'organisation de la conservation des ressources en eau et l'élaboration d'un schéma directeur de développement de l'hydraulique et le renforcement des capacités de réalisations.

Ces objectifs se sont traduits par l'inscription d'un programme d'investissements s'élevant à 33,6 milliards de D.A. durant la période auxquels s'ajoutaient 11,7 milliards d'investissements en cours fin 1979. Le coût des programmes d'investissements publics pour le seul secteur de l'hydraulique s'élève à plus de 45 milliards de D.A. durant la période 1980-1984. La consommation de crédits d'investissements au cours de cette période fut de 22,7 milliards de D.A. 224 000 mètres de forages (objectif 170 000 mètres) ont été effectués, quatre barrages ont été achevés sur neuf en cours de réalisation à la fin 1979, et douze nouveaux barrages ont été lancés. L'extension ou la création de nouveaux périmètres d'irrigation ont accru de 50 000 hectares les surfaces irriguées tandis qu'une trentaine de "transferts d'eau", à partir des barrages et des forages ont été lancés et, pour la plupart achevés. Un certain nombre de déficits en eau d'unités industrielles ont ainsi pu être surmontés.

D/ L'industrie

Comme pour les plans antérieurs, la production industrielle hors hydrocarbures a connu un accroissement rapide au cours de la période 1980-1984. L'indice de la production des entreprises publiques hors hydrocarbures a progressé de 15,4 % en 1984 contre 10,2 % en 1983. Les branches constructions mécaniques et électriques, matériaux de construction, chimie, caoutchouc et plastiques, eau et énergie ont enregistré des taux de croissance importants. Ces performances résultent de l'entrée en service de nombreuses unités, mais aussi d'une meilleure utilisation des capacités existantes.

L'éclatement des grandes entreprises a permis de mieux bernier les coûts et, de ce fait, les entreprises publiques ont mieux utilisé leurs ressources

Tableau 7 Algérie - Indice de la production industrielle des entreprises publiques, 1980-84

(1974 = 100)

| | <u>Pondération</u> (en pourcentage) | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|---|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| Eau et énergie | 5,8 | 246,6 | 281,4 | 323,4 | 353,0 | 382,1 |
| Hydrocarbures | 66,3 | 135,4 | 137,7 | 158,0 | 175,6 | 172,3 |
| Industries extractives | 2,3 | 119,2 | 121,7 | 121,0 | 122,0 | 123,4 |
| Constructions mécaniques et électriques | 8,1 | 353,7 | 409,1 | 456,9 | 520,4 | 585,5 |
| Matériaux de construction | 2,0 | 355,1 | 366,9 | 365,0 | 440,8 | 494,4 |
| Industrie chimique | 3,1 | 163,9 | 156,5 | 228,5 | 228,6 | 349,9 |
| Industrie alimentaire | 7,7 | 143,0 | 151,6 | 154,5 | 168,9 | 190,4 |
| Textiles | 2,5 | 161,9 | 210,6 | 263,9 | 278,8 | 306,0 |
| Cuirs et peaux | 0,5 | 176,3 | 192,4 | 220,9 | 230,1 | 240,6 |
| Bois et papier | 1,7 | 196,7 | 243,9 | 275,8 | 310,4 | 345,7 |
| Indice général | 100,0 | 182,7 | 197,6 | 225,2 | 249,0 | 274,2 |
| Indice général (hydro- carbures exclus) | 33,7 | 228,6 | 255,6 | 290,4 | 320,1 | 369,4 |
| Indice général des pro- duits manufacturés | 28,8 | 235,2 | 267,0 | 311,5 | 338,4 | 398,2 |

SOURCE : F.M.I. 1985 sur la base des données Algériennes.

L'instauration des primes de rendements en 1982 a fait également sentir ses effets. La productivité (1) en 1984 pour l'ensemble des industries hors hydrocarbures a augmenté de 11 % après une hausse de 11,3 % par an en 1982-83 et 5,4 % en 1980-81.

Cependant l'analyse des performances annuelles fait ressortir au niveau de certaines branches une tendance en "dents de scie" en ce qui concerne l'évolution des taux de croissance annuels. Ceci s'explique par "les difficultés rencontrées par les opérateurs économiques du secteur

(1) La productivité est la production par ouvrier, mesurée par l'indice de la production industrielle hors hydrocarbures divisée par l'emploi dans les industries lourdes et légères.

public industriel en matière de maîtrise de l'outil de production et de son expansion d'une part - et dans les domaines de la programmation de la production et de la maintenance d'autre part."(1)

0367
p 30

L'industrie lourde a connu une forte expansion en 1984 pour certains aciers et produits mécaniques et électriques. La production effective s'est rapprochée des objectifs au point d'atteindre 90 % pour l'ensemble du secteur en 1984. Cette expansion est surtout le fait de petites unités qui ont accru plus vite leur productivité et réduit leurs pertes. Le déficit d'exploitation après impôts des entreprises publiques s'est accru en 1984 dans le domaine des industries lourdes. Le déficit était dû à quatre grandes entreprises dont l'une d'elles, une sidérurgie, en représente les 2/3 (2). Les dépenses d'investissement ont diminué graduellement au cours de la période 1980-1984 avec l'achèvement des grands projets.

L'industrie légère a accru son chiffre d'affaires global de 11 % en 1984. Le secteur des matériaux de construction a connu une forte reprise, à la suite, notamment de l'entrée en service d'une cimenterie. L'accroissement de la productivité et une meilleure utilisation des capacités ont permis à l'industrie légère dans son ensemble de réaliser à 90 % les objectifs du plan 1980-1984. Certaines entreprises fonctionnent à pleine capacité et leur production dépasse les capacités d'absorption locales. Un début d'exportation est intervenu en 1984 dans le cadre d'accords commerciaux bilatéraux malgré les handicaps (qualité inégale, surévaluation du dinar etc..)

L'industrie extractives ont vu leur production stagner (fer, phosphates, mercure.). En 1983 et en 1984, la production de minerai de fer a été inférieure au 3,7 millions de tonnes atteints en 1982. La production de phosphates a cependant augmenté de 14 % en 1984 par rapport à 1983. Parmi les évolutions caractéristiques par produits, citons le quasi-doublage de la production d'électricité entre 1979 et 1984, la hausse rapide de la production de laminés à chaud, de bétonnières, de wagons, de téléviseurs (+ 63,6 %), de réfrigérateurs (29,07 %), de centraux téléphoniques (31,3 %), de climatiseurs (47,3 %), de lampes (32,6 %), de produits rouges, de verre plat, d'amonitrate de peintures et vernis, d'aliments infantiles (+ 41 % par an), de textiles, des produits de menuiserie générale (tableau 10.)

(1) Rapport sur l'exécution du plan quinquennal 1980-84 page 64

(2) F.M.I. Rapport 1985 page 6

Tableau 8 Algérie - Indicateurs d'activité des entreprises publiques du secteur de l'industrie lourde, 1980-84¹

(Millions de dinars, sauf indication contraire)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 Chiffres provisoires |
|--|---------|---------|---------|---------|---------------------------------|
| Ventes totales | 15.543 | 24.220 | 28.764 | 30.035 | 32.590 |
| Production vendue en Algérie | 8.879 | 11.974 | 15.232 | 17.360 | 20.500 |
| Exportations | 523 | 498 | 368 | 532 | 616 |
| Vente de produits importés | 6.196 | 11.428 | 13.164 | 12.143 | 11.474 |
| Valeur ajoutée | 7.710 | 11.054 | 12.138 | 15.091 | 16.366 |
| Dont : coûts de la main-d'oeuvre | (3.943) | (4.365) | (4.727) | (5.413) | (6.052) |
| Déficit d'exploitation (après impôt) | -1.114 | -902 | -1.579 | -1.480 | -1.594 |
| Engagements à court terme envers les banques | 12.898 | 13.387 | 17.877 | 16.000 | 16.000 |
| Fonds reçus au titre de la restructuration financière | 2.688 | -- | 500 | -- | 1.159 |
| Avoirs à court terme | 8.655 | 14.672 | 16.385 | 16.000 | 15.000 |
| Production commercialisée (aux prix courants) | 10.612 | 12.944 | 14.721 | 18.618 | 20.734 |
| Effectifs (unités) | 116.137 | 137.000 | 138.000 | 135.572 | 139.900 |
| Production par travailleur (dinars) | 133.833 | 176.788 | 208.434 | 221.542 | 232.952 |
| Financement des investissements | 7.373 | 5.790 | 5.310 | 4.080 | 3.737 |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

1 Pour 1980/82, les chiffres portent sur la situation avant la restructuration organique, alors que ceux de 1983/84 sont établis après restructuration, et excluent certaines entreprises passées sous tutelle du Ministère du commerce (3) ou du Ministère de l'énergie (1). Les secteurs sont : industries extractives, sidérurgie, construction mécanique et métallique, électricité et électronique.

Tableau 9 Algérie - Indicateurs d'activité des entreprises publiques
du secteur de l'industrie légère, 1980-84¹

(Millions de dinars, sauf indication contraire)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|
| Ventes totales ² | 15.800 | 17.400 | 20.070 | 30.250 | 33.645 |
| Production vendue en Algérie | 13.510 | 14.700 | 17.320 | 19.480 | 23.510 |
| Ventes de produits importés | 2.160 | 2.520 | 2.580 | 2.350 | 3.400 |
| Résiduels ³ | 130 | 180 | 170 | 8.420 | 6.735 |
| Valeur ajoutée | 7.760 | 8.690 | 11.660 | 13.990 | 14.350 |
| Dont : | | | | | |
| Coût de la main-d'oeuvre | (4.210) | (4.740) | (4.570) | (4.900) | (5.100) |
| Effectifs (unités) | 133.730 | 141.630 | 147.430 | 146.650 | 153.710 |
| Production par travailleur (dinars) | 101.024 | 103.790 | 117.480 | 132.830 | 152.710 |
| Financement des investissements | 6.490 | 5.240 | 4.620 | 2.930 | 3.100 |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

1 Les chiffres portent sur l'activité avant transfert des entreprises dans le cadre de la restructuration industrielle.

2 Les ventes totales pour 1983 et 1984 comprennent celles des nouvelles entreprises de distribution créées par la restructuration.

3 Y compris les exportations et, pour 1983 et 1984, les ventes totales des nouvelles entreprises de distribution.

E. La construction : B.T.P. et infrastructure

Prioritaire dans le Plan, la construction a connu de grands développements. L'objectif de 700 000 logements prévus au plan n'a pas pu être réalisé puisque c'est 420 000 unités qui ont été en définitive livrées. La responsabilité de cet écart incombe tout à la fois au secteur privé et au secteur public qui ont construit respectivement 295 000 et 125 000 logements ; 110 000 unités ont été construites en 1984 contre 55 000 en 1983. Le recours aux entrepreneurs étrangers a été plus limité en 1984. Les techniques de préfabrication ont été développées. La vente de bâtiments, de terrains appartenant au domaine public a été autorisée par une loi votée en 1981. Une simplification de cette dernière loi est en cours afin d'autoriser les OPGI à vendre directement et de faciliter la vente de logements dans les grands ensembles.

Le coût des programmes d'investissements du secteur B.T.P. a été évalué à DA 26,3 milliards, les dépenses d'investissement réalisées durant la période ont été de 14,5 milliards de DA.

Malgré son développement, le secteur B.T.P. est insuffisant et ne satisfait pas encore la demande nationale : les faibles performances des entreprises d'études et de réalisation dues à certaines insuffisances sont en cause. Ces insuffisances sont liées à :

- la qualification de l'encadrement des chantiers (formation, motivation, conditions de travail).
- la programmation des activités (maturation des projets, calcul économique, gestion des grands projets etc...).
- la mise en place de capacités de réalisation spécifiques pour la prise en charge des gros travaux de longue durée, notamment dans le domaine de l'**hydraulique où les concours extérieurs restent essentiels.**

- Lors du lancement du plan quinquennal 1980-1984, le secteur commercial était caractérisé par de nombreuses insuffisances liées :

- à la faiblesse des infrastructures existantes.
- au manque d'organisation des fonctions approvisionnement et distribution aggravé par la faiblesse de l'approvisionnement interne et le manque de performance de l'appareil de production.

Les actions entreprises durant la période 1980-1984 ont donc visé l'amélioration des circuits de distribution et la décentralisation des fonctions approvisionnement-distribution, et le lancement d'un important programme de renforcement des infrastructures de stockage distribution. Ainsi, au plan organisationnel, il a été procédé durant la période :

- à la création d'entreprises régionales et locales, responsables du stock

p. 34

TABLEAU 10 : EVOLUTION DE LA PRODUCTION POUR LES PRINCIPAUX PRODUITS
 (Secteur Public des sociétés Nationales Industrielles)

| Produits | Unite | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | % 80 |
|---------------------------|----------|-------|-------|-------|--------|---------|-------|------|
| ENERGIE | | | | | | | | |
| Electricite | :10-6MWh | 6117 | 7125 | 8119 | 9402 | 10256 | 11095 | 12.1 |
| Petrole brut | | | | | | | | |
| Pet Condensat | :10-5T | 54.9 | 51.5 | 46.5 | 45.8 | 48.0 | 71.3 | -2.6 |
| Gaz nat. comm. | :10-9M3 | 20.9 | 14.3 | 16.7 | 21.3 | 29 | 25 | 3.6 |
| Carburants | :10-3T | 5205 | 9731 | 12813 | 18270 | 16761 | 18698 | 20.1 |
| G.N.L | :10-6M3 | 19.7 | 10.7 | 12.3 | 16.8 | 25.9 | 20.1 | 0.4 |
| MINES ET CARRIERES | | | | | | | | |
| Fer | :10-3T | 2864 | 3451 | 3423 | 3705 | 3634 | 3661 | 5.0 |
| Phosphates | :10-3T | 1082 | 1027 | 915 | 958.8 | 876 | 1000 | -1.6 |
| I.S.M.M.E | | | | | | | | |
| Ponte sider. | :10-3T | 496 | 659.2 | 697 | 1059.6 | 1113.4 | 1371 | 18.8 |
| Acier | :10-3T | 450 | 370 | 357 | 850.3 | 891.5 | 1143 | 20.5 |
| Lam a Chaud | :10-3T | 265 | 224 | 328 | 405.4 | 478 | 535 | 15.1 |
| Lam a Froid | :10-3T | 109 | 86 | 175 | 158 | 172 | 321 | 27.3 |
| Ronds Beton | :10-3T | 207 | 217 | 215 | 182 | 218.1 | 202 | 6.6 |
| Prof a Froid | :10-3T | 42 | 1.2 | 49 | 49.5 | 59.2 | 86.7 | 15.6 |
| Tubes soudes | :10-3T | 202 | 203 | 237.9 | 196 | 190.3 | 211.8 | -4.2 |
| Tubes s.s | :10-3T | 22.1 | 31 | 21.3 | 32.4 | 32.7 | 45 | 15.3 |
| Bout. a gaz | :10-3T | 17.4 | 13.9 | 16.3 | 17.0 | 17.5 | 16.3 | 5.6 |
| Charp. Chaud | :10-3T | 63.2 | 73.9 | 71.4 | 94.0 | 90.2 | 114.2 | 12.6 |
| Wagons | : Nb | 335 | 331 | 314 | 623 | 789 | 895 | 21.7 |
| Grues Sap. | : Nb | 246 | 306 | 350 | 357 | 380 | 433 | 12.2 |
| Dumpers | : Nb | 1245 | 1359 | 2186 | 2280 | 2415 | 2506 | 15.9 |
| Autoc. Bus | : Nb | 464 | 452 | 577 | 663 | 700 | 731 | 9.5 |
| Camions | : Nb | 6082 | 6461 | 5425 | 5543 | 6504 | 6619 | 1.7 |
| Tract. Agr | : Nb | 4383 | 4205 | 4379 | 4500 | 6002 | 5927 | 4.0 |
| Cyclomoteurs | : Nb | 27812 | 30211 | 37395 | 42226 | 45310 | 47000 | 11.2 |
| Cycles | : Nb | 17325 | 20400 | 20500 | 26222 | 33550 | 43097 | 20.1 |
| Mob. Metal | : T | 1221 | 1808 | 2082 | 2511 | 2876 | 3007 | 19.8 |
| Motss. Batt | : Nb | 371 | 429 | 355 | 415 | 601 | 590 | 9.2 |
| Lampes. inc | :10-3U | 7307 | 19210 | 25076 | 32036 | 30675.6 | 30805 | 32.2 |
| Piles | :10-3U | 52000 | 53300 | 54100 | 57576 | 58200 | 64500 | 4.2 |
| Refus | :10-3U | 270 | 345.1 | 353.8 | 349.9 | 400.7 | 499.6 | 10.6 |
| Cables Elect | :10-3T | 14581 | 13867 | 15200 | 17555 | 20215 | 17200 | 3.1 |
| Cables Telep | : T | 4158 | 2403 | 2812 | 2615 | 5040 | 5600 | -2.8 |
| Refrigerat. | :10-3U | 37 | 69.3 | 88.9 | 83 | 105.4 | 100 | 22.0 |
| Climatiseurs | :10-3U | 6 | 18.4 | 42.1 | 49.9 | 53.9 | 55.5 | 47.1 |
| Cuisinieres | :10-3U | 19 | 34.1 | 52.4 | 49.8 | 67.5 | 73.8 | 31.2 |
| TV couleur | :10-3U | 7 | 20.7 | 26.6 | 47.8 | 51.9 | 82 | 63.1 |
| TV N et Bl | :10-3U | 58 | 75.0 | 119 | 126.3 | 153 | 142 | 19.7 |
| Centraux Tel | :10-3U | 11 | 13.8 | 22.1 | 20.2 | 30.3 | 43 | 31.1 |

Produits : Unite: 1979 : 1980 : 1981 : 1982 : 1983 : 1984 : 80-84

MATERIAUX DE CONSTRUCTION

| | | | | | | | | |
|--------------|---------|--------|----------|--------|----------|----------|----------|--------|
| Ciment | :10-3T | : 3775 | : 4156 | : 4457 | : 3743.2 | : 4776 | : 5539 | : 8.0 |
| P. Rouges | :10-3T | : 997 | : 1111.3 | : 1166 | : 1269 | : 1512.6 | : 1665.2 | : 10.6 |
| Verre plat | :T | :10641 | : 9776 | : 8397 | : 4575 | : 2957 | :12809 | : 3.9 |
| Verre creux | :T | :26682 | :26696 | :26687 | :28030 | :40806 | :43200 | : 10.1 |
| Ceram. sanit | :10-3U | : 998 | : 1016.5 | : 834 | : 845 | : 876 | : 852 | : -3.1 |
| Ceram. carr | :10-3M2 | : 2309 | : 2150 | : 1941 | : 1918 | : 2020 | : 2040 | : -2.4 |

CHIMIE-CAOUTCH-PLAST

| | | | | | | | | |
|----------------|--------|-------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|
| Ammoniac | :10-3T | : - | : - | : 75 | : 197 | : 154 | : 221.1 | : 43.4 |
| Ammonitrate | :10-3T | : 34 | : 62 | : 44 | : 131 | : 112 | : 202.9 | : 42.9 |
| Eng. phos. com | :10-3T | : 176 | : 171.6 | : 128.4 | : 133 | : 188 | : 262.4 | : 8.3 |
| Peint. Vernis | :10-3T | : 67 | : 78.3 | : 85.3 | : 100.3 | : 106.2 | : 109.1 | : 10.2 |
| Detergents | :10-3T | : 34 | : 33.8 | : 33 | : 29.1 | : 26.9 | : 34.5 | : 0.3 |
| Transf. Plast | :10-3T | : 30 | : 30.9 | : 37.8 | : 49.6 | : 62.2 | : 79.6 | : 21.6 |

IND. ALIM-TABACS. ALLUMETTES

| | | | | | | | | |
|---------------|---------|--------|--------|----------|---------|---------|----------|--------|
| Tabacs manuf | :10-3T | : 22 | : 22.6 | : 23.1 | : 25.5 | : 25.8 | : 26.5 | : 3.8 |
| Huiles alim | :10-3T | : 203 | : 224 | : 232 | : 249.2 | : 277.9 | : 275 | : 6.3 |
| Farines-Sem | :10-3T | : 1434 | : 1571 | : 1621.2 | : 1779 | : 2053 | : 2238 | : 9.3 |
| Pates-Cousc | :10-3T | : 68 | : 80.4 | : 84.1 | : 83 | : 85 | : 95.9 | : 7.1 |
| Sucro raf. ag | :10-3T | : 111 | : 150 | : 198.4 | : 182 | : 188.8 | : 215 | : 14.1 |
| Eau minerale | :10-3H1 | : 864 | : 950 | : 1026 | : 1065 | : 1051 | : 1129 | : 5.5 |
| Cons. Prt-Leg | :T | :33022 | :34191 | :39942 | :24018 | :35262 | :47545.3 | : 7.0 |

IND. TEXTILES

| | | | | | | | | |
|--------------|---------|--------|----------|----------|----------|----------|--------|--------|
| Files | : T | :11036 | :22000 | :25990 | :29040 | :31340 | :36390 | : 27.0 |
| Tissus Finis | :10-3ML | :48553 | :51651 | :72759 | :80928 | :103748 | :98832 | : 15.3 |
| Couvert. Ind | :10-3U | : 1019 | : 928 | : 1159 | : 1242 | : 1509 | : 1371 | : 6.1 |
| Chemiserie M | :10-3U | : 2156 | : 2339.5 | : 2605.8 | : 2140.3 | : 2355.5 | : 2654 | : 4.2 |
| Vet de trav. | :10-3U | : 941 | : 1178.8 | : 1476.5 | : 1887 | : 1475.7 | : 1685 | : 12.4 |

CUIRS-CHAUSSURES

| | | | | | | | | |
|--------------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Cuir dessus | :10-3P2 | :19791 | :19381 | :22228 | :28343 | :29491 | :33511 | : 11.1 |
| Cuir O. capr | :10-3P2 | :16689 | :16754 | :14697 | :16932 | :17039 | :18524 | : 2.1 |
| Cuir dessous | : T | : 580 | : 763 | : 855 | : 849 | : 739 | : 1120 | : 14.1 |
| Chaussures | :10-3P | :11346 | :13046 | :14520 | :16112 | :16780 | :18138 | : 9.8 |

*Variation:84/81

Produits : Unite: 1979 : 1980 : 1981 : 1982 : 1983 : 1984 : 80-84

BOIS-LIEGE-PAPIER

| | | | | | | | | |
|----------------|---------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|---------|
| Bouchons | :10-6U | : 259 | : 189 | : 181.6 | : 183.4 | : 140.8 | : 350 | : 6.0 |
| Agglomer N. | :10-3M3 | : 71 | : 53.3 | : 48.6 | : 50.7 | : 59.8 | : 76.4 | : 1.0 |
| Pate a pap. | :10-3T | : 24 | : 34.2 | : 31.3 | : 9.8 | : 7.3 | : 7.3 | : -21.0 |
| Transf. pap. | : T | : 41 | : 47.9 | : 52.5 | : 54.6 | : 58.3 | : 69.3 | : 11.0 |
| Emb. pap. cart | :10-3T | : 42 | : 50 | : 51.1 | : 56.4 | : 63.9 | : 67.3 | : 9.0 |
| Menuis. Gle | :10-3M2 | : 302 | : 407.7 | : 481 | : 593.4 | : 904 | : 954 | : 25.0 |
| Mobil. domest | : ENS | :13300 | :19700 | :23800 | :32300 | :37100 | :36000 | : 22.0 |
| Mobil. Scol | :10-3U | : 250 | : 251 | : 241 | : 260 | : 436 | : 428 | : 11.0 |
| Cab. sahar. | : U | : 1985 | : 2369 | : 3225 | : 3295 | : 3864 | : 3780 | : 13.0 |

mage et de la distribution de gammes de produits homogènes.

- à l'amélioration des relations entre les secteurs de production et de distribution.
- à la mise en oeuvre de différentes mesures tendant à améliorer le fonctionnement des monopoles, réguler les stocks de produits stratégiques au niveau national, régional, local, assurer un meilleur appui aux petits commerçants du secteur privé, relancer l'activité des services après vente, redynamiser les chambres de commerce.

- Pour ce qui concerne le renforcement des infrastructures, le coût des programmes d'investissement de la période s'élève à 26,6 milliards de DA (8,3 milliards de DA de programme en cours à fin 1979 et 18,3 milliards d'inscriptions et de réévaluations nettes). Les crédits consommés durant la période s'élèvent à 10,2 milliards de DA. Parmi les réalisations, il y a lieu de citer celles relatives aux capacités de stockage :

Au cours de la période, l'approvisionnement et la distribution des produits se sont progressivement améliorés aussi bien en terme de quantité des produits distribués qu'en terme de répartition géographique de la distribution. Les niveaux de satisfaction de la demande restent cependant insuffisants et des tensions soit conjoncturelles, soit locales persistent.

Ceci s'explique par :

- le sous-approvisionnement du marché, l'expansion de la consommation ne s'est pas accompagnée d'un effort similaire dans la disponibilité des produits. Le potentiel productif national est encore insuffisant ou insuffisamment employé et le recours aux importations est nécessaire pour la satisfaction de la demande, en particulier, pour les produits alimentaires.
- Pour ce qui concerne les infrastructures de communications, les objectifs du Plan 1980-1984 s'articulaient autour de trois lignes directrices :
 - maintien des infrastructures existantes
 - extension des capacités pour répondre aux évolutions quantitatives et qualitatives du trafic.
 - étude et amorce de la mise en oeuvre des grands programmes d'infrastructure de communication servant de support à l'aménagement du territoire.

Le déséquilibre existant par ailleurs en 1980 entre la route et le rail nécessitait que le retard en matière ferroviaire soit comblé. Un réseau fut fixé. Les actions engagées au cours du Plan devront permettre de concrétiser l'option Hauts Plateaux pour la réalisation - en cours - d'un nouvel axe Est-Ouest et de pénétrantes Nord-Sud.

Sur les 27,4 milliards de DA affectés aux routes, 15,2 milliards ont été consommés.

- Autre secteur important, les Postes et Télécommunication, un retard important a été accusé eu égard à l'évolution des besoins et aux objectifs : extension des Centres et réseaux, ouverture de nouvelles agences, mécanisation du courrier, rentabilisation des investissements consentis pour les réseaux téléphoniques, raccordement de plus de 700 000 lignes, accès aux réseaux National et International etc.. Avec des crédits prévus (inscriptions et réévaluations) de 9 054,1 millions de dinars, les crédits consommés ont été de l'ordre de 3 900,3 millions. Le retard accusé est dû pour l'essentiel à l'insuffisance des moyens de réalisation des B.T.P.

f/. Les zones industrielles et l'informatique.

Les objectifs fixés au Plan 1980-1984 en matière d'infrastructure d'accueil des activités industrielles et de stockage visaient à l'accroissement du rythme de viabilisation des zones inscrites à la nomenclature des investissements dans le cadre de la politique de décentralisation industrielle et d'aménagement du territoire.

La situation des programmes d'investissement se présentait comme suit fin 1984.

TABLEAU 11 : Zones Industrielles : situation fin 1984 (capacités en H)

| REGIONS | Zone indust. achevées | | Zones indust. en cours de viabilisation. | | Zones indust. en études | | TOTAL | |
|----------------|-----------------------|--------------|--|--------------|-------------------------|--------------|-----------|---------------|
| | Nbre | Capacité | Nbre | Capa. | Nbre | Capa. | Nbre | Capa. |
| Nord | 12 | 2 986 | 10 | 3.447 | 12 | 1.620 | 34 | 8.053 |
| Hauts plateaux | 4 | 941 | 7 | 1.163 | 8 | 908 | 19 | 3.012 |
| Sud | 0 | 250 | 6 | 638 | 3 | 183 | 9 | 1.071 |
| TOTAL | 16 | 4 177 | 23 | 5 248 | 23 | 2 709 | 62 | 12 134 |

SOURCE : Ministère du Plan.

La réalisation des programmes est lente en raison de la lenteur de la constitution des dossiers techniques, de l'insuffisance des capacités de viabilisation.

bilisation, de la lenteur des raccordements de voies ferrées, des mises en service de stations de traitement des eaux ainsi que celles relatives aux canaux d'assainissement trop souvent liées aux réseaux urbains.

- Dans le domaine de l'informatique, en raison des grandes disparités existantes entre les différents secteurs d'activité en matière d'informatique (organisation et matériel) l'Etat a adopté en 1982 un plan de transition informatique pour la période 1982-1984. Ce plan a pour objectif :

- une meilleure diffusion des moyens informatiques au sein des secteurs.
- le recours aux techniques les plus récentes dont la micro-informatique
- la nécessité d'initier et de développer les actions dans le domaine de l'industrie informatique.

Le nombre d'ordinateurs de moyenne et de grande puissance est passé de 1 en 1980 à 177 fin juin 1984. Parallèlement, l'ENSI a lancé la fabrication de matériel informatique (terminaux et modems). Cette activité vient compléter celle de montage local des mini-ordinateurs. Les crédits consommés ont atteint pour la période la somme de DA 411 millions.

V. PRIX, SALAIRES, EMPLOI.

A/ Les prix

L'objectif de restructuration financière des entreprises publiques passait par la libéralisation du système complexe de contrôle des prix. Cette réforme voulait ainsi stimuler l'activité économique dans les secteurs prioritaires en renforçant le rôle des prix, en protégeant le pouvoir d'achat des petits revenus et en maintenant leur stabilité. La libéralisation du système de commercialisation a accompagné la libération des prix tandis qu'est légitimé le rôle du secteur privé. Fin 1985, les divers systèmes de contrôle des prix en vigueur avaient été réduits à deux principaux. La première liste regroupe les produits dits essentiels, dont les prix fixés centralement sont officiellement subventionnés. Ceci s'applique au prix de détail du pain, du couscous, d'autres produits céréaliers, des huiles alimentaires et des livres de classe. La subvention couvre la différence entre les prix à la production ou à l'importation et le prix à la consommation, des marges sont prévues au niveau de la production et de la distribution. Ces prix ont cependant été régulièrement augmentés depuis 1981, les crédits affectés à ces subventions sont restés constants depuis, à un niveau de DA 2 milliards environ (0,7 % du P.I.B. de 1985). Les prix ont

de nouveau augmenté en 1985 et début 1986.

Le second mécanisme de stabilisation des prix concerne une au liste de produits essentiels subventionnés par l'intermédiaire d'un fon spécial appelé Fonds de compensation, liste établie par décret chaque année. En 1985, les produits à usage ménager étaient le sucre, le lait, l'huile d'olive, pour le secteur agricole, les engrais, le butane, les matériaux et machines agricoles et aliments pour animaux. Le Fonds de compensation est alimenté par des taxes compensatoires prélevées sur les b moins essentiels dont la plupart sont importés (plus de 100 articles) r aussi sur six produits de provenance nationale (vin essentiellement). Le taux varie entre 10 et 200 % tout le produit de la taxe est ristourné a entreprises publiques concernées par la production ou la distribution produits. Le total des subventions pour les produits essentiels est inf rieur à 2 % du P.I.B.

Hors ces produits, la politique des prix des autres produits c siste soit à les accroître, soit à limiter leurs coûts, le prix de vent effectif devant couvrir les coûts au niveau normal d'utilisation des ca cités compatibles avec la rentabilité de l'entreprise de production ou distribution. Dans certains cas, les prix ont baissé (électro-ménager). Un certain nombre de produits des entreprises publiques - obligées de f leurs prix en fonction des coûts normaux - ont dû être substantiellemen relevés. Ainsi le prix des tracteurs localement fabriqués, bloqué depu 10 ans à 25 000 DA a presque triplé passant à 70 000 DA en 1984. Le p cessus de relèvement des prix se poursuivra jusqu'en 1987.

TABLEAU 12 : Evolution de l'indice des prix à la consommation - base 100 en

| Groupe | Poids 1979 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | % an nuel |
|--------------------|---------------|------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| - Produits alimen. | 452,1 | 100 | 111,2 | 131,1 | 140,7 | 146,6 | 158,0 | + 1 |
| - Produits indust. | 362,3 | 100 | 108,3 | 117,5 | 122,8 | 129,4 | 136 | + 1 |
| - Services | 185,6 | 100 | 105,3 | 121,1 | 132,4 | 139,6 | 148,5 | + 1 |
| - Ensemble | 1 000 | 100 | 109,5 | 125,5 | 133,9 | 140,1 | 149,4 | + 1 |
| - % annuel | - | - | +9,5 | +14,6 | +6,7 | +4,6 | +6,6 | |

SOURCE : Ministère du Plan.

En ce qui concerne les prix à la consommation, les augmentati fortes en 1980 et 1981 ont pu être ralenties à partir de 1982. Entre 19 et 1984, l'indice général des prix a augmenté de 49,4 %. Les plus forte

augmentations de prix ont concerné les produits alimentaires qui représentent près de la moitié des dépenses de consommation des ménages. Quant aux produits industriels et aux services, leur croissance est restée régulière et modérée.

B/ Les salaires

Le cadre de la politique salariale est fournie par le Statut Général du Travailleur (SGT), nouveau code du travail adopté en Août 1978 dont la mise en oeuvre s'est accélérée au cours de 1983-84. Le fait saillant de ce code est le lien établi entre production et rémunération, c'est-à-dire la productivité. Le décret 85.05 en 1985 a instauré un barème national de salaires très détaillé qui se compose de vingt catégories. Cette grille de salaires est destinée à s'appliquer à tous les salariés.

Transitoirement, un barème national provisoire pour le salaire minimum a été appliqué en 1980-84.

TABLEAU 13 : Exemples de salaires mensuels applicables en 1985

| Catégorie | section | fonction publique culture, logement et travaux publics | autres secteurs (entreprises publiques notamment) |
|-----------|---------|--|---|
| I | I | 1115 | 1120 |
| 5 | II | 1440 | 1600 |
| 10 | III | 2465 | 2740 |
| 15 | IV | 4160 | 4610 |
| 20 | V | 7150 | 7940 |

SOURCE : F.N.I.A. à partir des données algériennes.

Le SGT prévoit deux types de prime (prime à la productivité et participation aux résultats de l'entreprise.). La prime de productivité peut représenter jusqu'à 40 % du salaire si le travail du travailleur est supérieur à celui de son unité de production dépasse les normes. L'ouvrier moyen de l'industrie manufacturière peut recevoir 25 % de plus grâce à cette prime. A noter que l'harmonisation totale des salaires - des centaines de commissions y travaillent depuis 1985 - interviendra en 1986. Cette nouvelle échelle salariale s'accompagne de la modification en 1984 du barème de l'impôt (le taux maximum d'imposition est ramené de 80 % à 50 % avec renfon-

ment de la progressivité et la non-déductibilité à partir de 1987 des cotisations sociales.

On estime que le salaire brut global pourrait augmenter alors de 10 % mais d'importants écarts entre secteurs seront notables. Ainsi, l'accroissement pourrait être de 18 % pour le salaire agricole mais de 10 % seulement dans les industries légères et l'énergie (1).

P. 42
20/1/85

C/ L'emploi

Près de 700 000 emplois ont été créés entre 1980-1984 dans le secteur non agricole, alors que l'objectif initial était de 1 175 millions. Le nombre de personnes sans emploi ou sous employées (y compris les appelés étudiants et les invalides) s'est stabilisé autour de 700 000 (tableau 14).

TABEAU 14

Algérie - Population active, emploi et chômage, 1980-84

(Milliers)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| <u>Population active</u> | 3.820 | 3.966 | 4.119 | 4.276 | 4.451 |
| Agriculture ¹ | 969 | 963 | 960 | 960 | 960 |
| Autres secteurs | 2.851 | 3.003 | 3.159 | 3.319 | 3.491 |
| <u>Effectifs occupés</u> | 3.155 | 3.283 | 3.424 | 3.567 | 3.731 |
| Secteurs non agricoles | 2.186 | 2.320 | 2.464 | 2.607 | 2.771 |
| Industrie | (431) | (458) | (468) | (475) | (503) |
| Bâtiment et travaux publics | (468) | (504) | (552) | (609) | (652) |
| Transports et services ² | (627) | (653) | (692) | (726) | (771) |
| Administration | (660) | (705) | (752) | (797) | (845) |
| <u>Effectifs en chômage et sous-emplois³</u> | 665 | 683 | 695 | 712 | 720 |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

1 Travailleurs à plein temps à titre permanent seulement.

2 Y compris les activités artisanales.

3 Y compris les étudiants, les appelés au service national et les invalides.

- 35 -

En 1984 la croissance de l'emploi (4,6 %) est restée supérieure à celle de la population active (4 %) tandis que baissait légèrement le nombre de personnes travaillant à temps partiel. C'est dans les secteurs de la construction (travaux publics y compris) que l'emploi s'est accru plus vite avec 215 000 emplois sur les 700 000 emplois créés. Dans l'industrie, l'emploi a repris sa progression avec un gain de 5,9 % en 1984. Le Plan 1985-1989 envisage la création de 950 000 emplois environ en quasi-totalité dans le secteur non agricole et notamment dans la construction, transport et les services.

TABLEAU 15 : Algérie, évolution de l'emploi 1980-1989
(Moyennes des variations annuelles en %)

| | 1980 - 1984 | | 1984 - 1989 | | |
|-----------------------------|----------------------|-----------|-------------|------|-----------|
| | objectifs du Plan | résultats | 1983 | 1984 | objectifs |
| Population active | 4,5 | 3,6 | 3,9 | 4,0 | 3,9 |
| <u>Emploi</u> | 6,4 | 4,3 | 4,2 | 4,6 | 4,6 |
| - agriculture(1) | 0,0 | - 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,8 |
| - autres secteurs | 8,7 | 6,2 | 5,8 | 6,3 | 5,8 |
| - industrie | 6,8 | 4,6 | 1,5 | 5,9 | 5,3 |
| - B.T.P. | 11,8 | 8,3 | 10,3 | 7,1 | 6,5 |
| - Transports et services | 8,7 | 5,2 | 4,9 | 6,2 | 6,3 |
| - administration | 7,7 | 6,6 | 6,0 | 6,0 | 5,0 |

SOURCE : rapport général du Plan quinquennal 1980-1984 - F.M.I. second Plan quinquennal 1985 - 89

(1) sur la base de l'équivalence d'un emploi permanent à temps plein.

VI INVESTISSEMENT, FINANCEMENT, ECHANGES EXTERIEURS et DETTE.

A/ L'investissement

Privilégié dans les années 70, l'investissement dans l'industrie a été ramené à de plus justes proportions en 1980-1984; de graves goulets d'étranglement étaient apparus dans des secteurs comme le logement, l'énergie, certaines infrastructures et l'agriculture. La modification de la structure de l'investissement au profit de ces secteurs impliquait donc une réduction

de la part consacrée aux entreprises publiques et un accroissement de celle consacrée à l'Etat via le budget d'équipement. Ainsi la part des entreprises publiques dans l'investissement total prévu, de 74 % en 1979 est tombée à 44 % en 1984. En matière de répartition sectorielle, les résultats se rapprochent des objectifs planifiés : 330 milliards de dinars investis contre un objectif de 400 milliards.

A l'inverse du Plan 1974-1977, où la croissance réelle des investissements (18 % en moyenne) l'emportait sur la consommation (10,3 %), la croissance réelle de l'investissement en 1980-1984 est restée en deça de celle de la consommation (4,5 et 6,5 % respectivement). Ce résultat correspondait aux aspirations de mieux être d'une population après une longue austérité.

La part des investissements affectés à l'industrie a représenté 39 % du total (objectif du Plan 38,6 %) contre 59 % en 1978-1979 (tableau 15).

Les investissements au titre du budget d'équipement (à l'exclusion des financements consacrés à la restructuration des entreprises) se sont fortement accrus doublant quasiment entre 1980-1984 et atteignant le palier de 40,6 milliards de dinars. Ceci est la raison des efforts déployés dans l'habitat, l'urbanisme, les transports et l'irrigation. Stables en début de période, les investissements des entreprises publiques ont diminué en 1983 et en 1984. Le tableau 16 présente les données détaillées sur les investissements des entreprises publiques par secteurs : on trouvera en annexe la répartition de ces investissements dans les industries lourdes et légères.

B/ Financement du développement

En Algérie, le trésor est le caissier et le banquier de l'Etat. Caissier, il collecte les recettes et effectue les paiements dans le cadre de l'exécution du budget. Banquier, il pourvoit à une partie des besoins financiers de l'Etat au moyen de fonds liquides que sont tenues de lui remettre les collectivités et diverses institutions financières (caisses de retraite, caisses d'épargne, compagnies d'assurance) et des dépôts du secteur privé.

Les opérations du trésor en Algérie se répartissent en opérations courantes, opérations en capital et opérations de financement. Les opérations courantes comprenant principalement les recettes et dépenses bud

Tableau 15 Algérie - Objectifs et résultats des Plans 1980-84 et 1985-89

| | Plan 1980-84 | | Plan 1985-89 |
|--|------------------|------------------------|------------------|
| | Objectifs | Résultats ¹ | Objectifs |
| <u>(Taux moyens annuels de croissance)</u> | | | |
| <u>Production</u> | | | |
| Secteur des hydrocarbures | 4,6 | -0,5 | 4,0 |
| Autres secteurs | 9,8 | 5,8 | 7,6 |
| Agriculture | 4,0 | 1,2 | 4,5 |
| Autres branches d'activité | 12,4 | 9,5 | 9,1 |
| Bâtiment et travaux publics | 9,3 | 6,0 | 8,7 |
| Transports, commerce et services | 10,5 | 4,0 | 7,2 |
| Production intérieure brute ² | 8,2 | 4,2 | 6,6 |
| <u>Dépenses</u> | | | |
| Consommation | 8,9 | 6,5 | 5,9 |
| dont : privée | 8,6 | 6,5 | 5,6 |
| Formation brute de capital fixe | 7,3 | 4,5 | 7,3 |
| Exportations de biens et services | 4,9 | 2,5 | 5,3 |
| Importations de biens et services | 6,0 | 5,8 | 6,1 |
| <u>(Pourcentage de la production intérieure brute³)</u> | | | |
| <u>Épargne, investissement et déficit en ressources</u> | | | |
| Épargne ⁴ | 44,4 | +6,3 | +4,2 |
| Investissement | 50,6 | 43,2 | +1,5 |
| Déficit en ressources (déficit -) | -5,2 | +3,1 | +2,7 |
| <u>(Pourcentage)</u> | | | |
| <u>Structure des investissements</u> | | | |
| Agriculture | 11,8 | 11,8 | 14,4 |
| dont : gestion des ressources hydrauliques | 5,7 | 6,7 | 7,2 |
| Industrie | 38,6 | 39,0 | 31,7 |
| dont : hydrocarbures | 15,7 | ... | 7,2 |
| Infrastructure sociale | 32,0 | 31,0 | 35,2 |
| Infrastructure économique | 9,5 | 12,3 | 12,6 |
| Autres | 8,2 | 7,2 | 6,2 |
| <u>Total</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> |
| <u>(Milliards de dinars)</u> | | | |
| <u>Pour mémoire :</u> | | | |
| Niveau des investissements | 400 ⁵ | 330 | 550 ⁶ |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

1 Estimations provisoires.

2 La production intérieure brute dans le système algérien de comptabilité nationale est constituée par le produit intérieur brut moins la valeur ajoutée des services des administrations publiques.

3 Les pourcentages sont les moyennes de 1979 et 1984 pour le premier Plan quinquennal, et les moyennes de 1984 et 1989 pour le deuxième. Les objectifs sont exprimés en prix constants, et le résultat en prix courants.

4 La définition de l'épargne dans le système algérien de comptabilité nationale est la production intérieure brute moins la consommation.

5 Aux prix de 1979.

6 Aux prix de 1984.

gétaires ordinaires enregistrées sur la base encaissements - décaissements. Les opérations de capital comprennent les dépenses du budget d'équipement, les prêts nets consentis aux entreprises publiques pour l'essentiel par biais de B.A.D. (Banque Algérienne de Développement) pour financer le gros de leur programme d'investissements planifiés ainsi que la mobilisation de l'épargne des institutions financières publiques et des collectivités locales. Les opérations de financement comprennent le recours net du trésor au système bancaire, les mouvements de dépôt du système privé et les variations des encaisses.

17
16 L'ensemble des opérations du trésor sont récapitulées au tableau 16 pour la période 1980-1984.

L'excédent des opérations courantes du Trésor a atteint son maximum en 1981 avec l'accroissement exceptionnel des recettes fiscales tirées du secteur des hydrocarbures. En 1984, l'excédent - après une forte baisse en 1982 - a quasiment retrouvé son niveau de 1981. Cette remontée n'est due aux hydrocarbures, mais à l'accroissement des recettes fiscales des autres secteurs et des recettes non fiscales. Fait important en 1983 et 1984, les recettes de ces deux dernières sources ont été supérieures aux dépenses courantes et pour la première fois depuis 1973 (à l'exception de 1978) aux recettes des hydrocarbures. Le solde négatif des opérations en capital s'est stabilisé en 1984/. L'épargne institutionnelle mobilisée par le Trésor a continué à s'accroître grâce notamment à la souscription des bons d'équipement. La contribution de l'épargne des collectivités locales a baissé avec le financement croissant par ces dernières de leurs investissements ... Fortement croissantes jusqu'en 1983, les dépenses du budget d'équipement se sont stabilisées en 1984. Les avances et prêts nets aux entreprises publiques sont restées stables. Pour la première fois donc, puis 1972, les dépenses du budget d'équipement ont dépassé en 1983 les prêts nets aux entreprises publiques et l'écart s'est creusé en 1983 et 1984. Comme le souhaitait l'Etat, la part des dépenses du budget d'équipement dans l'ensemble des dépenses en capital (36,9 % en 1980) a atteint 60,4 % en 1984.

Alors qu'en 1981, l'excédent global du Trésor était de 6,6 milliards de D.A. soit 3,4 % du P.I.B. en 1981, le déficit s'est creusé en 1982 et en 1983 jusqu'à représenter 8,7 % du P.I.B. Le déficit a été ramené à 14,4 milliards en 1984 soit 5,5 % du P.I.B. Le recours du Trésor à la Banque Centrale s'est donc accru avec 14 milliards en 1983 (Tableau 16). On observe qu'en 1983-1984, le crédit de la Banque Centrale a couvert près de 70 % des besoins de financement du Trésor.

Tableau XVI Algérie - Investissements des entreprises publiques ventilées par branche d'activité, 1980-84

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|--------------------------------------|----------------------|--------|--------|-------|-------|-------------------------------------|-------|------|------|------|
| | (Millions de dinars) | | | | | (Parte en pourcentage) ¹ | | | | |
| 1. Hydrocarbures | 13.442 | 10.703 | 10.007 | 7.270 | 5.795 | 37,3 | 29,1 | 27,8 | 21,5 | 18,0 |
| Prête à long terme | 9.404 | 9.813 | 7.482 | 5.816 | 5.432 | 69,9 | 91,7 | 74,8 | 80,0 | 93,7 |
| Prête à moyen terme | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 0,0 |
| Financement extérieur | 4.041 | 890 | 2.525 | 1.454 | 362 | 30,1 | 9,3 | 25,2 | 20,0 | 6,3 |
| 2. Industries, hydrocarbures exclues | 13.973 | 10.855 | 11.629 | 9.947 | 9.905 | 38,8 | 29,5 | 32,3 | 29,5 | 30,7 |
| Prête à long terme | 9.400 | 8.077 | 9.281 | 6.740 | 6.059 | 67,3 | 74,4 | 79,8 | 67,8 | 61,2 |
| Prête à moyen terme | -- | -- | 51 | 668 | 412 | -- | -- | 0,4 | 6,7 | 4,2 |
| Financement extérieur | 4.573 | 2.778 | 2.297 | 2.539 | 3.434 | 32,7 | 25,6 | 19,8 | 25,5 | 34,6 |
| 3. Agriculture et pêche | 294 | 380 | 1.057 | 1.650 | 1.429 | 0,8 | 1,0 | 2,9 | 5,0 | 4,4 |
| Prête à long terme | 228 | 355 | 379 | 505 | 680 | 77,6 | 88,2 | 35,9 | 30,6 | 47,6 |
| Prête à moyen terme | 4 | 18 | 623 | 76 | 450 | 1,3 | 4,7 | 58,9 | 46,4 | 31,5 |
| Financement extérieur | 62 | 27 | 55 | 380 | 299 | 21,1 | 7,1 | 5,2 | 23,0 | 20,9 |
| 4. Tourisme | 97 | 81 | 213 | 76 | 66 | 0,3 | 0,2 | 0,6 | 0,2 | 0,2 |
| Prête à long terme | 97 | 81 | 194 | 74 | 61 | 100,0 | 100,0 | 91,1 | 97,4 | 92,4 |
| Prête à moyen terme | -- | -- | 19 | -- | 5 | -- | -- | 8,9 | -- | 7,6 |
| Financement extérieur | -- | -- | -- | 2 | -- | -- | -- | -- | 2,6 | -- |
| 5. Transports | 1.118 | 1.416 | 1.024 | 1.302 | 1.642 | 3,1 | 3,9 | 2,8 | 3,9 | 5,1 |
| Prête à long terme | 362 | 400 | 478 | 720 | 710 | 32,4 | 28,3 | 46,7 | 55,3 | 43,2 |
| Prête à moyen terme | 66 | 155 | 161 | 101 | 216 | 5,9 | 10,9 | 15,7 | 7,8 | 13,2 |
| Financement extérieur | 690 | 861 | 385 | 481 | 716 | 61,7 | 60,8 | 37,6 | 36,9 | 43,6 |

Tableau X(V) (fin). Algérie - Investissements des entreprises publiques ventilées par branche d'activité, 1980-84

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|--|----------------------|--------|--------|--------|--------|-------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| | (Millions de dinars) | | | | | (Parts en pourcentage) ¹ | | | | |
| 6. Commerce et distribution | 979 | 1.046 | 2.365 | 2.525 | 2.302 | 2,7 | 2,9 | 6,6 | 7,5 | 7,1 |
| Prête à long terme | 697 | 892 | 1.802 | 1.831 | 1.268 | 71,2 | 85,3 | 76,2 | 72,5 | 55,1 |
| Prête à moyen terme | 60 | 30 | 404 | 506 | 47 | 6,1 | 2,9 | 17,1 | 20,0 | 19,4 |
| Financement extérieur | 22 | 124 | 159 | 188 | 587 | 22,7 | 11,8 | 6,7 | 7,5 | 25,5 |
| 7. Logement | 4.047 | 4.832 | 6.427 | 7.758 | 8.562 | 11,3 | 13,1 | 17,9 | 23,0 | 26,5 |
| Prête à long terme | 4.047 | 4.832 | 6.427 | 7.352 | 8.562 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 94,8 | 100,0 |
| Autre financement intérieur | -- | -- | -- | 406 | -- | -- | -- | -- | 5,2 | -- |
| 8. Infrastructure et autres ² | 2.074 | 2.511 | 3.289 | 3.242 | 2.569 | 5,7 | 6,8 | 9,1 | 9,6 | 8,0 |
| Prête à long terme | 1.680 | 1.345 | 1.558 | 1.639 | 1.015 | 81,0 | 53,6 | 47,4 | 50,6 | 35,5 |
| Autre financement intérieur | 394 | 814 | 1.220 | 1.173 | 964 | 19,0 | 32,4 | 37,1 | 26,2 | 37,5 |
| Financement extérieur | -- | 352 | 571 | 430 | 135 | -- | 16,0 | 15,5 | 13,3 | 5,3 |
| Autres (autofinancement) | -- | -- | -- | -- | 455 | -- | -- | -- | -- | 17,7 |
| 9. Total des investissements des entreprises publiques (1 à 8) | 36.024 | 38.792 | 36.011 | 33.770 | 32.270 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Prête à long terme | 25.912 | 25.775 | 27.601 | 26.677 | 23.787 | 71,9 | 70,0 | 76,7 | 73,1 | 73,7 |
| Prête à moyen terme et autre financement intérieur | 130 | 1.017 | 2.478 | 3.619 | 2.495 | 0,4 | 2,8 | 6,9 | 10,7 | 7,7 |
| Financement extérieur | 9.982 | 5.032 | 5.932 | 5.474 | 5.533 | 27,7 | 27,2 | 16,4 | 16,2 | 17,2 |
| Autres | -- | -- | -- | -- | 455 | -- | -- | -- | -- | 1,4 |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

¹ Pour chaque branche d'activité, le financement est exprimé en pourcentage du total des investissements dans cette branche. Pour les postes 1 à 8, les investissements sectoriels sont exprimés en pourcentage du total (poste 9).

² Zones industrielles, entreprises de construction, communications, planification urbaine, Délégation administratives.

17
Tableau 16 Algérie - Opérations du Trésor, 1980-84

(Millions de dinars)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------|----------|
| I. Opérations courantes | | | | | | | |
| Recettes budgétaires | 61.583 | 81.711 | 77.572 | 84.511 | 101.365 | 113 000 | 123 000 |
| Dont : recettes pétrolières | (37.658) | (50.954) | (41.458) | (37.711) | (43.841) | 52 000 | 48 000 |
| Dépenses budgétaires courantes | -27.592 | -32.150 | -41.085 | -45.026 | -51.796 | - 64 186 | - 67 000 |
| Comptes spéciaux (net) | 854 | 1.006 | -475 | 2.515 | -423 | | |
| Solde I | 34.845 | 50.567 | 36.012 | 42.000 | -9.146 | | |
| II. Opérations en capital | | | | | | | |
| Épargne institutionnelle | 6.929 | 9.158 | 13.725 | 13.665 | 10.613 | | |
| Bons d'équipement | (5.247) | (5.167) | (6.076) | (6.800) | (8.324) | | |
| Établissements publics ¹ | (-686) | (1.722) | (5.483) | (5.505) | (2.175) | | |
| Collectivités locales | (2.368) | (2.269) | (2.166) | (1.360) | (114) | | |
| Dépenses du budget d'équipement | -17.846 | -22.956 | -33.667 | -43.071 | -44.606 | - 52 800 | - 61 000 |
| Avances et prêts aux entreprises publiques (net) | -30.571 | -30.188 | -26.898 | -32.684 | -29.271 | | |
| Financement des investissements | (-26.958) | (-28.210) | (-26.318) | (-27.259) | (-26.292) | | |
| Aide générale ² | (-4.535) | (-2.788) | (-1.065) | (-5.998) | (-6.919) | | |
| Remboursement ³ | (922) | (810) | (485) | (573) | (3.940) | | |
| Solde II | -41.488 | -43.986 | -46.840 | -62.090 | -63.264 | | |
| Solde I plus II | -6.643 | 6.581 | -10.828 | -20.090 | -14.118 | | |
| III. Financement | | | | | | | |
| Emprunts extérieurs (net) | -206 | -108 | -111 | 39 | -17 | | |
| Système bancaire (net) | 5.621 | -9.538 | 5.816 | 15.507 | 11.225 | | |
| Banque centrale | (5.301) | (-9.806) | (5.020) | (14.037) | (10.069) | | |
| Autres banques | (320) | (268) | (796) | (1.470) | (1.156) | | |
| Variations des dépôts | 2.045 | 2.318 | 4.557 | 1.713 | 2.274 | | |
| Comptes chèques postaux | (1.881) | (1.994) | (4.264) | (1.909) | (2.213) | | |
| Dépôts privés auprès du Trésor | (164) | (324) | (293) | (-196) | (61) | | |
| Variations des encaisses (accroissement -) | -817 | 747 | 566 | 2.831 | 636 | | |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

1 Chiffres corrigés pour exclure les emprunts nets auprès des banques commerciales.

2 Essentiellement en faveur des entreprises publiques. En 1983 et 1984, comprennent les prêts aux entreprises publiques pour restructuration financière à un taux d'intérêt de 1-2 % et une échéance de 12 ans.

3 Remboursement par les entreprises publiques de prêts à long terme du Trésor.

(1) 1986 : Prévisions Loi de finance 1986 sur les provisions de décembre 1985

12 19

Les tableaux 17 et 18 récapitulent les indicateurs de recettes et de dépenses de l'Etat. Toutes les données réunies ont été établies sur la base des encaissements - décaissements; sauf celles relatives aux dépenses courantes et aux affectations des dépenses du budget d'équipement par secteur.

- Pour les recettes, le fait saillant est la modification de la structure des recettes avec la baisse de la part des hydrocarbures, et ce, malgré leur progression en début de période. Ceci s'explique notamment par la baisse des prix de référence utilisés pour le calcul de l'impôt; en effet, depuis le début de l'année 1983, ces derniers sont calculés sur les prix effectifs à l'exportation f.o.b., prix inférieurs aux prix antérieurs. L'apauvrissement des recettes fiscales autres, s'explique par les mesures prises en 1983 pour lutter contre la fraude fiscale et notamment la révision des systèmes utilisés pour calculer l'assiette de l'impôt. Ainsi les méthodes de forfait et du bénéfice semi réel ont-elles été remplacées par l'évaluation administrative pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 900 000 DA (400 000 dans les services). L'amélioration des recettes est due aussi à une meilleure rentabilité dans les entreprises publiques. En 1984, la tendance à la progression plus rapide des recettes fiscales, que les recettes d'hydrocarbures s'est poursuivie. En 1984, le nouvel impôt de 4 % sur les bénéfices agricoles supérieurs à 60 000 DA a été instauré dont 62,5 % du produit alimente les collectivités locales. La forte augmentation des importations de voitures est à l'origine du gonflement des taxes sur le commerce international. L'accroissement de 1,2 % des recettes non-fiscales est due, en 1984, à une contribution supplémentaire de la SONATRACH au Trésor et à une autre de la Sécurité Sociale.

- Pour les dépenses, on note le ralentissement de la progression des dépenses courantes. Ces dépenses concernent pour 40 à 50 % les traitements et salaires et leur composition est restée relativement stable. On note la stabilisation globale des subventions à la consommation dans le budget formément à la politique de réajustement progressif des prix des produits subventionnés. Les dépenses du budget d'équipement connaissent depuis la fin 1983 un tassement dû en grande partie à un changement de priorités: investissements dans l'irrigation, l'hydraulique, l'infrastructure des transports et les services sociaux effectués par l'Etat prenant le pas sur les investissements industriels des entreprises publiques.

Une part croissante des recettes fiscales globales est allée aux collectivités locales à qui le pouvoir central confère un rôle plus impor-

Tableau 17 Algérie - Indicateurs de l'évolution des recettes, 1980-84

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 |
|--|------------------------|------|-------|------|----------------------|------|------|
| | | | | | Chiffres provisoires | | |
| Composition des recettes | | | | | | | |
| | (Pourcentage du total) | | | | | | |
| Recettes fiscales | 97,4 | 96,7 | 93,8 | 92,9 | 89,6 | | |
| Recettes des hydrocarbures | 61,1 | 62,3 | 53,5 | 44,6 | 41,1 | 46,0 | 39,0 |
| Recettes hors hydrocarbures | 36,3 | 34,4 | 40,3 | 48,3 | 48,5 | | |
| A l'exclusion des taxes sur le commerce international | 24,8 | 23,6 | 28,2 | 35,9 | 35,4 | | |
| Impôts sur le revenu et les bénéfices | 11,0 | 9,6 | 12,7 | 17,1 | 14,8 | | |
| Taxes à la production et à la consommation | 13,8 | 14,0 | 15,5 | 18,8 | 20,6 | | |
| Taxes sur le commerce international | 11,5 | 10,8 | 12,1 | 12,4 | 10,9 | | |
| Droits d'importation | 4,8 | 5,3 | 5,1 | 5,2 | 4,7 | | |
| Taxes sur le chiffre d'affaires à l'importation | 6,7 | 5,5 | 7,0 | 7,2 | 6,2 | | |
| Recettes non fiscales | 2,6 | 3,3 | 6,2 | 7,1 | 10,4 | | |
| Variations annuelles | | | | | | | |
| | (Pourcentage) | | | | | | |
| Recettes fiscales | 27,8 | 31,7 | -7,9 | 7,9 | 15,7 | | |
| Recettes des hydrocarbures | 42,0 | 35,3 | -18,6 | -9,0 | 16,3 | | |
| Recettes hors hydrocarbures | 9,4 | 25,7 | 11,5 | 30,3 | 15,1 | | |
| A l'exclusion des taxes sur le commerce international | 12,2 | 26,2 | 13,7 | 38,5 | 18,3 | | |
| Impôts sur le revenu et les bénéfices | -7,0 | 16,3 | 25,1 | 46,6 | 3,7 | | |
| Taxes à la production et à la consommation | 44,8 | 34,1 | 5,8 | 31,9 | 31,5 | | |
| Taxes sur le commerce international | 3,7 | 24,7 | 6,7 | 11,2 | 6,0 | | |
| Droits d'importation | 18,1 | 45,3 | -8,2 | 10,0 | 8,5 | | |
| Taxes sur le chiffre d'affaires à l'importation | -4,7 | 9,7 | 21,1 | 12,0 | 4,2 | | |
| Recettes non fiscales | -- | 68,5 | 79,7 | 25,1 | 75,9 | | |
| Total des recettes | 26,9 | 32,7 | -5,1 | 8,9 | 19,9 | | |
| Quelques ratios | | | | | | | |
| | (Pourcentage) | | | | | | |
| Recettes des hydrocarbures/exportations d'hydrocarbures | 73,4 | 85,3 | 67,6 | 62,5 | 69,8 | | |
| Recettes hors hydrocarbures (à l'exclusion des taxes sur le commerce international)/PIB nominal (hydrocarbures exclus) | 13,7 | 14,5 | 14,8 | 17,8 | 18,6 | | |
| Impôts sur le revenu et les bénéfices/PIB nominal (hydrocarbures exclus) | 61,1 | 5,9 | 6,7 | 8,5 | 7,8 | | |
| Taxes sur le commerce international/importations c.a.f. | 17,3 | 18,3 | 18,7 | 20,7 | 21,7 | | |
| Taxes à la production et à la consommation et taxes sur le chiffre d'affaires à l'importation/consumation privée | 17,3 | 17,6 | 17,5 | 20,0 | 22,6 | | |

- SOURCE : F.M.I. à partir de données algériennes

(1) chiffres 1986 - Loi de finance 1986

tant dans la tutelle de l'industrie, de l'agriculture et des investissements locaux notamment. Ainsi entre 1980 et 1983, les recettes et les dépenses des collectivités locales ont augmenté respectivement en moyenne de 19,8 % et de 22,4 % par an et leur rapport au P.I.B. (hydrocarbures exploités) s'est accru respectivement de 20,7 % à 24,2 % et de 18,8 % à 23,4 %.

19
Tableau 18. Algérie - Indicateurs de l'évolution des dépenses, 1980-84¹

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 Chiffres provisoires |
|---|--------|--------|--------|--------|---------------------------------|
| (Pourcentage du total) | | | | | |
| Classification économique des dépenses courantes | | | | | |
| Traitements et salaires | 42,3 | 40,6 | 45,0 | 43,6 | 41,1 |
| Matériel et entretien | 7,8 | 6,8 | 6,1 | 5,7 | 5,7 |
| Transferts et subventions | 35,6 | 37,6 | 33,8 | 32,4 | 32,7 |
| Intérêts au titre de la dette publique | 3,2 | 2,6 | 2,9 | 5,4 | 9,2 |
| Autres | 11,1 | 12,4 | 12,2 | 12,9 | 11,3 |
| Classification fonctionnelle des dépenses courantes | | | | | |
| Services généraux | 22,6 | 21,3 | 21,3 | 21,5 | 20,8 |
| Services sociaux | 41,6 | 41,2 | 42,9 | 42,0 | 41,0 |
| Dont : éducation | (27,5) | (27,7) | (28,7) | (28,9) | (28,5) |
| Services économiques | 7,3 | 6,7 | 6,8 | 7,2 | 6,2 |
| Services communs | 28,5 | 30,8 | 29,0 | 29,3 | 32,0 |
| (Pourcentage annuel de variation) | | | | | |
| Dépenses courantes | 34,1 | 27,0 | 11,1 | 16,8 | 13,8 |
| Dépenses d'équipement | 29,3 | 28,6 | 39,8 | 29,5 | 6,5 |
| Classification économique des dépenses courantes | | | | | |
| Traitements et salaires | 29,8 | 21,9 | 23,0 | 13,4 | 7,2 |
| Matériel et entretien | 19,3 | 9,3 | 1,6 | 7,1 | 14,4 |
| Transferts et subventions | 48,4 | 34,3 | -0,2 | 12,0 | 14,7 |
| Intérêts au titre de la dette publique | 0,5 | 4,1 | 23,6 | 118,2 | 92,7 |
| Autres | 34,1 | 42,0 | 8,9 | 23,9 | 0,1 |
| (Ratios) | | | | | |
| Dépenses de fonctionnement/PIB nominal | 16,5 | 17,8 | 18,2 | 19,1 | 19,6 |
| Dépenses d'équipement/PIB nominal | 11,0 | 12,0 | 15,4 | 17,8 | 17,0 |

Sources : FMI, selon données algériennes.

1 Sur la base de l'exercice.

A/ Les exportations

Dans un marché pétrolier difficile, l'Algérie a pu maintenir ses recettes d'exportations d'hydrocarbures au niveau de 1982 environ, grâce comme a pu le voir dans la section consacrée aux hydrocarbures - à la diversification opérée avec le condensat, les G.P.L. et le gaz naturel. Les termes de l'échange du pétrole brut, notamment, ont décliné régulièrement tout au long de la période. Le prix du Sahara 44 est ainsi passé de \$ 4 en janvier 81 à \$ 13 environ au second trimestre 1986. Cette baisse s'est répercutée sur les prix du condensat (tableau 19) et sur les produits raffinés. Les recettes provenant des exportations autres que les hydrocarbures sont restées au niveau relativement faible de 0,9 milliards de DA en 1982. Elles sont remontées à 1,5 milliards de DA en 1984 à la suite du doublement des recettes provenant des métaux et produits métalliques et des produits divers. En 1985, les recettes d'exportations d'hydrocarbures sont restées quasiment au niveau de 1984 avec DA 64 milliards (\$ 12,8 milliards). En 1985 toujours, les hydrocarbures ont encore couvert plus de 97 % de l'ensemble des ventes algériennes à l'étranger (DA 65,8 milliards). Le pétrole brut a fourni 26 % du total (contre 69,5 % en 1980) suivi des condensats et du gaz naturel (24 % chacun), des produits raffinés (22 %) et des GPL (4 %). Le budget 1986 approuvé le 22 décembre 1985 par l'assemblée prévoit pour 1986 une baisse de 7,7 % des recettes pétrolières et gazières soit de DA 52 milliards en 1985 à DA 48 milliards en 1986. Les hydrocarbures verront leur part dans les recettes budgétaires totales tomber à 39 % en 1986 contre 46 % en 1985.

Ces prévisions 1986 sont aujourd'hui dépassées avec l'effondrement des prix du brut et des produits dérivés intervenu au début de l'année 1986. Pour un prix moyen du baril de \$ 15 sur l'année 1986 on peut estimer entre 40 et 50 % la baisse des recettes qui affectera l'Algérie en 1986 compte tenu de la baisse de la valeur dollar. D'ores et déjà la politique de réduction de l'endettement extérieur se trouve compromise avec les emprunts importants en cours et qui visent à pallier la baisse brutale des termes de l'échange.

B/ Les importations

mai 1986)

Prix du baril en dollar (f.o.b.)

| | 1980 | 1981 | | 1982 | | 1983 | 1985 | 1986 (1) | |
|--------------|----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|---------|---------|---------|----------|-----|
| | 1 ^{er} sept | 1 ^{er} janv. | 1 ^{er} Nov. | 1 ^{er} Jan. | 20 Mars | 14 mars | 21 mars | fev. | mai |
| Sahara 44 | 37,- | 40,- | 37,5 | 37,- | 35,50 | 30,50 | 29,50 | 17,88 | |
| Zerzafine 41 | 37,- | 40,- | 37,5 | 37,- | 35,50 | 30,50 | 29,50 | 17,88 | |

(1) prix spot Rotterdam

SOURCE : Petroleum economist et OPEC bulletin.

B/ Evolution des prix du condensat et de la valeur nette au raffinage (dollars par baril)

| | 1980 | 1981 | 1982 | | 1984 | | | 1985 | | 1986 | |
|--|---------|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| | moyenne | moyenne | Jan. | Oct. | Jan | Aout | De | Jan | Av. | Jan. | Fev. |
| Condensat algérien 64 | 35 | 41,4 | 31,- | 30,- | 27,50 | 26,- | 25,- | 25,- | 26,89 | 25,17 | |
| Valeur nette au raf- finage sahara 44 | 34,02 | 41,8 | 30,84 | 28,89 | 28,40 | 26,51 | 25,45 | 26,12 | | 22,3 | |

SOURCE : Petroleum intelligence weekly

Tableau 20 - Algérie - Composition des exportations
par produit, f.o.b., 1980-84

(Millions de dinars)

| | 1984 | | | | | 1985 |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | | |
| Hydrocarbures | <u>52.297</u> | <u>60.971</u> | <u>59.297</u> | <u>59.842</u> | <u>62.339</u> | <u>64.000</u> |
| Pétrole brut et condensat | 40.980 | 44.345 | 46.562 | 32.281 | 32.130 | 32.000 |
| Produits pétroliers raffinés | 7.552 | 11.869 | 12.003 | 13.958 | 15.656 | 14.000 |
| Gaz naturel | 3.765 | 4.757 | 3.732 | 13.985 | 14.553 | 18.000 |
| Autres exportations | <u>932</u> | <u>1.160</u> | <u>1.090</u> | <u>898</u> | <u>1.467</u> | <u>1.800</u> |
| Vin | 378 | 464 | 308 | 144 | 196 | |
| Fruits et légumes | 23 | 33 | 11 | 23 | 31 | |
| Minerais de fer et autres minéraux | 85 | 88 | 119 | 85 | 60 | |
| Cuir et peaux | 10 | 3 | 8 | -- | 8 | |
| Lignes | 8 | 7 | 4 | 6 | 5 | |
| Phosphates | 98 | 124 | 113 | 92 | 72 | |
| Métaux et produits métalliques | 114 | 158 | 193 | 150 | 326 | |
| Textile | 16 | 7 | -- | 1 | 4 | |
| Viande et poisson | 2 | 1 | -- | 1 | 1 | |
| Produits divers | 198 | 275 | 334 | 396 | 764 | |
| Total | <u>53.229</u> | <u>62.131</u> | <u>387</u> | <u>60.740</u> | <u>63.806</u> | <u>65.800</u> |

Source : données communiquées par les autorités algériennes (Ministère de l'énergie; estimations des services du Fonds pour la libéralisation des exportations de produits autres que les hydrocarbures).

(1) chiffres provisoires : ministères de l'énergie et du plan

Ministère de l'énergie et du plan

Les importations font l'objet chaque année d'un programme général d'importation (P.G.I.) dont la contrepartie pratique est fournie par le système des autorisations globales d'importation pour chacune des entreprises publiques. On note un net ralentissement des importations depuis 1982 par rapport aux années antérieures. Cet arrêt dans la progression des importations s'explique à la fois par les contraintes extérieures et par le ralentissement des investissements industriels, la baisse en monnaie locale du prix d'un certain nombre de produits importés (le dinar, lié au dollar a été fortement réévalué jusqu'au début 1986 par rapport à certaines monnaies européennes) et les progrès de la substitutions d'importation.

TABLEAU 21 ALGERIE : Programme d'importations et importations effectives
1980 - 1986 (2) (en millions de dinars)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------|------|
| Importations effectives, c.s.f. | | | | | | | |
| Denrées alimentaires | 7.646 | 9.110 | 9.289 | 9.703 | 8.815 | | |
| Matières premières (y compris produits pétroliers) | 3.319 | 3.645 | 3.261 | 3.883 | 4.227 | | |
| Demi-produits | 9.949 | 12.132 | 10.984 | 12.104 | 15.208 | | |
| Biens d'équipement | 12.754 | 16.482 | 16.676 | 16.035 | 15.765 | | |
| Biens de consommation | 6.851 | 7.267 | 9.102 | 8.056 | 7.242 | | |
| Total | 40.519 | 48.636 | 49.312 | 49.781 | 51.257 | 52 | 200 |
| Programme d'importations¹ | 55.500 | 55.700 | 49.600 | 46.000 | 51.000 | | |
| Ratios | | | | | | | |
| Importations effectives/PGI | 0,73 | 0,87 | 0,99 | 1,08 | 1,01 | | |
| PGI/importations effectives de l'année précédente | 1,71 | 1,37 | 1,02 | 0,93 | 1,02 | | |

Source : secrétariat du Commerce extérieur.

1 PGI : Programme général d'importations.

(2) Prévisions de loi de finance 1986 pour 1986

Dans les importations de produits alimentaires, on notera le poids des céréales et des produits céréaliers, avec 53 % du total, les produits laitiers et le sucre (voir annexe)

C/ Répartition géographique des échanges

Le fait saillant à l'examen de l'évolution des exportations, c'est le renforcement considérable de la part de la CEE dans les exportations algériennes entre 1980-1985.

Ce regain sur le marché communautaire - à l'exception de l'ann. 1982 - s'accompagne d'une forte réduction du poids du marché américain dont l'explication est à rechercher dans la réduction des exportations de GNL vers les USA et la réorientation d'une partie de ces flux vers le marché européen et notamment la France dont la part dans les exportations algériennes a presque triplé en 5 ans. Même phénomène pour l'Italie qui devient avec la France, le principal partenaire commercial de l'Algérie (Tableau 22). La visite officielle du Président de la République au Brésil cette année devrait fortement impulser les échanges avec le Brésil qui serait prêt à alimenter la région de Sao Paulo en G.N.L. algérien en contrepartie de l'octroi de contrats industriels aux firmes brésiliennes.

Pour ce qui concerne les importations, la CEE la encore représente la source principale avec plus de 55 % en moyenne. L'analyse du solde géographique des échanges montre que c'est avec la CEE que l'Algérie réalise - de loin - le plus grand solde positif (voir annexe) avec en 1985 5 611,5 millions de dinars. Les excédents sont notamment forts avec France, les Pays-Bas, l'Italie et les U.S.A. A l'inverse, le déficit est important avec la R.F.A. - grand fournisseur de biens d'équipements, la Suisse, la Suède, l'Autriche, le Canada (importations de céréales), l'Océanie (produits de viande) et le Japon (biens d'équipement).

D/ Balance des paiements et dette extérieure

Déficitaire de 0,8 milliards de DA en 1979, la balance des biens et services de l'Algérie a été continuellement excédentaire durant la période quinquennale. L'excédent commercial ^{est} passé de + 4,4 milliards en 1980 à + 12,5 milliards de DA en 1984 et à 1,5 milliards en 1985. La balance des services connaissant parallèlement entre 1980 et 1984 un déficit moyen annuel de 6 milliards de dinars.

Tableau 22

Algérie - Répartition géographique du commerce
extérieur, 1980-85

(Pourcentage)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 Chiffres Provisoires | 1985 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------------------|--------------|
| Exportations, f.o.b. | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> |
| France | 13,4 | 18,7 | 30,6 | 34,0 | 28,4 | 29,8 |
| Allemagne, République fédérale d' | 12,4 | 10,9 | 6,1 | 3,6 | 3,0 | 3,4 |
| Italie | 5,9 | 10,2 | 15,2 | 8,7 | 18,1 | 23,0 |
| Royaume-Uni | 1,7 | 1,6 | 1,8 | 1,3 | 1,4 | 1,8 |
| Pays-Bas | 5,2 | 5,5 | 13,1 | 9,6 | 12,0 | 9,2 |
| Autres pays de la CEE (total pays CEE) | 1,1 (39,7) | 0,4 (47,3) | 2,3 (69,1) | 2,7 (59,9) | 2,2 (65,1) | 2,2 68,7 |
| Etats-Unis | 48,1 | 32,4 | 14,8 | 22,7 | 21,7 | 10,0 |
| Espagne | 3,4 | 3,7 | 5,3 | 5,3 | 3,4 | 3,9 |
| URSS | 0,6 | 0,9 | 0,5 | 0,1 | 0,2 | — |
| Suisse | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,2 |
| Japon | 3,1 | 4,7 | 3,0 | 3,5 | 0,7 | 1,03 |
| Brésil | 0,6 | 1,8 | 1,2 | 1,4 | 0,7 | — |
| Autres pays | 4,4 | 9,0 | 5,9 | 6,9 | 8,1 | — |
| Importations, c.a.f. | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> |
| France | 23,2 | 18,5 | 21,0 | 23,5 | 23,5 | 26,0 |
| Allemagne, République fédérale d' | 13,7 | 13,6 | 13,9 | 11,2 | 10,7 | 11,2 |
| Italie | 11,8 | 13,2 | 6,7 | 8,2 | 8,8 | 10,9 |
| Royaume-Uni | 3,6 | 3,6 | 3,5 | 3,3 | 3,5 | 3,0 |
| Pays-Bas | 2,8 | 2,5 | 2,4 | 2,6 | 2,5 | 2,9 |
| Autres pays de la CEE (total pays CEE) | 7,6 (62,7) | 5,6 (57,0) | 5,4 (52,9) | 5,8 (54,6) | 7,0 (56,0) | 5,4 60,3 |
| Etats-Unis | 7,1 | 8,1 | 7,6 | 6,0 | 5,6 | 6,3 |
| Espagne | 5,2 | 6,4 | 7,5 | 7,0 | 4,4 | 1,4 |
| URSS | 0,5 | 0,6 | 0,7 | 0,5 | 0,1 | — |
| Suisse | 1,8 | 1,5 | 1,1 | 1,3 | 1,3 | 1,3 |
| Japon | 4,3 | 5,2 | 7,3 | 6,0 | 8,1 | 6,8 |
| Brésil | 1,0 | 2,8 | 1,7 | 1,9 | 2,7 | — |
| Autres pays | 17,4 | 18,4 | 21,2 | 22,7 | 21,8 | — |

Source : données communiquées par les autorités algériennes (douanes).

N.B. : Les exportations de gaz contractées par la Belgique ne ressortent pas dans les chiffres douaniers (mais elles sont comptabilisées sur la France à qui elles sont destinées.)

TABLEAU 23 : Balance des biens et services 1979-1984
(en milliards de dinars)

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 |
|---------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| - Balance commerciale | 4,4 | 12,1 | 14,0 | 11,1 | 10,9 | 12,5 | 1,1 |
| - Balance des services | - 5,2 | - 5,0 | - 6,3 | - 6,7 | - 5,4 | - 5,3 | - |
| - Balance des biens et services | - 0,8 | 7,1 | 7,7 | 4,4 | 5,5 | 7,2 | |

SOURCE : Ministère du Plan.

Ce déficit continu de la balance service durant l'ensemble de la période s'explique notamment par l'importance des importations de services qui sont ainsi passées de 8,8 milliards de DA en 1979 à 10,3 milliards en 1984. Le recours à l'assistance technique étrangère a coûté en moyenne 3,5 milliards de DA par an et les grands travaux 3 milliards également.

TABLEAU 24 : Algérie : importations de services (en milliards de D-

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 |
|------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Total services | 8,8 | 8,9 | 10,4 | 10,8 | 10,4 | 10,3 | |
| dont | | | | | | | |
| - Assistance technique | 3,7 | 3,0 | 3,7 | 3,7 | 3,3 | | |
| - Grands travaux | 2,6 | 2,7 | 3,2 | 3,1 | 2,7 | 5,3 | |

SOURCE : Ministère du Plan.

L'augmentation des taux d'intérêt moyens tout au long de la période a provoqué par ailleurs l'alourdissement des paiements au titre du service de la dette extérieure (tableau 24).

Parallèlement, les envois de fonds des travailleurs enregistrés au poste "transferts sans contrepartie" ont diminué de 42 % en DTS depuis 1982. Cette baisse est cependant compensée en partie par la libéralisation de l'importation d'un certain nombre de produits (voitures, biens d'équipement) payés par les algériens à l'étranger. Le solde des mouvements de

capitaux a été négatif depuis 1982. Le déficit s'explique notamment par l'augmentation des remboursements et la volonté algérienne de réduire le cours de la dette extérieure. Les emprunts extérieurs à long terme sont restés inférieurs au remboursement de la dette, l'écart fut de 0,6 milliards DTS en 1983 et de 0,3 milliards en 1984.

Sous l'effet tout à la fois du ralentissement des investissements du quasi blocage des importations et de l'option politique précédemment évoquée, la dette extérieure de l'Algérie a diminué régulièrement depuis 1981 (tableau 25 et annexe). Fin 84, le montant total de la dette extérieure s'établissait à 16,8 milliards de DTS contre 17,9 milliards fin 1983 et 20,4 milliards à la fin 1980.

Les nouveaux engagements sont restés inférieurs à ceux de la période 1978-1980, mais ils remontent depuis 1983 à raison de la forte progression de l'amortissement de la dette. La dette extérieure décaissée est tombée de 12,8 milliards de DTS en 1980 à 12,7 milliards en 1984. En pourcentage du P.I.B. la dette décaissée est tombée de 39 % en 1980 à 31 % en 1984.

Tableau 26 Algérie - Paiements au titre du service de la dette extérieure contractée ou garantie par l'Etat, 1980-84

(Millions de DTS)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| Total des paiements au titre du service de la dette | 3.003 | 3.563 | 4.071 | 4.199 | 4.414 |
| Amortissement | 1.902 | 2.206 | 2.774 | 3.086 | 3.181 |
| Intérêts | 1.101 | 1.357 | 1.297 | 1.113 | 1.233 |
| Ratio des paiements au titre du service de la dette/exportations de biens et services et envois de fonds des travailleurs | 26,1 | 27,0 | 30,2 | 32,0 | 32,4 |
| Ratios des paiements au titre du service de la dette/PIB | 9,2 | 9,5 | 9,9 | 9,3 | 8,7 |

SOURCE : Ministère des Finances

Les nouveaux engagements, le rapport entre dette décaissée et dette totale a continué d'augmenter, passant de 63 % en 1980 à un chiffre estimatif de 76 % en 1984.

Tableau 24- Algérie - Etat récapitulatif de la balance des paiements, 1980-84

(Millions de DTS)¹

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 Chiffres provisoires |
|--|--------------|--------------|-----------------------|--------------|---------------------------------|
| Exportations, f.o.b. | 10.489 | 11.972 | 12.237 | 11.920 | 12.479 |
| Dont : hydrocarbures | (10.277) | (11.734) | (12.104) ² | (11.771) | (12.290) |
| Importations, f.o.b. | -7.373 | -8.556 | -8.957 | -8.902 | -9.024 |
| Balance commerciale | <u>3.116</u> | <u>3.416</u> | <u>3.280</u> | <u>3.018</u> | <u>3.455</u> |
| Services (net) | -3.190 | -3.644 | -3.778 | -3.259 | -3.507 |
| Dont : | | | | | |
| Paiements d'intérêts au titre de la dette extérieure | (-1.192) | (-1.497) | (-1.459) | (-1.318) | (-1.471) |
| Solde des biens et services | -74 | -228 | -498 | -241 | -52 |
| Transferts (net) | 259 | 304 | 332 | 162 | 143 |
| Dont : | | | | | |
| Envois de fonds des travailleurs émigrés | (340) | (421) | (493) | (306) | (283) |
| Solde courant | <u>185</u> | <u>76</u> | <u>-166</u> | <u>-79</u> | <u>91</u> |
| Capitaux | <u>855</u> | <u>108</u> | <u>-816</u> | <u>-349</u> | <u>-471</u> |
| Investissement direct (net) | 246 | -1 | -58 | -11 | -14 |
| Emprunts extérieurs à long terme ³ | 2.383 | 2.367 | 2.162 | 2.585 | 2.947 |
| Remboursements des emprunts extérieurs à long terme | -1.911 | -2.250 | -2.740 | -3.157 | -3.240 |
| Autres mouvements de capitaux (net) ⁴ | 33 | -24 | -107 | 64 | 92 |
| Opérations en attente de règlement | 104 | 16 | -73 | 172 | -258 |
| Erreurs et omissions nettes | -9 | -8 | -15 | 10 | 19 |
| Allocations de DTS | 30 | 29 | -- | -- | -- |
| Excédent ou déficit (-) global ⁵ | <u>1.061</u> | <u>205</u> | <u>-997</u> | <u>-418</u> | <u>-361</u> |

Sources : données communiquées par les autorités algériennes et estimations des services du Fonds.

¹ Convertis sur la base des taux de change annuels moyens suivants, DA/DTS : 1980 : 4,9946; 1981 : 5,0890; 1982 : 5,0698; 1983 : 5,11923; 1984 : 5,10801.

² Comprend 255 millions de DTS de paiements rétroactifs par la France pour des achats de gaz effectués en 1980 et 1981.

³ Comprend les emprunts officiels, les crédits-fournisseurs et les crédits financiers ainsi que les emprunts à long terme effectués par les banques créatrices de monnaie.

⁴ Comprend les prêts à l'étranger, les investissements de portefeuille et autres et le capital à court terme des banques créatrices de monnaie.

⁵ Compte tenu des changements d'évaluation.

Les banques privées représentent 67 % environ de la dette extérieure décaissée. Le rôle des crédits fournisseurs a diminué, tandis que le Japon a pris la place des Etats-Unis comme principal créancier. Pour les prêts des banques privées, la France reste en tête. Les termes de la dette extérieure se sont dégradés au long de la période (voir annexe) sous l'effet du relèvement des taux et du raccourcissement de l'échéance moyenne et du différé d'amortissement (annexe).

La détérioration continue des termes de l'échange depuis 1982, et surtout leur effondrement début 1986, risquent de remettre en cause le profil futur de l'encours de la dette caractérisé par un service maximum en 1984 et une rapide décroissance du service ensuite. Si l'on exclue les engagements nouveaux de la période 1983-1986, le service de la dette (intérêts et amortissements) ne serait plus que de 1,2 milliards de dollars courant en 1989 et de 76 millions de dollars en 1994 (voir annexe). Le schéma risquerait d'être totalement modifié, le recours à l'endettement extérieur devenant inéluctable si les bas niveaux des prix des hydrocarbures persistaient durablement. Les premiers signes de retout sur les marchés financiers apparurent fin 1985 avec le prêt au crédit populaire d'Algérie de \$ 104 millions et début 1986 de \$ 300 millions *à la BCA.*

Tableau 27. Algérie - Encours de la dette publique extérieure
décaissée par catégorie de créanciers et de pays, 1980-84

(Millions de DTS, fin de période)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 Chiffres provisoire |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------------------|
| Banques privées | <u>7.392,7</u> | <u>7.479,0</u> | <u>7.105,6</u> | <u>6.969,2</u> | <u>7.341,9</u> |
| Belgique | 526,7 | 530,6 | 426,1 | 466,2 | 452,0 |
| France | 1.001,9 | 989,9 | 937,1 | 863,8 | 1.256,6 |
| Allemagne (République fédérale d') | 385,1 | 425,8 | 497,3 | 479,1 | 450,4 |
| Japon | 667,2 | 668,0 | 612,1 | 574,8 | 488,2 |
| Arabie Saoudite | 142,0 | 184,5 | 69,3 | 51,6 | 11,5 |
| Espagne | 208,5 | 744,9 | 395,8 | 138,0 | 139,3 |
| Suisse | 210,6 | 161,5 | 170,4 | 108,1 | 104,2 |
| Royaume-Uni | 385,8 | 212,4 | 713,4 | 647,5 | 548,7 |
| Etats-Unis | 816,8 | 842,1 | 805,7 | 672,9 | 589,6 |
| Prêteurs multiples | 2.325,3 | 2.205,0 | 1.690,4 | 1.440,9 | 1.517,6 |
| Autres créanciers | 722,8 | 236,4 | 888,0 | 1.526,3 | 1.763,8 |
| Crédits-fournisseurs | <u>3.177,3</u> | <u>3.294,6</u> | <u>2.974,1</u> | <u>2.664,1</u> | <u>3.297,8</u> |
| France | 405,9 | 444,8 | 234,7 | 208,6 | 180,9 |
| Allemagne (République fédérale d') | 623,4 | 510,4 | 395,4 | 294,2 | 256,6 |
| Italie | 537,3 | 760,6 | 708,7 | 650,4 | 568,6 |
| Japon | 748,6 | 856,4 | 794,2 | 784,4 | 670,6 |
| Espagne | 331,4 | 318,3 | 288,7 | 252,5 | 218,7 |
| Royaume-Uni | 132,5 | 103,3 | 76,4 | 58,7 | 42,2 |
| Autres fournisseurs | 393,2 | 300,7 | 478,0 | 415,3 | 457,8 |
| Prêts de gouvernements | <u>1.793,5</u> | <u>1.957,3</u> | <u>2.079,3</u> | <u>2.254,9</u> | <u>2.370,6</u> |
| Canada | 167,4 | 179,6 | 170,9 | 153,0 | 138,9 |
| France | 172,3 | 156,8 | 135,4 | 130,7 | 121,4 |
| Allemagne (République fédérale d') | 182,8 | 232,1 | 221,0 | 179,7 | 181,8 |
| Japon | 384,1 | 379,2 | 498,7 | 714,2 | 754,8 |
| Etats-Unis | 417,4 | 533,9 | 580,0 | 615,1 | 709,6 |
| URSS | 287,1 | 260,8 | 235,5 | 209,7 | 195,9 |
| Autres pays | 182,4 | 214,9 | 237,8 | 252,5 | 268,2 |
| Obligations | <u>244,4</u> | <u>228,5</u> | <u>183,8</u> | <u>159,2</u> | <u>129,6</u> |
| Japon | 14,1 | 13,7 | 12,7 | 11,5 | 9,8 |
| Koweït | 41,2 | 38,9 | 35,3 | 31,8 | 28,8 |
| Libye | 14,7 | 8,8 | 1,6 | — | — |
| Suisse | 17,8 | 19,1 | 18,2 | 17,5 | 18,7 |
| Prêteurs multiples | 156,7 | 148,0 | 116,0 | 98,4 | 82,3 |
| Prêts d'organisations internationales | <u>199,0</u> | <u>236,2</u> | <u>253,7</u> | <u>314,7</u> | <u>471,2</u> |
| Banque africaine de développement | 1,0 | — | — | — | — |
| Banque européenne d'investissement | — | — | — | — | 5,2 |
| BIIRD | 198,0 | 236,2 | 253,7 | 314,7 | 390,3 |
| Banque islamique de développement | — | — | — | 5,9 | 75,6 |
| Total de la dette extérieure décaissée | <u>12.806,9</u> | <u>13.195,5</u> | <u>12.598,5</u> | <u>12.362,1</u> | <u>12.721,1</u> |
| Total (y compris les montants décaissés) | <u>20.389,4</u> | <u>19.466,4</u> | <u>18.375,7</u> | <u>17.930,3</u> | <u>16.785,6</u> |

Source : BIRD, Système de notification de la dette extérieure.

A ORIENTATIONS, CARACTERISTIQUES ET NOUVELLES TENDANCES DES BRANCHES INDUSTRIELLES.

Les nouvelles orientations

L'industrialisation forcée des années 70, le gigantisme, ont laissé place - comme on l'a vu - à une nouvelle philosophie du développement dont l'éclatement des entreprises industrielles en unités plus petites plus spécialisées devrait permettre une meilleure satisfaction des besoins nationaux. L'industrie est au coeur de cette nouvelle philosophie qui se traduit par un certain nombre d'impératifs assignés au développement industriel actuel et futur. Quatre grands impératifs peuvent être ainsi relevés : la satisfaction des besoins de la population, l'intégration économique, l'emploi et l'aménagement du territoire, l'amélioration de la gestion.

a) La satisfaction des besoins de la population

Il s'agit d'améliorer la vie quotidienne des algériens. Un certain nombre de grands secteurs doivent bénéficier de cette option. Il s'agit d'industries fabriquant tous les produits nécessaires à l'existence quotidienne de chacun, ceux que l'on qualifie de "biens de grande consommation". C'est ainsi que les industries alimentaires, textiles, pharmaceutiques etc.. connaîtront un essor sans précédent, de même que celles concernant les produits d'entretien ménager et les appareils domestiques.

b) L'intégration économique

Un rôle primordial est assigné dans ce domaine au secteur industriel : réduire la dépendance à l'égard de l'extérieur. L'interdépendance entre les diverses branches de l'industrie devra être renforcée de façon à accroître les échanges intérieurs. Dans cette optique, la politique industrielle devra viser à rendre le pays autosuffisant dans certaines productions essentielles où existe un déficit important : semi-produits métallurgiques, biens d'équipement mécanique et électroniques. Si la règle est la meilleure utilisation du potentiel existant, souvent surdimensionné par rapport aux besoins et peu rentables, des exceptions sont prévues pour certains secteurs qui verront leur capacité de production croître : ce sera le cas par exemple des industries travaillant pour l'agriculture, la construction, les industries liées aux transports et les télécommunications.

Parallèlement, il est demandé aux industries d'améliorer la qualité des productions. Il s'agit dorénavant de privilégier les fabrications

à forte valeur ajoutée et donc de renforcer la production de machines-outils, de moteurs, de matériel de chaudronnerie, de mécanique lourde, de matériel hydraulique, médical et informatique etc...

c) La politique de l'emploi et l'aménagement du territoire

De plus en plus, le développement industriel du pays devra se situer dans le cadre des impératifs d'aménagement régional. Les zones de l'intérieur défavorisées - comme les hauts-plateaux - seront privilégiées. Un exemple : la construction d'un complexe de construction automobile à Tiaret. L'emploi restera une préoccupation majeure d'autant que la capacité d'absorption de l'industrie en la matière sera réduite.

d) L'amélioration de la gestion

L'industrie doit constituer le "banc d'essai" des nouvelles idées en matière de gestion : multiplication des équipes, généralisation de l'entretien et de la maintenance, mise en place des procédures de gestion normalisées notamment dans les PME, circulation accrue de l'information, allègement des procédures pour accélérer le processus de décision. Une meilleure spécialisation des unités industrielles.

e) Insertion du secteur privé

Une large place est dorénavant réservée au secteur privé national appelé à intervenir à tous les stades du développement industriel. L'importante loi 82-11 du 21 août 1982 relative à "l'investissement économique privé national" a renouvelé le cadre institutionnel de l'investissement privé : elle s'applique à tout projet d'investissement d'un montant inférieur à 30 millions de DA "initié par une ou plusieurs personnes physiques de nationalité algérienne et résidant en Algérie." (1)

L'article précise que ces "projets d'investissements s'inscrivent dans le cadre des objectifs, priorités et domaines prévus par les plans nationaux de développement." et ne concernent pas le secteur agricole ou du commerce de détail. Il lui est demandé de :

- "contribuer à l'élargissement des capacités productives nationales." article 8 al. a
- "réaliser la complémentarité du secteur socialiste par la participation aux activités de dernière transformation industrielle et par la sous-traitance." al. b
- "de participer à la réalisation de la politique de développement régional équilibré." al. c

Parmi les domaines souhaités par les planificateurs ^{al} investis

(1) Office National pour l'Orientation, le Suivi et la Coordination de l'investissement privé national : Recueil de textes : page 3 - Juin Alger.

ment du privé national en note :

- les activités liées à la réparation industrielle, la maintenance de machines outils, la PME "complémentaire ou en aval de la production spécialisée" et notamment la valorisation des matières premières d'origine agricole ou de produits destinés à la consommation des ménages, la pêche autre que hauturière, la sous-traitance, le BTP, le tourisme et l'hôtellerie (art. 11)
- Des mesures d'encouragement particulièrement favorables en matière fiscale et de crédit sont accordés au privé lorsque le projet porte sur les activités de production de biens destinés à l'exportation ou lorsque l'investisseur fait apport d'un capital en devises (art. 23)

Les caractéristiques et perspectives des branches industrielles

a) La sidérurgie

Essentiellement localisée à El Hadjar (1,2 millions de tonnes fonte /an), la production d'acier ne couvre pas les besoins nationaux. Le second complexe a donc été programmé à proximité du port de Djijel en cours d'aménagement. Le complexe de Bellara aura une capacité de 1,1 millions de tonnes et sera alimenté avec du minerai de fer en pellets importés dans une première phase. Trois laminoirs seront construits en aval sur la bande des Hauts-Plateaux qui constitueront le noyau de mini-sidérurgies consacrées aux produits finis pour l'horizon 1992-1998.

b) La construction mécanique

L'édification d'une industrie mécanique jusque là dévolue à la SONACOME est aujourd'hui le fait de plusieurs unités plus petites. Avant sa restructuration, la SONACOME contrôlait une quarantaine d'unités. La fabrication de véhicules est revenue à la SNVI qui possède plusieurs établissements. Le plus important est celui de Rouiba qui emploie plus de mille personnes qui travaillent à la fabrication des poids lourds de 3 à 35 tonnes et des autocars. Près de 70 % des composants entrant dans la fabrication proviennent de fournisseurs locaux. Quant à l'unité de carrosserie industrielle de Tiaret, elle atteint un taux d'intégration de 80 %.

Les besoins annuels en véhicules étant estimés à 100 000, l'implantation d'une industrie automobile est sérieusement envisagée. Un complexe de 45 000 véhicules/an pourrait voir le jour dans les prochaines années. L'essentiel des composants serait fabriqué sur place. Par ailleurs un complexe de véhicules industriels légers est prévu à Sétif et un second complexe de poids lourds à Tiaret. Sont toujours à l'étude les complexes de composants d'Aïn Oussera (80 000 moteurs/an) et de roues à Oued Fric. Le matériel de travaux publics est de la responsabilité de l'ENTP basée

Constantine. Plusieurs unités en relèvent : pelles, grues et compresseurs compacts près de Constantine à Ain Smara, inauguré en 1984; complexe de grues à Béjaïa et unité de bétonnières près d'Alger. L'ENFMA, responsable de la fabrication du matériel agricole, envisage l'extension de l'usine de Constantine en vue de la fabrication de 8 000 tracteurs et de moteurs/an. D'autres projets sont en cours d'étude pour le développement de filières de haute technologie : Entreprise Nationale de Production de Matériel Hydraulique (Berroughia), Entreprise Nationale de production de Machines Outils.

c) L'industrie électrique et électronique

Ce secteur relevait jusqu'à il y a peu de la seule SONELCO et relève aujourd'hui de plusieurs sociétés spécialisées. Deux entreprises ont en charge la fabrication du matériel grand public. L'ENIE (Entreprise Nationale des industries électriques) est essentiellement implantée à Sidi Bel Abbès dans l'ouest. Ce complexe inauguré en 1975 remplit une double fonction : une fonction industrielle (téléviseurs, magnétoscope, électrophones, ventilateurs) et de formation : 600 ingénieurs, 800 techniciens supérieurs et 25 000 techniciens formés depuis sa création.

L'ENIEM (Entreprise Nationale des industries de l'Electro-Ménager) fabrique les "produits blancs" : réfrigérateurs, cuisinières etc.. et tout le petit équipement ménager (fers à repasser, moulins à café, climatiseur etc..). Ces fabrications ont lieu à Tizi-Ouzou. La prochaine étape est la fabrication des machines à laver. Ces deux complexes connaîtront des développements considérables dans les prochaines années. Le Plan 1988-1989 prévoit en effet le renforcement important des capacités de production de secteurs audiovisuel et ménager. La construction électrique industrielle est le fait de l'ENPEC (Entreprise Nationale des Produits de l'Electro-Chimie). Cette entreprise fabrique déjà des accumulateurs pour autos à Alger et à Sétif. La prochaine étape est la fabrication de piles électriques grand public.

- L'ENICAB (Entreprise Nationale des Industries du Câble) gère la câblerie électrique de Biskra et envisage la fabrication de câbles téléphoniques.
- L'ENET (Entreprise Nationale des Industries Electro-techniques) produit le gros matériel pour les installations électriques. Un complexe géant est en cours d'édification depuis 6 ans à Azazga. Il s'agit de la fabrication de moteurs électriques et d'alternateurs. Le complexe, qui emploiera plus de 2 000 ouvriers est réalisé avec la coopération technique de la firme allemande DIAG.

- L'ENTD (Entreprise Nationale des Télécommunications) produit le réseau téléphonique de transmission dans le complexe géant de Tlemcen qui a été construit avec l'aide technique d'ITT Espagne.

d) La transformation des hydrocarbures

Deux axes majeurs ont caractérisé les efforts déployés dans ce secteur : la liquéfaction du gaz naturel et le raffinage.

la liquéfaction du gaz naturel

Destinée à l'exportation, la production a exigé des investissements considérables. Deux complexes ont été édifiés : le premier à Azzew qui se compose de 3 unités et le second à Skikda dont la mise en service a commencé en 1972 et s'est achevée en 1981. Sa capacité est de 10 milliards de m³ et le premier de 28 milliards de m³. Tous les projets de cette dimension ont été annulés en raison du refus récent du gigantisme et de l'effort tenté en matière gazière.

le raffinage

Plus de la moitié de la production de pétrole brut algérien est aujourd'hui raffinée. De 2,6 millions de tonnes en 1980, la production de carburant a connu une progression rapide avec 19 millions de tonnes en 1984 et avoisinera 18 millions en 1990. Il y a là un problème de balance dans la mesure où l'absorption nationale réduit inexorablement - à l'exception de substitution du gaz au pétrole - l'offre d'exportables.

e) L'industrie chimique et dérivés et l'industrie pharmaceutique

La production chimique connaît une certaine diversification, trois fois dépendante de la SNIC (Société Nationale des Industries Chimiques). L'industrie chimique relève aujourd'hui de plusieurs sociétés et la liste - l'ENAD (détergents) trois complexes sont en cours d'édification pour une production annuelle minima de 200 000 tonnes avec la collaboration du groupe italien Ital-Impianti.

- L'ENAP (verniss et peintures) : cette société emploie près de 1 000 personnes et possède 4 usines : Oran et Chéraga (peinture pour le bâtiment) ; Alger (peintures celluloriques) ; Lqhdania (peintures synthétiques). Deux unités de peinture vont prochainement entrer en service couvrant la totalité de la demande locale.

L'industrie pharmaceutique, malgré des besoins considérables en matière de santé, reste l'un des talons d'Achille de l'industrie Algérienne. Elle compte encore que trois unités ne couvrant que 15 % du marché national de

cialités. Pharmal : cette unité développe 80 types de produits sous diverses présentations. Bistic : cette unité fabrique près de 65 produits injectables à El Harrach. Il faut ajouter à cela le nouvel Institut Pasteur d'Alger et le complexe - en construction - d'antibiotiques de Médéa avec licences En Squibb (U.S.A) et S.A.S. (Italie). Deux autres unités sont prévues à Rouiba et à Azazga. Le Plan 1988-1989 assigne au secteur pharmaceutique un taux d'autosuffisance de 50 %.

4) L'industrie des matériaux de construction

Cette branche présente un intérêt majeur compte tenu des nouveaux objectifs assignés depuis 1980 au développement et notamment au secteur des B.T.P., de l'habitat et de l'hydraulique. Deux millions de logements manquent aujourd'hui en Algérie, surtout dans les grandes villes. La S.N.M.C. qui contrôlait les activités de la branche a été scindée en plusieurs entreprises décentralisées.

La production de ciment est aujourd'hui le fait de 4 entreprises disposant de 10 cimenteries, la dernière en date étant celle de Sour-el-Ghoslane. La production tourne autour de 5 millions de tonnes pour une capacité théorique de 10 millions de tonnes : c'est dire qu'elles ne fonctionnent pas à pleine capacité alors que les besoins sont supérieurs à 8 millions de tonnes. De ce fait, les importations de ciment représentent en moyenne 3 millions de tonnes.

A ces difficultés s'ajoutent les ruptures d'approvisionnement et aux insuffisances des moyens de transport. Le Plan a pour objectif dans ce domaine de renforcer l'utilisation des capacités existantes pour assurer l'autonomie du pays en ciment. Une cimenterie de 1 million de tonnes est en cours de construction près de Batna avec l'aide de la firme danoise Smidth.

Les entreprises cimentières fabriquent en outre du plâtre : 150 000 t en 1984 et de la chaux. La production de briques et tuiles : 1,5 millions de t/an - provient des 3 entreprises de produits rouges de l'ouest, du centre et de l'est :

La production de carrelages et de céramiques - 2 millions de mètres carrés de sol et 1 million d'articles sanitaires par an est assurée dans trois usines de céramique sanitaire et trois de carrelage gérées par deux entreprises : E.C.E. (entreprise céramique de l'Est) et E.C.O. (entreprise céramique de l'ouest). on note un rôle croissant du secteur privé dans ce secteur. Les Industries de transformation du bois - outre les entreprises

individuelles sont réparties entre quatre entreprises :

- L'Entreprise Nationale des Lièges implantée à Jijel (E.N.L.).
- L'Entreprise Nationale de Menuiserie Générale et de Préfabriqué (ENMG)
- L'Entreprise Nationale d'Ameublement et de transformation du Bois.
- L'Entreprise Nationale d'articles de quincaillerie et de serrurerie (ENACS) basée à Guelma.

A noter le rôle majeur du secteur privé dans le travail du bois avec la couverture des trois-quarts des besoins nationaux. L'industrie du verre (ENAVA) basée à Oran dispose de 3 unités (verre creux et verre plat) et se lance aujourd'hui dans des fabrications de haute technologie (verre de sécurité).

Enfin, il faut mentionner la Société Nationale des Industries de la Cellulose (SONIC) qui traite notamment l'alfa pour la production de papier.

L'industrie des plastiques, en forte expansion avec une capacité sextuplée par rapport à 1973, avec 220 000 t de produits finis an. joue un rôle croissant. Dans cette branche prédomine le secteur privé. Le secteur public est essentiellement représenté par l'ENPT (Entreprise Nationale des Plastiques et Caoutchoucs) issue de l'ancienne SONATRACH. Dix-huit usines en dépendent dont la production est réalisée à 40 % dans l'Algérie. Près de 100 articles sont produits, destinés à l'habitat, à l'agriculture (tuyaux d'irrigation, films de protection) et à l'emballage. L'industrie privée des plastiques (90 000 t de capacité contre 130 000 pour le public) est beaucoup plus déconcentrée avec 400 unités environ orientées vers les articles ménagers et l'emballage. Les perspectives d'expansion de cette branches sont considérables. La consommation moyenne de plastique en Algérie, n'est que de 7 Kg par habitant contre 100 Kg dans certains pays d'Europe. Ce développement sera en outre stimulé par l'accent mis sur l'habitat (peintures, vitres), la consommation des ménages (détergents, produits pharmaceutiques) et les transports.

4) Les industries alimentaires

La minoterie et la semoulerie sont les deux branches les plus portantes dans la mesure où le couscous est le plat national. La S.N. SEMPAO qui gérait la branche ainsi que la biscuiterie a éclaté en cinq entreprises régionales : les entreprises régionales des industries alimentaires céréalières et dérivés (ERIAO). Cette société regroupe les entreprises de minoterie et de semoulerie. Leur siège est à Sidi Bou Abbès. La branche représente une centaine d'unités dont les 2/3 sont des semouleries. Une autre société du secteur alimentaire, la SOFEDIA a ainsi été élargie :

- L'ENAJUS qui contrôle le secteur des jus de fruits et des conserves dans une douzaine d'usines.
- L'ENOG (corps gras). Elle dispose d'une dizaine d'unités : huileries - raffineries et savonneries.
- L'ENASUPE qui produit plus de 100 000 t/an de sucre de betterave dans quatre unités.

Quant à la production de boissons, eaux minérales et sodas, elle implique fortement le secteur privé et produit 3 millions d'hectolitres, production insuffisante face aux besoins.

D'importantes extensions affecteront les productions suivantes : trituration des céréales, couscous, graines végétales, embouteillage d'eaux minérales. En revanche une meilleure utilisation du potentiel existant est demandée aux industries du sucre, des huiles et des conserves ainsi qu'à l'amélioration de la qualité.

B/ Les industries du textile et du cuir

Limitée à l'indépendance, l'industrie textile est aujourd'hui une branche très diversifiée et totalement intégrée : filature, tissage, confection. Plus de 40 000 personnes travaillent dans une soixantaine d'unités. La SONITEX -jadis seule tutelle- a été découpée en sept nouvelles entités spécialisées. La COTITEX recouvre l'industrie cotonnière publique. Ses onze usines devraient en 1988 produire 105 millions de mètres de tissu contre 76 millions en 1984. Les unités sont dans le Nord sauf une des dernières récemment mise en service à Laghouat. L'industrie lainière est aujourd'hui du domaine de l'ELATEX basée à Tebessa, l'essentiel de sa production est celle des couvertures : 1,35 millions d'unités en 1988. Une troisième société INDITEX couvre tout le secteur des fibres et tissus industriels : toiles industrielles, sacs, cordes, filets, bâches, dans ses neuf usines.

La confection et la bonneterie sont gérées par l'ENOTEX, basée à Bejaïa qui réalise un tiers de la production nationale contre 1/3 au secteur privé. La confection algérienne subit la très vive concurrence de l'étranger et notamment des productions importées par les émigrés plus en accord avec les goûts de la clientèle. Au cours du plan, un programme est en voie d'être mis sur pied dans le domaine du textile :

- accroissement de la production dans les domaines de la confection, de la bonneterie et des couvertures.
- amélioration de la qualité des produits.
- mise en place de capacités de production de produits nouveaux comme par exemple le tissu éponge.

Le secteur privé est appelé à jouer un grand rôle dans ce programme.

Dans le domaine du cuir et de la chaussure, on trouve deux activités issues de la SONIFEU (industrie des peaux et cuirs). La transformation des peaux et cuirs est le domaine de l'ENIFEU qui collecte et transforme les peaux dans trois tanneries et deux mégisseries. Le secteur public est responsable de 85 % de la transformation. Une unité de cuir synthétique est prévue à Sétif. L'EMAO (manufacture de chaussure et de maroquinerie) contrôle la chaussure et la maroquinerie. Elle dispose de dix usines de chaussures et de deux maroquineries : l'EMAO ne contrôle que le tiers de la production nationale : 50 millions de paires de chaussures et 1 milliard d'articles de maroquinerie.

9) Les infrastructures

Leur développement doit permettre de réduire les goulets qui handicapent la production. Ainsi dans le domaine de l'électricité où la consommation a triplé en dix ans (6 milliards de KWh en 1984), l'objectif pour 1989 est l'obtention d'un taux d'électrification supérieur à 95 %. Parmi les centrales en cours de construction, citons les centrales à gaz de Ras Djinet et celle de Jijel.

Dans le domaine de l'hydraulique, un double impératif (alimentation en eau des villes et mise en valeur des terres agricoles), impose la priorité des priorités : dix-sept barrages sont lancés au cours du plan et la création de périmètres hydro-agricoles accélérée pour 60 000 hectares supplémentaires. Pour la distribution d'eau, citons le projet du grand Aqueduc d'un montant de près de \$ 800 millions dont l'achèvement interviendra en 1989. Un projet similaire mais plus réduit est prévu également pour Constantine et pour Oran.

Dans le domaine des transports et des télécommunications, il s'agit de mettre fin aux encombrements des aéroports et des embouteillages, aux difficultés du téléphone, bref à toutes les difficultés quotidiennes rencontrées par l'usager. Pour les chemins de fer, c'est la construction de la rocade est-ouest des plateaux et le désenclavement du port de Djéjela avec la perspective du complexe sidérurgique de Bellara réalisée avec la nouvelle voie Fandane-Djanel. Une nouvelle ligne, en construction, dans le secteur d'Annaba doit permettre l'approvisionnement du complexe sidérurgique d'El Hadjar à partir du minerai de fer de Bouk Ahras. Dans le domaine des transports aériens, alors que s'achève la refonte de l'aéroport d'Algère, plusieurs autres aéroports seront modernisés : Adjaïa, Batna, Sétif, Biskra, El Oulea et Tiziouen. Dans le domaine du transport maritime, le plan 85-89 affecté DA 15 milliards pour la modernisation des ports d'Annaba,

Skikda, Arzew, Béjaïa, Djigel, Alger, Mostaganem et Oran.

Les télécommunications - dont le retard est important - bénéficient de \$ 2 milliards d'investissement. Beaucoup d'agglomérations de plus de 2 000 habitants ne sont pas desservies, tandis que la densité téléphonique est très insuffisante : 2 lignes pour cent habitants dans les zones urbaines et 1,4 en moyenne dans le reste du pays. Seuls une cinquantaine de centraux sont automatiques d'où la mauvaise qualité du service téléphonique : 500 000 lignes nouvelles devront être mises en service d'ici 1989 soit un doublement par rapport à la situation actuelle. Un parc de millions de lignes est prévu pour l'an 2000, ce qui exige que soit totalement repensé le système de transmission et de commutation. Un vaste programme de commutation électronique est en cours d'installation à Alger comptant 170 000 abonnés. La priorité accordée au téléphone de nuit contribue à l'avenir l'industrie des biens d'équipement téléphoniques dont le complexe de Tlemcen est la base.

La caractéristique essentielle de l'industrie depuis 1970 est l'éclatement des grosses sociétés nationales pour "produire plus et mieux", l'objectif final étant "l'équilibre des charges", le "développement des bénéfiques" et la spécialisation accrue.

Le plus beau fleuron aujourd'hui est constitué par l'ensemble d'entreprises de la SONAPEK (minier) à celles de la SONALFA (chimie) à la SONACOME (mécanique) à la SONELCO (équipements électriques) et à la SN Métal (constructions métalliques). Les difficultés rencontrées par les industries légères, faiblement compétitives par rapport au secteur privé et aux produits d'importation. Les réajustements intervenus sont-ils en mesure de corriger la situation existante au début des années 80 ? Le secteur industriel est-il en mesure de répondre aux défis internes : satisfactions des besoins liés à la consommation et à l'investissement et aux défis externes, chute de la capacité d'importation et promotion des exportations de produits manufacturés ?

Poser ces questions c'est s'interroger sur :

- les chances d'intégration du complexe industriel et donc de réduction des importations - lourdes - de biens d'équipements et de produits semi-finis.
- les possibilités de lancer les industries complexes compte tenu de la relative faiblesse du marché intérieur et de l'absence de présence commerciale du pays à l'étranger et du retard accumulé en matière de recherche.
- les conséquences pour les industries algériennes de l'élargissement de la communauté économique européenne, principal marché du monde.
- les marchés potentiels possibles
- les handicaps de divers nature qui freinent - quand ils n'interdisent

pas - le redéploiement industriel algérien sur l'étranger - dévaluation de la monnaie, qualité des produits sans rapport avec les produits étrangers etc...

- Perspectives du secteur industriel

Les analyses précédentes mettent en évidence les faits suivants :

- le noyau lourd : sidérurgie - transformation des métaux - chimie restent un objectif prioritaire.

- les hydrocarbures et notamment les axes traditionnels de développement raffinage et liquéfaction du gaz, ne connaissent plus de développements importants si l'on excepte les dépenses de prospection et de transport.

- les industries destinées à la satisfaction des besoins quotidiens constituent un axe d'action prioritaire : alimentation, textile, produits pharmaceutiques etc..

- les goulets d'étranglement traditionnels : agriculture, habitat, électricité, transports, télécommunications etc.. deviennent eux aussi des axes d'action prioritaires. Cette action intervient alors que l'environnement extérieur se caractérise par :

- la détérioration brutale des termes de l'échange traditionnels du pays, qui risque de compromettre au moins partiellement la réalisation du plan actuel.

- l'élargissement de la CEE vers le sud, ce qui pose de façon différente le problème ajourné jusqu'ici de l'insertion extérieure de l'économie algérienne mode de spécialisation dans la division internationale du travail. Parallèlement au plan interne, les contraintes restent fortes, les problèmes ne s'accroissent pas.

- poursuite de la croissance démographique avec 800 000 naissances/an. alors que l'embauche est arrêtée dans la fonction publique et que cette dernière et les entreprises "dégraissent".

- progression des importations de produits alimentaires (près de 50 % de importations en 1984)

- incompressibilité du poste "approvisionnement industrielle" (10 milliards de DA en 1984 soit 35,7 % des importations totales) soit pénurie de chute du taux d'activité et donc d'accroissement du chômage : les importations de machines et biens d'équipement et de matériel de transport constituent un autre poste relativement incompressible des importations.

- dépendance du pays envers les importations de biens manufacturés (soit 3,2 milliards en 1984 soit 8 % du total)

Ces chiffres sont en deçà des besoins réels car il faut tenir

postations "administratives" donc arbitrées à un moment où l'investissement industriel est en fort ralentissement et notamment les projets à forte composante devises. Le collectif budgétaire 1986 a par exemple ajourné projets à concours extérieurs.

- "les gisements" de production supplémentaires ne résident pas forcément dans les secteurs stratégiques pour l'investissement : sidérurgie, mécanique, équipement de transport à l'exception du ciment. Il y a en fait une surabondance de produits en provenance de la plupart des branches dynamiques.

- Des pans entiers de la consommation nationale sont totalement importés de l'étranger : machines outils complexes, matériel informatique, biens d'équipement complexes de télécommunication, matériel médical et chirurgical, navires, avions, équipement électrique et informatique, mécanique de précision etc..

- L'industrie des biens de consommation durable reste peu développée.

Les excédents de production par rapport à la consommation réelle se trouvent le plus souvent dans certaines industries traditionnelles, telle que le textile par exemple et sont le plus souvent dus au décalage entre les goûts du client et le produit lui-même. "L'excédent" est ici illusoire car la surproduction est palliée en fait à la demande contenue.

- Les difficultés rencontrées pour la production nationale à suivre la demande se retrouvent au niveau des exportations massivement concentrées autour des hydrocarbures : l'Algérie n'a exporté, en 1984 que pour 1,1 milliards de DA de biens industriels (1,9 % des exportations totales) et 0,1 milliards de produits alimentaires.

- le taux de change, fortement surévalué, encourage les importations et décourage la valorisation à l'étranger des ressources nationales. Le décalage entre les prix relatifs internes et externes est tel qu'il fausse tous les calculs économiques dans une économie qui reste l'une des plus couvertes dans le monde.

- En réduction continue depuis 1980, l'encours de la dette extérieure augmente de nouveau depuis 1985 : 19 milliards de dollars en 1985 contre 17 milliards en 1984. Ce qui introduit un élément supplémentaire de rigidité dans une structure d'importation déjà rigide.

IX Le dilemme algérien : passer d'une croissance extensive à une croissance intensive.

Dans ces conditions le salut ne peut venir que des actions suivantes :

- approfondissement de la substitution d'importation dans les industries

de biens intermédiaires et dans les biens de consommation durables et dans les matériaux de construction.

- le développement des industries de biens capitaux en liaison avec des actions prioritaires dans les domaines de la recherche et de la création technologique. Cette action nécessite cependant la réalisation d'un certain nombre de conditions préalables : un meilleur accent sur la qualité de l'enseignement supérieur et sur la formation technique et professionnelle.

- une vision prospective du mode d'insertion de l'Algérie dans l'économie mondiale en liaison avec l'identification des avantages comparatifs dynamiques du pays dans le domaine industriel. Ceci va de pair avec la définition de politiques de prix, de salaires, de change et de protection différentielles.

- l'accès permanent aux flux d'innovation technologique dans le monde, d'une plus grande ouverture et un réajustement des rapports avec les sources de l'innovation technologique et des innovations commerciales.

- le marché algérien est trop limité pour soutenir l'installation de toutes les gammes de biens capitaux. La concertation Maghrébine et notamment avec le Maroc, est dans ce contexte un élément capital.

L'analyse des données des deux pays souligne les fortes complémentarités existant entre eux. D'un côté, une capacité énergétique et industrielle certaine, de l'autre une puissante filière agro-alimentaire.

La valorisation de ces complémentarités permettrait aux deux pays d'importantes économies en devises, sans parler de l'impact positif en Algérie du potentiel de main d'oeuvre marocaine. Les études menées dans certaines industries soulignent le rôle crucial de la pénurie de main d'oeuvre dans les retards accumulés dans les réalisations de projets.

La zone Maghrébine ne pouvant suffire, l'Algérie devra renforcer la coopération dans ce domaine avec les pays méditerranéens voisins - par ailleurs ses clients pour le gaz. Ceci est manifeste avec l'Italie (premier client en 1985). L'Espagne, la Grèce, la Turquie et le Portugal : une véritable coopération intraindustrielle se substituant au schéma des spécialisations primaires traditionnelles peut ainsi voir le jour :

- l'intégration du complexe industriel est rendue encore plus urgente par les perspectives défavorables à court et moyen terme de la capacité d'importation. Or la mise en place des segments manquants complexes et de haute technologie débouche sur un renforcement de "l'intensité d'importation" le jeu de la demande dérivée et donc un accroissement important des importations dans une situation externe difficile. L'intensification du processus industriel - et l'extension notamment des biens capitaux - quelque coûteuse soit-elle en éléments importés est la seule stratégie permettant

surmonter les barrières de la capacité d'importation. Un accent trop fort sur les industries de biens de consommation durable risquerait de distorsionner le processus d'industrialisation et de renforcer à terme la vulnérabilité externe du pays comme certaines expériences latino-américaines l'ont montré. L'installation d'un complexe de véhicules particuliers d'une capacité de 100 000 voitures, au peut être un choix discutable compte tenu de l'ampleur des économies d'échelle dans ce secteur et de la forte concurrence mondiale sur ce marché. Les efforts devraient plus porter sur la remontée de la filière pétrochimique, limitée encore aux produits de la première génération et sur les branches suivantes : chimie fine, industrie pharmaceutique, électrochimie, informatique, matériel de transport et de télécommunications et machines outils.

L'industrie des biens de consommation non durables souffre de insuffisances de la production agricole, de ses irrégularités et de son caractère saisonnier : de nombreuses unités industrielles pâtissent souvent de cette situation en raison des ruptures d'approvisionnement et doivent fermer leurs portes une bonne partie de l'année. L'exemple du concentré de tomate est trop connu pour que l'on s'y arrête. Le consommateur frustré n'apprécie guère ce type de situations qui concerne également d'autres produits : eaux minérales, sodas, fromage etc... Des obstacles au niveau agricole peuvent être surmontés pour peu que les facilités nombreuses offertes par l'industrie (matériel, pesticides, engrais, eau etc...) soient rationnellement et systématiquement appliqués.

Sur un plan global, l'économie algérienne est confrontée à un formidable défi : passer d'une croissance extensive fondée sur la rente pétrolière à une croissance intensive fondée sur les qualifications, le dynamisme technologique, la créativité et le risque. D'où le problème posé de l'articulation entre le secteur public et le secteur privé, d'où également le problème du redéploiement et de la réallocation des ressources nationales au plan interne et externe qui implique la fin de "l'insularité" artificielle de la croissance extensive.

- l'expansion des exportations de produits manufacturés est d'ores et déjà présenté à Alger comme un impératif majeur. Ces deux dernières années ont vu l'expansion systématique du système dit du "contre commerce" : échange de produits contre autres produits. Ainsi en fut-il des contrats de construction de logements passés avec la Grèce en contreparties de fourniture de pétrole. Ceci n'est cependant pas suffisant et l'Algérie - qui est présente de façon écrasante sur les marchés de la CEE doit définir une stratégie d'implantation à long terme sur ces marchés et inventorier les lignes de produits susceptibles d'y être écoulés. Les produits de pointe de la pé-

troussière pourraient être un axe majeur d'action.

Confronté à une rapide réduction de l'offre d'exportables de pétrole brut, à une forte concurrence pour son gaz sur les marchés européen et américains (voir le problème posé par la signature récente du "contrat du siècle" entre G.D.F. en France et la Norvège pour le gaz de Troll) et à des contraintes d'importations importantes tant pour l'investissement interne que pour la consommation. L'Algérie doit rapidement valoriser à l'extérieur certaines de ses productions. Les subventions à l'exportation prévues ne suffiront pas à assurer le redéploiement compte tenu des restrictions budgétaires à prévoir. C'est donc par le biais de l'ajustement du taux de change, du renforcement de la qualité et d'une meilleure maîtrise des coûts intérieurs que se fera le redéploiement. Dans un pays où plus de la moitié de la population vit dans les villes, une telle politique aura portera d'importantes conséquences économiques et sociales : renchérissement du coût de la vie dans les villes (par exemple, niveau de l'énergie et ...

Si donc l'industrialisation est bien un des axes majeurs de transformation de l'économie algérienne, son profil futur n'est pas indépendant des contraintes et des perspectives d'évolution de cette dernière.

B I B L I O G R A P H I E

A.B.E.D.

Evolution et perspectives de l'Algérie Tomes
1 et 2 - Juin 1983, Paris

A. SIF AHMED

Développement sans croissance : l'expé-
rience des économies pétrolières. PUBLISUD
1983, Paris. *note n° : article :*
Critiques de l'économie politique - n°25
Sept.-Dec. 1983 pp 63-97

Office National pour l'Orientation
le suivi, et la coordination de
de l'investissement privé nation-
nal.

Recueil de textes relatifs à l'investissement
privé national. Alger, Juin 1984

M. ABDEL CHAHIA (coordonnateur et
autres

Algérie : publications économiques interna-
tionales - Groupe Expansion.- 1985. Paris.

Banque Mondiale

Algeria : the five year development plan and
the medium term prospects for 1980-1984.
Vol. I et vol.II - Juin 1982

I.N.E.A.F.

Actualité du secteur privé industriel : essa
d'actualisation 1969-1979. Juin 1980, Alger.

"La production industrielle"

Statistiques - Office National des Statisti-
ques - Juillet - Septembre 1984 - 1985, Alger
p.24 à 38

Ministère de la planification et
de l'aménagement du territoire

Rapport sur l'exécution du plan quinquennal
1980-1984 - Juillet 1985, Alger
Deuxième plan quinquennal 1985-1989. Rappor
général. Janvier 1985

UNIDO

Problems of economic development and indus-
trialization in Algeria. 29 juin 1984

Fonds Monétaire International

Algérie : évolution récente de l'économie.
12 juillet 1985

M. OUBABAH

Les transformations économiques de l'Algérie au 20^e anniversaire de l'indépendance. PUBLISUD, Paris, 1982

A. SID AHMED

"Pétrole et développement : le cas algérien" The Maghreb Review - May-August 1982 - vol. 7 n°3 et 4 pages 49 à 62- Londres.

John H. NELLIS

"A comparative assessment of the development performances of Algeria and Tunisia." The Middle East Journal vol. 37 n°3, summer 1983 p. 370-391

Annuaire statistique de l'Algérie. Inventaire
numéros 1980 à 1984

Lois de finance : 1980-1986

H. TEMMAR

Stratégie de développement indépendante : le cas de l'Algérie. PUBLISUD - 1984, Paris.

M. CHATELUS - Y. SCHEMELI

Rapport sur les politiques industrielles et les problèmes de politiques industrielles dans les pays arabes. 112 pages. Université de Grenoble - Paris, 1986

Ministère des Finances et Ministères du Plan.

Documents internes 1985-1986. Analyses prospectives

L I S T E D E S A N N E X E S

- Evolution des agrégats des comptes nationaux 1980-1984
- Origine et emploi des ressources aux prix courants 1980-1984
- Ventilation sectorielle des dépenses du budget d'équipement 1980-1984
- Investissements des entreprises publiques dans les industries légères et autres projets industriels 1980-1984
- Investissements des entreprises publiques dans les industries lourdes 1980-1984
- Structure et validité des nouveaux engagements de crédit 1980-1984
- Production, exportation et consommation de produits pétroliers bruts et raffinés 1980-1984
- Production, exportation et consommation des principales cultures 1980-1984 ; 1983-1984
- Valeur et volume des principales entrées importées 1980-1984
- Les principaux contrats gazières
- Evolution de la production agricole entre 1983-1984 et 1984-1985
- Progression et répartition de la population active 1984-1985
- Paiements au titre du service de la dette 1975-1999

. Algérie - Evolution des agrégats des
comptes nationaux, 1980-84

(Pourcentage du PIB aux prix courants)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------------|
| Hydrocarbures | <u>31,4</u> | <u>30,8</u> | <u>29,0</u> | <u>26,5</u> | <u>25,0</u> |
| Autres secteurs | <u>56,8</u> | <u>57,5</u> | <u>58,3</u> | <u>60,6</u> | <u>62,4</u> |
| Agriculture | 7,9 | 8,5 | 7,7 | 7,2 | 7,3 |
| Industries extractives | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |) |
| Autres secteurs de l'énergie et secteur hydraulique | 0,8 | 0,8 | 0,9 | 0,9 |) 11,5 |
| Industries manufacturières | 8,6 | 8,6 | 8,9 | 9,7 |) |
| Bâtiment et travaux publics | 12,4 | 11,9 | 12,7 | 13,2 | 14,3 |
| Transports, commerce et services | 20,0 | 19,5 | 20,1 | 20,9 | 20,9 |
| Droits et taxes à l'importation | 6,6 | 7,8 | 7,5 | 8,3 | 8,5 |
| Production intérieure brute | <u>88,2</u> | <u>88,3</u> | <u>87,3</u> | <u>87,1</u> | <u>87,5</u> |
| Services des administrations publiques | <u>11,8</u> | <u>11,7</u> | <u>12,7</u> | <u>12,9</u> | <u>12,5</u> ¹ |
| Produit intérieur brut | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> |
| Dont : produit hors hydrocarbures | 68,6 | 69,2 | 71,0 | 73,5 | 75,0 |
| Dépense intérieure brute | <u>95,7</u> | <u>96,0</u> | <u>98,0</u> | <u>97,7</u> | <u>97,1</u> |
| Consommation | <u>56,7</u> | <u>59,1</u> | <u>61,0</u> | <u>60,0</u> | <u>59,8</u> ¹ |
| Privée | (42,9) | (45,3) | (46,3) | (45,1) | (44,6) |
| Publique | (13,8) | (13,8) | (14,8) | (14,9) | (15,2) |
| Investissement brut, dont : | 39,0 | 37,0 | 36,9 | 37,6 | 37,3 |
| Formation brute de capital fixe | (33,7) | (32,9) | (34,1) | (34,4) | (34,7) |
| Epargne intérieure brute | <u>43,3</u> | <u>40,9</u> | <u>39,0</u> | <u>40,0</u> | <u>40,2</u> |
| Déficit de ressources | <u>4,3</u> | <u>4,0</u> | <u>2,7</u> | <u>2,3</u> | <u>2,9</u> |
| Exportations de biens et de services autres que ceux des facteurs | 34,8 | 35,0 | 31,0 | 28,4 | 27,0 |
| Importations de biens et de services autres que ceux des facteurs | 30,5 | 31,0 | 29,0 | 26,1 | 24,1 |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

¹ Estimations des services du Fonds.

(Millions de dinars)

| | 1979 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|--|------------|------------|------------|-------------|-------------|
| Hydrocarbures | 51.191,1 | 59.162,8 | 60.630,7 | 61.670,3 | 64.500,0 |
| Autres secteurs | 92.512,3 | 110.750,9 | 121.641,9 | 140.539,7 | 160.900,0 |
| Agriculture | 12.973,3 | 16.253,2 | 16.107,1 | 16.607,6 | 18.700,0 |
| Industries extractives | 780,7 | 773,1 | 838,0 | 886,5 | (...) |
| Autres secteurs de l'énergie et secteur hydraulique | 1.252,7 | 1.568,0 | 1.951,0 | 2.073,9 | 29.700,0 |
| Industries manufacturières | 11.980,7 | 16.417,0 | 18.598,8 | 22.505,0 | (...) |
| Industries alimentaires | (3.706,4) | (4.241,4) | (4.851,5) | (5.055,5) | (...) |
| Siderurgie, métallurgie, constructions mécaniques et électriques | (3.789,9) | (4.613,2) | (5.302,4) | (7.094,2) | (...) |
| Produits chimiques | (973,9) | (1.070,3) | (1.186,8) | (1.522,7) | (...) |
| Textiles, cuir et peaux | (2.558,5) | (3.196,6) | (3.516,8) | (3.643,4) | (...) |
| Matériaux de construction | (1.540,2) | (1.600,1) | (1.607,9) | (2.168,6) | (...) |
| Bois, papier et produits dérivés | (1.161,1) | (1.182,9) | (1.806,8) | (2.007,4) | (...) |
| Autres industries | (289,2) | (112,5) | (326,6) | (413,2) | (...) |
| Bâtiment et travaux publics | 20.197,5 | 22.805,0 | 26.431,7 | 30.577,1 | 36.800,0 |
| Transports, commerce et services | 32.601,0 | 37.502,0 | 42.060,1 | 48.546,1 | 53.800,0 |
| Diverts et taxes à l'importation | 10.816,4 | 14.952,6 | 15.654,4 | 19.343,3 | 21.900,0 |
| Production intérieure brute | 193.703,6 | 169.413,7 | 182.772,6 | 202.010,0 | 225.400,0 |
| Services des administrations publiques | 19.161,9 | 22.433,3 | 26.475,7 | 29.935,0 | 32.300,0 |
| Produit intérieur brut (PIB) | 162.867,5 | 191.867,0 | 208.767,8 | 211.955,0 | 252.700,0 |
| Dépense intérieure brute | 155.878,7 | 186.277,5 | 206.515,1 | 226.698,0 | 250.200,0 |
| Consommation | 92.366,7 | 111.900,8 | 127.390,4 | 139.136,4 | 154.000,0 |
| - Privée | (69.861,6) | (86.919,6) | (96.581,2) | (104.665,9) | (114.900,0) |
| - Publique | (22.505,1) | (24.981,2) | (30.809,2) | (34.468,5) | (39.100,0) |
| Formation brute de capital fixe | 56.880,8 | 63.063,9 | 71.269,9 | 79.263,6 | 89.500,0 |
| Variations des stocks | 8.631,7 | 7.290,8 | 5.854,8 | 7.500,0 | 6.700,0 |
| Épargne intérieure brute | 20.500,8 | 28.456,2 | 31.357,4 | 32.810,6 | 37.700,0 |
| Déficit de ressources (excédent) | 6.988,5 | 7.620,5 | 4.222,7 | 5.467,0 | 7.500,0 |
| Exportations de biens et services autres que ceux des facteurs | 56.667,7 | 67.130,9 | 64.743,1 | 65.886,8 | 69.500,0 |
| Importations de biens et services autres que ceux des facteurs | 49.658,9 | 59.510,4 | 60.510,4 | 60.419,8 | 62.000,0 |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

1. Estimations officielles pour la plupart des postes. L'exception principale concerne les services des administrations publiques, dans le PIB.

Algérie - Ventilation sectorielle des dépenses du budget d'équipement 1980-84

| | 1980 | | | | | 1984 | | | | |
|--|----------------------|--------|--------|--------|------------|---------------------------|-------|-------|------------|-------|
| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | Prévisions | 1981 | 1982 | 1983 | Prévisions | 1984 |
| | (Millions de dinars) | | | | | (En pourcentage du total) | | | | |
| Agriculture et pêche | 1.082 | 1.225 | 1.820 | 1.960 | 2.216 | 6,1 | 5,6 | 5,7 | 4,8 | 5,0 |
| Irrigation et ouvrages hydrauliques | 1.619 | 2.110 | 3.006 | 3.501 | 4.229 | 9,1 | 9,3 | 9,6 | 8,5 | 9,6 |
| Industrie et énergie | 551 | 579 | 322 | 1.518 | 610 | 3,1 | 2,5 | 1,0 | 3,7 | 1,4 |
| Tourisme | 58 | 125 | 76 | 188 | 66 | 0,4 | 0,5 | 0,2 | 0,5 | 0,2 |
| Infrastructure économique | 1.939 | 2.162 | 3.976 | 6.158 | 6.762 | 10,9 | 9,4 | 12,4 | 14,9 | 15,4 |
| Logement | 1.715 | 1.915 | 2.344 | 2.607 | 2.603 | 9,6 | 8,4 | 7,3 | 6,3 | 5,9 |
| Enseignement et formation professionnelle | 4.220 | 4.980 | 6.058 | 7.542 | 7.794 | 23,6 | 21,7 | 18,9 | 18,3 | 17,7 |
| Equipements collectifs et services sociaux | 912 | 1.403 | 3.452 | 4.062 | 4.589 | 5,1 | 6,1 | 10,7 | 9,8 | 10,4 |
| Administration | 754 | 685 | 1.005 | 1.210 | 1.741 | 4,2 | 3,0 | 3,1 | 3,0 | 4,0 |
| Urbanisme | 3.120 | 3.953 | 6.270 | 6.470 | 6.923 | 17,5 | 17,2 | 19,5 | 15,7 | 15,8 |
| Programmes spéciaux | 697 | 1.123 | 1.563 | 2.077 | 2.264 | 5,0 | 4,9 | 4,9 | 5,0 | 5,2 |
| Restructuration des entreprises publiques ² | | | | 2.505 | 3.143 | | | | 6,1 | 7,2 |
| Montants non classés ³ | 967 | 2.626 | 2.205 | 1.419 | 1.001 | 5,4 | 11,4 | 6,9 | 3,4 | 2,2 |
| Total | 17.846 | 22.956 | 32.097 | 41.252 | 43.911 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Variations en pourcentage | 29,1 | 48,6 | 39,8 | 28,5 | 6,5 | | | | | |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

1 Sur la base de l'exercice.

2 Y compris les apports de capitaux propres destinés aux entreprises nouvelles et à la restructuration financière des entreprises publiques.

3 Y compris les dépenses de reconstruction effectuées en 1980 et 1981 après le tremblement de terre d'Elch Chelaf.

Algérie : Investissements des entreprises publiques dans les industries légères et autres projets industriels, 1980-84

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|---|----------------------|-------|-------|-------|-------|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| | (Millions de dinars) | | | | | (Partie en pourcentage) ² | | | | |
| 1. Industrie chimique | 803 | 507 | 784 | 404 | 685 | 12,1 | 10,8 | 13,5 | 10,0 | 19,1 |
| Prêts à long et moyen terme | 448 | 406 | 586 | 286 | 578 | 55,8 | 80,1 | 74,7 | 70,8 | 84,7 |
| Financement extérieur | 355 | 101 | 198 | 118 | 107 | 44,2 | 19,9 | 25,3 | 29,2 | 15,6 |
| 2. Industries alimentaires | 1.579 | 1.329 | 1.360 | 834 | 561 | 23,9 | 28,3 | 21,4 | 20,6 | 15,9 |
| Prêts à long et moyen terme | 1.006 | 915 | 1.053 | 582 | 361 | 63,7 | 68,8 | 77,4 | 69,8 | 64,3 |
| Financement extérieur | 573 | 414 | 307 | 252 | 200 | 36,3 | 31,2 | 22,6 | 30,7 | 35,7 |
| 3. Matériaux de construction | 686 | 540 | 437 | 490 | 723 | 10,4 | 11,5 | 7,5 | 12,1 | 20,5 |
| Prêts à long et moyen terme | 466 | 489 | 432 | 344 | 356 | 67,9 | 90,6 | 98,9 | 70,2 | 49,2 |
| Financement extérieur | 220 | 51 | 5 | 146 | 367 | 32,1 | 9,4 | 1,1 | 29,8 | 50,8 |
| 4. Textiles, cuir et peaux | 3.490 | 2.258 | 1.020 | 599 | 589 | 52,7 | 48,0 | 17,6 | 14,8 | 16,7 |
| Prêts à long et moyen terme | 1.964 | 1.350 | 687 | 491 | 502 | 56,3 | 59,8 | 67,4 | 82,0 | 85,2 |
| Financement extérieur | 1.526 | 908 | 333 | 108 | 87 | 43,7 | 40,2 | 32,6 | 18,0 | 14,8 |
| 5. Autres projets industriels | 61 | 69 | 2.212 | 1.726 | 963 | 0,9 | 1,5 | 38,1 | 42,6 | 27,4 |
| Prêts à long et moyen terme | 58 | 60 | 1.737 | 1.522 | 902 | 95,1 | 87,0 | 78,5 | 88,2 | 93,7 |
| Financement extérieur | 3 | 9 | 475 | 204 | 61 | 4,9 | 13,0 | 21,5 | 11,8 | 6,3 |
| 6. Total des industries légères (1 à 5) | 6.619 | 4.703 | 5.813 | 4.053 | 3.521 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Prêts à long et moyen terme | 3.942 | 3.220 | 4.495 | 3.225 | 2.699 | 59,6 | 68,5 | 77,3 | 79,6 | 76,7 |
| Financement extérieur | 2.677 | 1.483 | 1.318 | 828 | 822 | 40,4 | 31,5 | 22,7 | 20,4 | 23,3 |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

1. Par suite de la restructuration industrielle, la série pour 1980-81 ne concorde plus avec celle de 1982-84, particulièrement pour le poste 5 : Autres projets industriels.

2. Pour chaque branche d'activité, le financement est exprimé en pourcentage du total des investissements dans cette branche. Pour les postes 1 à 5, les investissements sont exprimés en pourcentage du total des investissements dans les industries légères (poste 6).

Algérie - Investissements des entreprises publiques
dans les industries lourdes, 1980-84

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|---|----------------------|-------|-------|-------|-------|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| | (Millions de dinars) | | | | | (Partie en pourcentage) ¹ | | | | |
| 1. Industries extractives | 144 | 148 | 184 | 149 | 131 | 1,7 | 2,1 | 3,2 | 2,4 | 2,0 |
| Prête à long terme | 111 | 68 | 153 | 100 | 123 | 77,0 | 45,9 | 83,2 | 67,1 | 93,9 |
| Financement extérieur | 33 | 80 | 31 | 49 | 8 | 23,0 | 54,1 | 16,8 | 32,9 | 6,1 |
| 2. Electricité | 1.575 | 1.659 | 1.900 | 1.369 | 1.793 | 18,2 | 24,4 | 32,6 | 22,7 | 27,5 |
| Prête à long terme | 1.393 | 1.100 | 1.478 | 1.234 | 1.418 | 91,3 | 66,3 | 77,8 | 90,1 | 79,1 |
| Financement extérieur | 332 | 559 | 422 | 135 | 375 | 8,7 | 33,7 | 22,2 | 9,9 | 20,9 |
| 3. Sidérurgie | 4.207 | 3.064 | 2.109 | 1.884 | 2.138 | 50,2 | 45,1 | 36,3 | 31,3 | 32,8 |
| Prête à long terme | 3.101 | 2.444 | 1.869 | 1.610 | 1.336 | 73,3 | 79,8 | 88,6 | 85,5 | 63,4 |
| Prête à moyen terme | 12 | 47 | -- | -- | 2 | 0,3 | 1,5 | -- | -- | 0,1 |
| Financement extérieur | 1.094 | 573 | 240 | 274 | 780 | 26,0 | 18,7 | 11,4 | 14,5 | 36,5 |
| 4. Constructions mécaniques et appareils électriques | 2.502 | 1.928 | 1.620 | 2.625 | 2.450 | 29,9 | 28,4 | 27,9 | 46,3 | 37,6 |
| Prête à long terme | 1.845 | 1.720 | 1.333 | 1.207 | 984 | 73,7 | 89,2 | 82,3 | 46,0 | 40,2 |
| Prête à moyen terme | -- | -- | -- | -- | 4 | -- | -- | -- | -- | 0,2 |
| Financement extérieur | 657 | 208 | 287 | 1.418 | 1.462 | 26,3 | 10,8 | 17,7 | 54,0 | 59,6 |
| 5. Total des industries lourdes (1 à 4) | 8.378 | 6.799 | 5.813 | 6.027 | 6.512 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Prête à long terme | 6.450 | 5.332 | 4.833 | 4.151 | 3.881 | 77,0 | 78,4 | 83,1 | 68,9 | 59,6 |
| Prête à moyen terme | 12 | 47 | -- | -- | 6 | 0,1 | 0,7 | -- | -- | 0,1 |
| Financement extérieur | 1.916 | 1.420 | 980 | 1.876 | 2.625 | 23,9 | 20,9 | 16,9 | 31,1 | 40,3 |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

¹ Pour chaque branche d'activité, le financement est exprimé en pourcentage du total des investissements dans cette branche. Pour les postes 1 à 4, les investissements sont exprimés en pourcentage du total des investissements dans les industries lourdes (poste 5).

Algérie - Structure et modalités des nouveaux engagements de prêts, 1980-84

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| (Millions de DTS) | | | | | |
| Nouveaux engagements par type | | | | | |
| de prêteurs ¹ | 782,0 | 721,3 | 549,6 | 596,4 | 275,3 |
| Crédits bancaires privés | 751,5 | 330,7 | 694,7 | 2.706,8 | 899,5 |
| Prêts de gouvernements | 504,8 | 178,7 | 535,9 | 163,5 | 1.829,6 |
| Obligations | — | — | — | — | — |
| Prêts d'organisations internationales | 186,5 | — | — | — | 504,0 |
| Total | <u>2.224,8</u> | <u>1.230,7</u> | <u>1.780,2</u> | <u>3.466,7</u> | <u>3.508,4</u> |
| (En pourcentage du total) | | | | | |
| Echéances | 14,9 | 6,9 | 2,6 | 21,0 | 5,0 |
| Entre 1 et 5 ans | 57,6 | 71,0 | 59,5 | 45,4 | 56,7 |
| Entre 5 et 10 ans | 27,5 | 21,7 | 32,6 | 32,6 | 38,3 |
| Entre 10 et 15 ans | — | 0,4 | 5,3 | — | — |
| Plus de 15 ans | — | — | — | — | — |
| (En pourcentage ou en années, comme indiqué) | | | | | |
| Conditions moyennes | | | | | |
| Taux d'intérêt moyen (pourcentage) | 8,3 | 8,4 | 8,9 | 9,8 | 10,3 |
| Echéance moyenne (années) | 10,4 | 7,7 | 8,0 | 6,7 | 10,4 |
| Délai de grâce moyen (années) | 3,1 | 1,5 | 1,7 | 0,7 | 1,3 |
| Élément de libéralité (pourcentage) | 6,0 | 4,3 | 3,5 | 0,3 | -2,5 |
| Crédits-fournisseurs | | | | | |
| Taux d'intérêt moyen (pourcentage) | 7,5 | 8,5 | 9,0 | 8,9 | 8,6 |
| Echéance moyenne (années) | 6,9 | 7,5 | 6,8 | 6,1 | 5,7 |
| Délai de grâce moyen (années) | 1,8 | 1,6 | 1,6 | 0,9 | 0,7 |
| Élément de libéralité (pourcentage) | 7,2 | 3,7 | 2,9 | 2,7 | 3,0 |
| Banques privées | | | | | |
| Taux d'intérêt moyen (pourcentage) | 9,3 | 8,4 | 8,5 | 10,2 | 11,0 |
| Echéance moyenne (années) | 10,5 | 7,9 | 8,2 | 6,6 | 10,4 |
| Délai de grâce moyen (années) | 3,4 | 1,5 | 1,5 | 0,5 | 0,6 |
| Élément de libéralité (pourcentage) | 1,8 | 5,4 | 4,7 | -0,9 | -5,3 |
| Prêts de gouvernements | | | | | |
| Taux d'intérêt moyen (pourcentage) | 7,9 | 7,8 | 9,3 | 9,8 | 10,3 |
| Echéance moyenne (années) | 13,1 | 8,0 | 9,0 | 6,7 | 10,4 |
| Délai de grâce moyen (années) | 4,3 | 1,0 | 2,0 | 0,7 | 1,3 |
| Élément de libéralité (pourcentage) | 9,9 | 6,6 | 2,6 | 0,3 | -2,5 |

Source : BIRD, Système de notification de la dette extérieure.

1 Nouveaux engagements de prêts contractés pendant l'année civile spécifiée.

Algérie - Production, exportations et importations
des principales cultures, 1979/80-1983/84¹

(Milliers de tonnes, sauf indication contraire)

| | 1979/80 | 1980/81 | 1981/82 | 1982/83 | 1983/84 |
|---|---------|---------|---------|---------|--------------------|
| Céréales | | | | | |
| Blé dur | | | | | |
| Production | 927 | 768 | 633 | 492 | 555 ² |
| Importations | 1.154 | 1.117 | 1.182 | 1.350 | 1.150 |
| Blé tendre | | | | | |
| Production | 585 | 450 | 345 | 298 | 283 ² |
| Importations | 691 | 524 | 711 | 936 | 1.045 |
| Orge | | | | | |
| Production | 794 | 525 | 483 | 447 | 493 ² |
| Importations | 274 | 153 | 471 | 484 | 597 |
| Vin (millions d'hectolitres) | | | | | |
| Production | 2,9 | 2,7 | 1,5 | 1,8 | ... |
| Exportations | 2,2 | 2,4 | 2,0 | 0,8 | 1,1 ² |
| Huile d'olive (milliers d'hectolitres) | | | | | |
| Production | 121 | 266 | 214 | 212 | ... |
| Agrumes | | | | | |
| Production | 422 | 355 | 319 | 255 | 280 |
| Exportations | 14 | 10 | 4 | ... | ... |
| Dattes | | | | | |
| Production | 201 | 195 | 206 | 182 | 155 |
| Exportations | 1,3 | 2,1 | 1,0 | 2,3 | ... |
| Légumes | | | | | |
| Dont : | 1.427 | 1.290 | 1.237 | 1.366 | 1.311 ² |
| Pommes de terre | | | | | |
| Production | (591) | (528) | (415) | (491) | (...) |
| Exportations | (...) | (...) | (...) | (1,2) | (...) |
| Tomates | | | | | |
| Production | (182) | (134) | (194) | (160) | (...) |
| Cultures industrielles | | | | | |
| Production, dont | 149 | 239 | 93 | 195 | 1.142 |
| Tabac | (3,3) | (4,7) | (4,4) | (3,3) | (...) |
| Betteraves à sucre | (49) | (63) | (35) | (100) | (...) |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

1 Par campagne (octobre/septembre).

2 Estimations.

Algérie - Production, exportations et consommation de produits
pétroliers bruts et raffinés, 1980-84

(Milliers de tonnes)

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|--|----------|----------|----------|--------|--------|
| Production | | | | | |
| Pétrole | 51.598 | 46.542 | 45.856 | 44.994 | 47.260 |
| Pétrole brut | 47.219 | 37.676 | 33.540 | 31.290 | 33.270 |
| Dont : SONATRACH | (37.009) | (37.057) | (33.193) | 31.017 | 33.944 |
| Condensat | 4.319 | 8.964 | 12.314 | 13.700 | 13.988 |
| Gaz de pétrole liquéfié | 968 | 1.303 | 1.555 | 1.480 | 1.800 |
| Produits pétroliers raffinés | 9.832 | 12.948 | 18.427 | 18.990 | 18.990 |
| Essence ordinaire | 575 | 600 | 634 | 666 | 1.064 |
| Supercarburant | 579 | 667 | 777 | 688 | 507 |
| Kérosène | 429 | 565 | 628 | 612 | 657 |
| Gazole | 3.729 | 4.671 | 7.087 | 6.436 | 7.261 |
| Mazout | 2.592 | 3.507 | 5.164 | 4.750 | 5.168 |
| Naphte | 1.827 | 2.503 | 3.960 | 3.277 | 3.400 |
| Bitume | 52 | 85 | 116 | 184 | 204 |
| Lubrifiants | 49 | 50 | 41 | 47 | 50 |
| Exportations | | | | | |
| Pétrole | 37.985 | 32.549 | 21.563 | 26.913 | 26.471 |
| Pétrole brut | 33.966 | 24.496 | 13.611 | 13.674 | 12.761 |
| Dont : SONATRACH | 22.991 | 23.785 | 13.297 | 13.337 | 12.774 |
| Condensat | 2.989 | 8.053 | 10.942 | 10.339 | 10.747 |
| Gaz de pétrole liquéfié | 411 | 615 | 877 | 603 | 1.041 |
| Produits pétroliers raffinés* | 6.657 | 8.991 | 17.700 | 11.460 | 11.208 |
| Essence ordinaire | 43 | 19 | 42 | 36 | 67 |
| Supercarburant | 153 | 142 | 168 | 64 | 111 |
| Kérosène | 230 | 342 | 796 | 178 | 210 |
| Gazole | 1.896 | 2.512 | 5.829 | 3.239 | 4.117 |
| Mazout | 2.551 | 3.159 | 5.395 | 4.196 | 4.170 |
| Naphte | 1.785 | 2.817 | 5.494 | 3.699 | 3.371 |
| Carburant de soude ² | 415 | 398 | 393 | 406 | 426 |
| Gazole | 118 | 110 | 111 | 103 | 119 |
| Mazout | 297 | 288 | 282 | 303 | 309 |
| Importations | | | | | |
| Pétrole brut | 142 | 208 | 185 | 223 | 359 |
| Gaz de pétrole liquéfié | 161 | 101 | 20 | 77 | -- |
| Consommation intérieure³ | | | | | |
| Pétrole vendu aux raffineries | | | | | |
| nationales | 10.318 | 13.567 | 19.021 | 18.056 | 20.389 |
| Gaz de pétrole liquéfié | 748 | 770 | 857 | 898 | 1.027 |
| Produits pétroliers raffinés | 2.497 | 4.810 | 5.048 | 5.686 | 5.061 |
| Essences | 1.213 | 1.327 | 1.393 | 1.529 | 1.655 |
| Kérosène | 290 | 333 | 348 | 369 | 393 |
| Gazole | 1.081 | 1.210 | 1.313 | 1.517 | 1.632 |
| Mazout | 1.572 | 1.599 | 1.604 | 1.762 | 1.993 |
| Huile d'éclairage | 50 | 30 | 31 | 32 | 33 |
| Butane/Propane | 748 | 770 | 857 | 898 | 1.027 |
| Bitume | 175 | 187 | 231 | 328 | 305 |
| Lubrifiants | 116 | 124 | 128 | 149 | 150 |

Source : données communiquées par les autorités algériennes.

1 Les chiffres comprennent le brut algérien raffiné à l'étranger pour le compte de la SONATRACH.

2 Navires étrangers et nationaux.

3 Y compris la variation des stocks.

Algérie - Valeur et volume des principales
denrées importées, 1980-84

| | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| (Millions de dinars et milliers de tonnes) | | | | | |
| Produits laitiers | | | | | |
| Valeur | 899 | 1.486 | 1.568 | 2.031 | 1.436 |
| Volume | 219 | 274 | 243 | 342 | 285 |
| Blé (dur et tendre) | | | | | |
| Valeur | 1.544 | 1.435 | 1.876 | 1.796 | 1.833 |
| Volume | 1.696 | 1.313 | 1.934 | 2.129 | 2.005 |
| Autres céréales | | | | | |
| Valeur | 350 | 393 | 744 | 549 | 995 |
| Volume | 413 | 402 | 866 | 714 | 1.175 |
| Produits des céréales | | | | | |
| Valeur | 1.109 | 1.291 | 1.153 | 860 | 797 |
| Volume | 941 | 725 | 932 | 666 | 673 |
| Sucre | | | | | |
| Valeur | 1.189 | 1.693 | 861 | 897 | 809 |
| Volume | 574 | 571 | 513 | 714 | 636 |
| Graines oléagineuses | | | | | |
| Valeur | 98 | 99 | 48 | 26 | 12 |
| Volume | 72 | 71 | 28 | 15 | 4 |
| Huile, graisse et cire | | | | | |
| Valeur | 725 | 859 | 777 | 744 | 990 |
| Volume | 273 | 337 | 307 | 306 | 312 |
| Total : Valeur | 5.914 | 7.256 | 7.027 | 6.903 | 6.872 |
| Volume | 4.188 | 3.693 | 4.823 | 4.886 | 5.090 |
| (Variations en pourcentage) | | | | | |
| Total : Valeur | 50,4 | 22,7 | -3,2 | -1,8 | -0,5 |
| Volume | 12,3 | -11,8 | 30,6 | 1,3 | 4,2 |

Source : données communiquées par les autorités algériennes (Secrétariat du commerce extérieur).

Évolution de la production agricole entre 1983-84 et 1984-85 (en tonnes)

| Nature des produits | Production 1983-84 | Production 1984-85 | Croissance 1984-85 |
|----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| PRODUCTION VEGETALE | | | |
| Céréales | 1 406 000 | 3 004 600 | + 114 % |
| Légumes secs | 37 000 | 49 500 | + 23 % |
| Maraiçages | 1 538 000 | 1 957 000 | + 27 % |
| dont : pommes de terre | 415 000 | 724 000 | + 74 % |
| cultures protégées | 50 000 | 110 000 | + 120 % |
| Cultures industrielles | 120 000 | 149 000 | + 25 % |
| Arboriculture | 760 000 | 645 400 | - 9 % |
| Viticulture | 298 000 | 275 500 | - 8 % |
| Tota | 4 649 000 | 6 076 200 | + 44 % |
| PRODUCTION ANIMALE | | | |
| viandes rouges | 160 500 | 160 500 | |
| viandes blanches | 144 000 | 163 000 | + 13 % |
| Laits | 708 000 | 713 000 | + 0,7 % |
| Oeufs | 49 000 | 63 600 | + 70 % |
| Miel | 600 | 1 000 | + 65 % |
| Tota | 1 062 100 | 1 121 300 | + 5,6 % |
| Production totale | 5 711 000 | 7 197 500 | + 37,2 % |

Limitations

Le programme 233

Les principaux contrats gaziers

| Client | Enlèvements 1995 en milliards m ³ | Volumes en milliards m ³ | Expiration |
|---|---|--|------------|
| GDF | | 0,9 | 1990 |
| GDF | 7,5 | 3,5 | 1992 |
| GDF | | 5,4 | 2000 |
| Distrigas Belg | 1,9 | 1,2 | 1999 |
| Enagas Esp | 1,5 | 4,5 | 1999 |
| Distrigas USA | 0,6 | 2,5 | 2000 |
| Pennstate USA | — | Suspendu | 2000 |
| SNAM (It) | 8,5 | 10,90 | 2000 |
| STEG Turc | 0,2 | | |
| TOTAL: 20,6 milliards de m ³ | | | |

ALGERIA

SERVICE PAYMENTS, COMMITMENTS, DISBURSEMENTS AND OUTSTANDING AMOUNTS OF EXTERNAL PUBLIC DEBT

PROJECTIONS BASED ON DEBT OUTSTANDING INCLUDING UNDISBURSED AS OF DEC. 31, 1979
DEBT REPAYABLE IN FOREIGN CURRENCY AND GOODS
(IN THOUSANDS OF U.S. DOLLARS)

| YEAR | DEBT OUTSTANDING AT BEGINNING OF PERIOD | | TRANSACTIONS DURING PERIOD | | | | OTHER CHANGES | ADJUSTMENT | |
|---|---|-----------------------|----------------------------|---------------|------------------|--------------|---------------|------------|-----------|
| | DISBURSED ONLY | INCLUDING UNDISBURSED | COMMITMENTS | DISBURSEMENTS | SERVICE PAYMENTS | TOTAL | | | |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | PRINCIPAL (5) | INTEREST (6) | (7) | (8) | (9) |
| 1975 | 3,304,656 | 6,002,065 | 4,125,997 | 1,506,711 | 246,581 | 209,925 | 456,506 | 8,527 | -282,187 |
| 1976 | 4,477,197 | 9,590,767 | 3,158,486 | 1,928,580 | 433,002 | 340,851 | 773,453 | 15,856 | -324,512 |
| 1977 | 5,846,122 | 11,975,883 | 3,033,289 | 2,860,982 | 639,660 | 388,060 | 1,027,720 | 63,555 | 650,695 |
| 1978 | 8,316,274 | 14,956,652 | 4,857,639 | 4,678,229 | 894,664 | 558,954 | 1,453,618 | 124,684 | 1,234,909 |
| 1979 | 12,699,201 | 20,029,852 | 4,884,305 | 4,171,998 | 1,525,120 | 1,161,612 | 2,686,732 | 50,750 | -9,901 |
| 1980 | 15,330,693 | 23,328,385 | | | | | | | |
| * * * * * THE FOLLOWING FIGURES ARE PROJECTED * * * * * | | | | | | | | | |
| 1980 | 15,330,693 | 23,328,386 | | 3,539,395 | 2,190,004 | 1,471,034 | 3,661,038 | | -4,968 |
| 1981 | 16,676,140 | 21,133,414 | | 2,135,737 | 2,552,651 | 1,565,287 | 4,121,938 | | 79 |
| 1982 | 16,259,276 | 18,580,842 | | 1,057,586 | 2,854,627 | 1,506,778 | 4,371,405 | | 75 |
| 1983 | 14,432,320 | 15,716,290 | | 571,597 | 2,924,135 | 1,309,079 | 4,233,214 | | -6 |
| 1984 | 12,099,749 | 12,792,149 | | 432,970 | 2,761,815 | 1,066,121 | 3,827,936 | | - |
| 1985 | 9,770,819 | 10,030,334 | | 169,329 | 2,502,475 | 822,410 | 3,324,885 | | 10 |
| 1986 | 7,438,153 | 7,527,669 | | 47,018 | 1,888,153 | 604,772 | 2,492,825 | | 10 |
| 1987 | 5,597,028 | 5,639,726 | | 24,701 | 1,505,396 | 437,751 | 1,943,147 | | -4 |
| 1988 | 4,116,328 | 4,134,326 | | 13,075 | 1,304,737 | 308,442 | 1,613,179 | | 4 |
| 1989 | 2,824,670 | 2,829,593 | | 3,103 | 1,000,207 | 199,311 | 1,199,518 | | 7 |
| 1990 | 1,827,568 | 1,829,388 | | 1,100 | 684,945 | 117,265 | 782,210 | | 2 |
| 1991 | 1,163,730 | 1,164,450 | | 716 | 431,668 | 72,516 | 504,184 | | 2 |
| 1992 | 732,780 | 732,784 | | 4 | 308,271 | 41,769 | 350,040 | | 1 |
| 1993 | 424,514 | 424,514 | | | 165,872 | 20,643 | 186,515 | | -1 |
| 1994 | 258,642 | 258,642 | | | 65,593 | 10,438 | 76,031 | | -1 |
| 1995 | 193,048 | 193,048 | | | 42,451 | 6,715 | 49,166 | | 2 |
| 1996 | 150,599 | 150,599 | | | 30,607 | 4,491 | 35,098 | | -1 |
| 1997 | 119,991 | 119,991 | | | 18,701 | 3,139 | 21,840 | | - |
| 1998 | 101,290 | 101,290 | | | 17,907 | 2,371 | 20,278 | | 2 |
| 1999 | 83,385 | 83,385 | | | 13,934 | 1,670 | 15,603 | | -1 |

* THIS COLUMN SHOWS THE AMOUNT OF ARITHMETIC IMBALANCE IN THE AMOUNT OUTSTANDING INCLUDING UNDISBURSED FROM ONE YEAR TO THE NEXT. THE MOST COMMON CAUSES OF IMBALANCES ARE CHANGES IN EXCHANGE RATES AND TRANSFER OF DEBTS FROM ONE CATEGORY TO ANOTHER IN THE TABLE

Educational Achievements 1979-1985

In primary education, the number of primary schools was raised from 5261 in 1970 to 7689 in 1979 and to 8747 schools in 1985. This represents an increase of per cent during the period 1970-1985. The number of classes (school sections) at the primary schools increased from 33808 sections in 1970 to 60862 in 1979 and to 79662 in 1985, an increase of per cent during the period 1970-1985.

In the elementary cycle, the number of elementary schools was risen from 1273 in 1979 to 1548 in 1985; the number of elementary school sections (classes) was also increased, from 10715 classes in 1979 to 13605 in 1985.

In the secondary cycle, the number of schools was increased 572 in 1979 to 743 in 1985. The number of sections (classes) was also increased in secondary schools from 4064 sections in 1979 to 5157 in 1985.

Together, the elementary and the secondary schools totalled 813 in 1970, in 1985, they totalled 2291 (1548 elementary and 743 secondary).

In technical education, the number of secondary technical schools multiplied between 1979 and 1985 rising from 48 in the first year to 109 in the last year; the number of classes in these schools also multiplied from 630 in 1979 to 1387 in 1985.

In university and higher education, the number of students witnessed a similar explosion, rising from 36761 students in 1970 to students in 1985. Male students in university rose from 30,281 in 1970 to in 1985. Female students numbered 6,480 in 1970 and in 1985.

The number of universities increased from 2 in 1970, 3 in 1979 and 5 in 1985. The ratio of university students to total population increased from in 1979 to 13.8 per thousand in 1985, thereby reflecting a development of university enrollment which bypassed population growth.

The rate of female students to total university students increased|decreased from per cent in 1970 to per cent in 1985. The rate of female students to total females in the country decreased|increased from per cent in 1970 to per cent in 1985, proving an improving stagnation|regression in female higher education.

Progress in Health and Health Care

The rate of death in total population decreased from per thousand in 1970 to 15.5 per thousand in 1979 and down to 8.2 per thousand in 1985.

Also, the rate of infant mortality was considerably decreased, from per thousand in 1970 to 120 per thousand in 1979 and down to 67 per thousand in 1985. Life expectancy was risen from years for males and years for female in 1970 to 53 years for males and 56 for females in 1975 and up to 64 years for males and 65 years for females in 1985.

A significant expansion was achieved in health care infrastructures but the need is felt for qualitative improvement both in the State-controlled and the private-owned health sectors.^{*/}

1/ YASSIN, Dr. Selim, "The Main Current Tasks of the Economic Policy of the Country", Damascus, January 1986, Economic Sciences Association of the Syrian Arab Republic, op.cit. pp. 5-7, (text in Arabic).